

**ADF / ZG / MTR - ADF - VI / 92 / 01**

**FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



**RAPPORT SUR L'EVALUATION  
A MI-PARCOURS DES  
OPERATIONS DU FAD-VI**

**ABIDJAN  
CÔTE-D'IVOIRE**

**OCTOBRE  
1992**



## TABLE DE MATIERES

<b>CHAPITRE 1</b>	<b>L'EXAMEN A MI-PARCOURS DES OPERATIONS DU FAD-VI EN PERSPECTIVE</b>	<b>1</b>
1.	Portée et objectif de l'examen	1
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>EXAMEN DE LA MISE EN APPLICATION DES DIRECTIVES CONCERNANT LE FAD-VI</b>	<b>4</b>
2.0	Introduction	4
<b>A.</b>	<b>Opérations et politique de développement</b>	<b>4</b>
2.1	Eligibilité et allocations	4
2.2	Opérations de prêt	15
2.3	Priorités sectorielles et intersectorielles	24
2.4	Questions se rapportant à la qualité des prêts	51
<b>B.</b>	<b>Questions financières</b>	<b>60</b>
2.5	Répartition des dépenses entre la BAD et le FAD	60
2.6	Niveau de liquidité du Fonds	61
2.7	Système de prélèvement des ressources du Fonds	62
2.8	Alignement de l'unité de compte du Fonds (UCF) sur l'unité de compte de la Banque (UCB)	63
<b>C.</b>	<b>Incidences sur les besoins en effectifs</b>	<b>64</b>
2.9	Recrutement de personnel supplémentaire pour les nouvelles initiatives	64
2.10	Stabilisation du nombre des postes	65
<b>D.</b>	<b>Conclusion</b>	<b>66</b>
2.11	Récapitulation et la voie à suivre	66
<b>CHAPITRE 3</b>	<b>BESOINS DE L'AFRIQUE EN RESSOURCES CONCESSIONNELLES EXTERIEURES ET AMPLIFICATION DU ROLE DU FONDS</b>	<b>72</b>
3.0	Introduction	72
3.1	La question des ressources et le plaidoyer pour l'accroissement des engagements du Fonds dans le cadre du FAD-VII	65
3.2	Conclusion	73
		83
<b>STATISTICAL TABLES</b>		<b>74</b>
<b>ANNEXES</b>		<b>84</b>



## **CHAPITRE 1**

### **L'EXAMEN A MI-PARCOURS DES OPERATIONS DU FAD-VI EN PERSPECTIVE**

#### **1.0 Portée et objectif de l'examen**

1.0.1 A l'issue des réunions consultatives pour la sixième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-VI), les Etats participants ont convenu d'un programme des opérations du Fonds pour la période triennale 1991-1993, et fixé le niveau de financement à 2,65 milliards d'UCF. Des contributions extraordinaires supplémentaires, s'élevant à 60,4 millions d'UCF, ont été annoncées par l'Italie, les Pays-Bas et la Norvège. Pour faciliter la mise en oeuvre efficace des politiques du FAD-VI, les délégués ont décidé de procéder à une évaluation après la première année des opérations. L'évaluation porterait sur la performance du Fonds en conformité avec un certain nombre de directives précises énoncées dans le "Rapport sur les réunions consultatives pour la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de Développement" (ADF-VI/CM.5/91/54/Rev.6). Sur la base de ce rapport, le Conseil d'administration a adopté deux documents de politique, l'un portant sur la **Politique de prêt du FAD-VI**, et l'autre, sur les **Directives et procédures concernant l'utilisation du Fonds d'assistance technique**. Le présent rapport sur l'examen à mi-parcours récapitule les directives et décrit les actions engagées à ce jour ainsi que celles qui seront prises ultérieurement pour donner suite aux directives.

1.0.2 Avant de présenter les questions examinées dans le présent rapport, il sera peut-être utile d'indiquer les efforts faits par le Groupe de la Banque dans le passé pour évaluer sa performance d'ensemble. A cet égard, on se souviendra que depuis quelque temps déjà, le Groupe entreprend des exercices d'évaluation périodiques -- certains à l'initiative de la Direction et d'autres à la demande des gouverneurs et des délégués du Fonds. Les principales évaluations effectuées à ce jour sont énumérées ci-après :

- i) **1977** : Evaluation des politiques et procédures de prêt du FAD, à la demande du Conseil d'administration ;
- ii) **1984** : Evaluation par la Direction des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du premier Programme opérationnel quinquennal (POQ.1) ;

- iii) **1985** : Mise sur pied d'un Comité de réflexion présidentiel chargé de recommander des mesures pour l'accroissement des contributions du Groupe de la Banque au développement économique de l'Afrique ;
- iv) **1989-1990** : Evaluation à mi-parcours des directives énoncées par les gouverneurs à l'issue des négociations relatives à la Quatrième augmentation générale du capital de la Banque (AGC-IV);
- v) **1990** : Evaluation à mi-parcours de la performance du Fonds durant la période du FAD-V, à la demande des délégués ; et
- vi) **1991** : Evaluation par la Direction de la performance du Groupe de la Banque dans le cadre du deuxième Programme opérationnel quinquennal (POQ.2), 1987-1991, en rapport avec la préparation du troisième Programme opérationnel quinquennal (POQ.3).

Ces exercices d'évaluation ont permis de définir le centre d'intérêt des institutions du Groupe de la Banque pour les guider vers l'accomplissement plus complet de leur mandat général. Ces exercices se sont révélés directement très avantageux pour ce qui concerne les améliorations de la qualité des opérations des institutions et, par voie de conséquence, les services rendus aux pays emprunteurs. La Direction se félicite de l'occasion qui lui est donnée de passer en revue les opérations du Fonds dans le cadre de la sixième reconstitution de ses ressources ; elle est persuadée que cette évaluation permettra au Fonds de continuer à améliorer sa performance pour affronter avec toujours plus d'efficacité les problèmes de développement auxquels l'Afrique devra faire face au cours des années 90.

1.0.3 Les principales questions qui seront examinées lors de la présente évaluation ont été formulées au paragraphe 48 du Rapport sur le FAD VI. Elles concernent :

- i) l'évolution des prêts et des opérations du FAT, quelle qu'en soit la nature, entre les différents groupes de pays;
- ii) les progrès accomplis dans l'amélioration du processus de répartition des ressources, y compris les PEPP et le dialogue de politique qui leur est associé;
- iii) le classement de la Namibie et les dispositions arrêtées pour le Nigeria;

- iv) les progrès réalisés au sujet des questions liées à la qualité des prêts;
- v) les progrès faits pour définir et appliquer les nouvelles orientations arrêtées pour réduire la pauvreté (y compris l'élaboration et l'application d'indicateurs), les aspects touchant à l'environnement et le soutien apporté aux femmes en leur qualité d'agents du développement ;
- vi) l'évolution des prêts sectoriels (notamment à l'agriculture et aux services sociaux), les progrès concernant la politique prévue en matière de population et l'actualisation des autres documents de politique sectorielle;
- vii) l'évolution des prêts à l'appui des réformes de politique économique et leur rapport avec le deuxième PSA, y compris les résultats de l'évaluation officielle et les enseignements tirés des prêts antérieurs à l'appui des réformes économiques ;
- viii) les objectifs et les résultats des opérations d'assistance technique;
- ix) l'effet de la décision fixant le niveau de liquidité du Fonds;
- x) les progrès relatifs à l'adéquation des ressources humaines du Fonds aux tâches qui lui ont été confiées dans le cadre du FAD-VI;
- xi) le fonctionnement du règlement interne régissant l'examen des propositions de prêts par le Conseil d'administration.

1.0.4 L'essentiel du présent rapport sera consacré à l'examen des mesures prises pour mettre en application ces directives. Le chapitre 2 du rapport rappelle les directives et expose les mesures qui ont été prises pour les mettre en oeuvre et, le cas échéant, les mesures en cours d'exécution. Ce chapitre traite des opérations, des finances et des ressources humaines. Le chapitre 3 récapitule les principales questions qui, s'appuyant sur les efforts en cours, devraient engager le Fonds pendant le reste de la période de reconstitution des ressources du FAD-VI et la période du FAD-VII. Il donne une estimation provisoire du volume des ressources nécessaires pour permettre au Fonds de consolider ses acquis, renforcer son action afin de participer aux efforts de développement économique de l'Afrique dans les années à venir.

## CHAPITRE 2

### EXAMEN DE LA MISE EN APPLICATION DES DIRECTIVES CONCERNANT LE FAD-VI

#### 2.0 Introduction

2.0.1 Le présent chapitre porte sur les mesures prises par le Fonds africain de développement pour mettre en application les directives concernant le FAD-VI, dans le cadre de la **Politique de prêt relative au FAD-VI et des Directives et procédures concernant l'utilisation du Fonds d'assistance technique**. Il passe successivement en revue les mesures prises dans le domaine des opérations et de la politique de développement, y compris l'éligibilité et les allocations de ressources, les opérations de prêt, les priorités sectorielles et intersectorielles et la qualité des prêts, et des finances, y compris la répartition des coûts entre la BAD et le FAD, le niveau de liquidité du Fonds, le système des prélèvements du Fonds et l'alignement des unités de compte de la Banque et du Fonds. Il traite des répercussions, sur les besoins en effectifs, de la politique de recrutement de personnel dans le cadre des nouvelles initiatives du Fonds, et des efforts de consolidation des postes. Enfin, le chapitre évalue de façon très générale la performance du Fonds à mi-parcours, récapitule les réalisations et identifie les domaines d'action future.

#### A. OPERATIONS ET POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

##### 2.1 Éligibilité et allocations

2.1.1 *Directive: les pays des catégories A et B seront admis à bénéficier des ressources du FAD-VI. La limite maximale d'éligibilité sera un PNB par habitant de 990 dollars E.U. Le Rapport sur la sixième Reconstitution générale des ressources du Fonds servira de base pour actualiser et parachever la politique de prêt qui a été appliquée durant la période du FAD-V. A cette fin, la Direction soumettra à l'approbation du Conseil d'administration un document révisé (paragraphes 4,7).<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Les références se rapportent aux paragraphes du Rapport des Délégués sur le FAD-VI.



### 2.1.1.1 Mesure prise

2.1.1.1.1 **Mesure 1.** La Direction a soumis deux documents au Conseil d'administration, l'un portant sur la Politique de prêt du FAD-VI, et l'autre sur les Directives et procédures concernant l'utilisation du Fonds d'assistance technique. Ces deux documents ont été adoptés par le Conseil à l'issue de sa session d'octobre 1991. Dans le cadre de cette politique, les pays sont regroupés en catégories sur la base de leur PNB par habitant de 1989 (voir tableau 2.1). Ainsi, trente trois pays ayant un PNB par habitant de 510 dollars EU au maximum sont classés dans la catégorie A ; dix pays ayant un PNB par habitant compris entre 511 et 990 dollars EU dans la catégorie B ; et huit pays ayant un PNB par habitant supérieur à 990 dollars EU dans la catégorie C. Il faut noter que la Namibie a été classée dans la catégorie B, avec un PNB par habitant théorique fixé à 989 dollars EU. Dans l'ensemble, conformément à la nouvelle politique, 43 pays sont éligibles à l'ensemble des ressources du Fonds ; huit pays de la catégorie C ne sont éligibles que dans le cas de projets multinationaux, en association avec un pays de la catégorie A ou un pays de la catégorie B. Ces huit pays peuvent aussi accéder aux ressources du Fonds d'assistance technique (FAT) à titre de prêt avec un élément de libéralité de 50 pour cent, ce qui correspond à des prêts portant intérêt de 3,25 pour cent sur les montants décaissés, remboursables en 20 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans."

### 2.1.2

**Directive : Quatre-vingt-dix pour cent des ressources, nettes de celles affectées aux prêts à l'appui des réformes et à l'assistance technique, seront allouées aux pays de la catégorie A, et les 10 pour cent restants aux pays de la catégorie B. Sur les 10 pour cent prévus pour le FAT, 85 pour cent iront aux pays de la catégorie A, 12 pour cent à ceux de la catégorie B et 3 pour cent aux pays de la catégorie C. Un maximum de 22,5 pour cent des ressources mobilisées au titre du FAD-VI et des remboursements réengagés seront affectés aux prêts à l'appui des réformes (par 8).**

- **La différenciation entre les pays des catégories A et B devra refléter la pauvreté relative. Au sein de ces catégories, la Direction appliquera au montant disponible pour les prêts traditionnels un coefficient de pondération de 45 pour cent pour l'effectif de la population et de 55 pour cent pour la pauvreté relative (PNB par habitant) (par. 13).**
- **80 % des ressources du Fonds d'Assistance Technique iront au financement d'études liées à la préparation de projets (par. 33 et 48).**

### 2.1.2.1 Mesures prises

2.1.2.1.1 **Mesure 1.** Les allocations indicatives par pays ont été calculées, conformément aux directives, comme l'indique le tableau 2.2. On notera que les ressources prévues pour les prêts à l'appui des réformes n'ont pas été allouées à l'avance, ce type de prêt obéissant à des critères particuliers (voir section 2.2).

2.1.2.1.2 **Mesure 2.** Les engagements en faveur des prêts-projets et de l'assistance technique se sont élevés à 1107,46 millions d'UCF (dont 46,35 millions d'UCF au profit de projets multinationaux) et 118,89 millions d'UCF, respectivement, durant la période allant jusqu'à juin 1992. On trouvera à l'annexe A une liste détaillée de toutes les opérations du FAD-VI effectuées durant cette période. Le tableau 2.3 fait apparaître les engagements des ressources du Fonds, par catégorie de pays; et, comme indiqué, activités multinationales non comprises, les pays de la catégorie A ont utilisé 93,5 pour cent de la totalité des ressources; et les pays de la catégorie B les 6,2 pour cent. S'agissant des activités liées aux projets, les pays de la catégorie A ont absorbé 94,2 pour cent des engagements du Fonds et ceux de la catégorie B les 5,8 pour cent restants.

2.1.2.1.3 **Mesure 3.** S'agissant des ressources du FAT, sur la période de dix huit mois, 91,54 millions d'UCF, soit 86,8 pour cent des engagements par pays, sont allés aux pays de la catégorie A; et 10,35 millions d'UCF, soit 9,8 pour cent, aux pays de la catégorie B. Les pays de la catégorie C ont reçu 3,53 millions d'UCF, soit 3,4 pour cent. Les activités multinationales ou régionales ont absorbé un montant supplémentaire de 13,48 millions d'UCF des engagements du FAT durant la période.

2.1.2.1.4 **Mesure 4.** Pour ce qui concerne l'utilisation des ressources du FAT, 63,9 pour cent de ces ressources sont allées aux activités de préparation des projets, contre 36,1 pour cent aux opérations d'appui institutionnel (tableau 2.4), résultat qui s'écarte sensiblement de l'objectif indicatif de 80 pour cent recommandé pour la préparation des projets et programmes. Il y a toutefois lieu de noter que la distinction entre le renforcement et la génération de projets n'est pas toujours précise. En outre, l'appui institutionnel est souvent

le préalable à la création d'une capacité locale de génération de projets (voir Encadré 2.1). En 1991, par exemple, il y a eu quatre opérations d'assistance technique, d'un montant de 10,8 millions d'UCF, qui ont été classées parmi les activités de renforcement institutionnel mais dont l'objectif ultime était la réalisation d'études techniques. Aussi, peut-on considérer dans l'ensemble que les ressources du FAT ont servi essentiellement à atteindre, comme prévu, l'objectif fondamental de génération de projets.

**2.1.2.1.5 Mesure 5.** Le tableau 2.4 indique la répartition des prêts par instrument. A mi-parcours, les prêts-projets représentaient 70,9 pour cent des ressources engagées ; les prêts à l'appui des réformes, 19,4 pour cent; et les opérations FAT, 9,7 pour cent -- répartition qui cadre avec les objectifs fixés.

#### **2.1.2.2 Mesure à prendre**

**2.1.2.2.1 Mesure 1.** La Direction, dans la deuxième moitié de la période du FAD-VI, se propose d'ajuster le programme du Fonds d'Assistance Technique, de telle sorte que, en fin de période, 80 pour cent des ressources du FAT soient affectées aux opérations de préparation de projets et de renforcement institutionnel. La Direction a déjà donné pour instructions que, dans le cadre de la programmation des opérations du FAT pour 1993, une priorité absolue soit accordée à l'assistance liée aux projets. Le but visé est d'atteindre l'ensemble des objectifs indicatifs pendant la période du FAD-VI.

**2.1.3** *Directive : le Nigéria aurait droit à un programme indicatif équivalent au programme indicatif le plus important au bénéfice duquel tout autre pays de la catégorie A serait admis. La Namibie aurait accès aux ressources du Fonds comme si elle appartenait à la catégorie B. Il conviendrait de réexaminer ces dispositions durant l'évaluation à mi-parcours envisagée. (Paragraphe 9,10).*

#### **2.1.3.1 Mesures prises**

**2.1.3.1.1 Mesure 1.** Comme indiqué au tableau 2.2, le Nigéria a reçu une allocation indicative initiale de 139,09 millions d'UCF pour des prêts-projets, et 19,46 millions d'UCF

## ENCADRE 2.1

**RESSOURCES DU FAT – RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS AU LESOTHO**

Le Lesotho s'efforce actuellement de corriger les principaux déséquilibres macro-économiques et structurels affectant son économie qui ont provoqué une forte baisse de son taux de croissance. Depuis 1988, un certain nombre de mesures de politique économique et d'ajustement ont été mises en oeuvre pour atteindre cet objectif. L'application de ces mesures n'a cependant pas été sans de graves difficultés, dues pour une large part au manque de moyens techniques dans l'administration centrale, principalement les ministères des Finances et du Plan.

Le don d'assistance technique octroyé par le FAD (0,84 million d'UCF) fournira au ministère du Plan, à la Direction générale des impôts et au bureau du Contrôleur financier général (CFG) la formation requise pour identifier et analyser des projets, au nombre desquels figurent ceux financés par le Groupe de la Banque, formuler des politiques macroéconomiques adaptées aux besoins, et d'autres politiques, calculer les impôts et les droits de douane, et, de façon générale, suivre l'évolution des projets et programmes du secteur public et l'organisation de l'ensemble de l'économie. L'élaboration de programmes de formation des ministères et l'organisation de cours associés à l'université nationale du Lesotho aideront à institutionnaliser la fonction générale de formation et la formation sur le tas des homologues des assistants techniques qui seront engagés dans cet exercice et garantiront la durabilité de cette action. Des cours de courte durée, internes et externes, seront dispensés aux agents de toutes les directions de planification, des impôts et du bureau du Contrôleur financier général. Un total de 1078 stagiaires suivront des cours d'analyse des projets, de formulation des budgets d'investissement, d'analyse et de modélisation macroéconomiques, de fiscalité, de comptabilité et de gestion des droits de douanes et des impôts indirects. Les assistants techniques aideront également à satisfaire aux besoins opérationnels des ministères. Toutefois, ce qui est plus important, ils élaboreront de bonnes directives pour les ministères et de bonnes méthodes d'organisation pour assurer le fonctionnement harmonieux des activités des ministères et une plus grande efficacité des opérations.

Dans l'ensemble, ce don du FAT renforcera la capacité du Lesotho dans les domaines de la planification, de la gestion financière et budgétaire et améliorera les moyens des pouvoirs publics dans l'analyse des projets, l'élaboration des budgets d'investissement, la perception des impôts et la gestion de la dette.

au titre du FAT, ce qui correspond à l'allocation de l'Ethiopie, pays de catégorie A qui a bénéficié de l'allocation indicative la plus élevée. La Namibie a été traitée comme un pays de la catégorie B et s'est vu attribuer 8,61 millions d'UCF pour des prêts-projets, et 1,53 million d'UCF pour des opérations financées par le FAT, compte tenu de son PNB par habitant fixé théoriquement à 989 dollars E.U.

**2.1.3.1.2 Mesure 2.** Il ressort d'une analyse de la situation du Nigéria que ce pays enregistre actuellement d'excellents résultats (forte croissance du PIB, réformes entreprises dans le cadre de l'ajustement, etc.). Il devrait, par conséquent, pouvoir bénéficier de la totalité de son allocation indicative. En outre, le programme de prêt exécuté au Nigeria est appuyé par un volume appréciable de prêts de la BAD. Pour l'heure, la performance de la Namibie est considérée comme satisfaisante. De ce fait, il devrait pouvoir bénéficier de la totalité de son allocation indicative. Selon les récentes estimations de la Banque mondiale, le PNB par habitant de la Namibie en 1991 s'élevait à 1 120 dollars ; voir "Operational Directive 3.10, de septembre 1992.

**2.1.4** *Directive: Les besoins des pays d'Afrique les plus pauvres devraient être couverts, dans toute la mesure du possible, par des ressources concessionnelles. Les Etats participants ont demandé aux instances compétentes de la Banque de réexaminer sa politique de prêt à l'égard des pays les plus pauvres de la catégorie A (paragraphe II).*

#### **2.1.4.1 Mesures prises**

**2.1.4.1.1 Mesure 1.** Pour ce qui concerne les prêts concessionnels et ordinaires, le tableau 2.5 indique les pays de la catégorie A qui, de janvier 1991 à juin 1992 inclusivement, ont reçu des prêts de la BAD ou un financement mixte BAD/FAD. Ainsi, du total des engagements de la BAD approuvés d'un montant de 2268,90 millions d'UC, 156,76 millions d'UC seulement, soit 6,91 pour cent, sont allés aux pays de la catégorie A, Nigéria non compris. Si l'on prend en considération le fait que cinq des prêts comportaient des ressources concessionnelles du FAD et d'autres donateurs, la fraction non panachée des engagements de la BAD envers les pays de la catégorie A est encore plus réduite, tombant à 89,76

millions d'UC, soit 3,96 pour cent. De fait, des neuf pays qui ont reçu des prêts de la BAD, la majorité était considérée comme ayant obtenu d'excellents résultats, et aucun n'était classé, ni par la BAD ni par la Banque mondiale comme pays ayant une faible performance. En outre, la quasi-totalité des pays de la catégorie A qui ont emprunté à la BAD durant la période de dix huit mois, ou qui ont reçu des prêts mixtes, étaient, comme on l' a indiqué, des membres du PSA. De plus, les montants en question étaient relativement faibles et, dans tous les cas, considérablement inférieurs à la taille moyenne des prêts octroyés par la BAD les cinq dernières années (41 millions d'UC).

On notera également que les prêts de la BAD aux pays de la catégorie A concernaient, pour la plupart, des projet de génération/économie de devises ou des secteurs offrant des taux de rendement élevés, par exemple le secteur industriel (voir tableau 2.6). C'est ainsi que l'un des prêts accordés à la Guinée était destiné à un projet à but commercial (élevage de crevettes) ; et le prêt au Mali consistait en une ligne de crédit ouverte auprès d'une banque de développement. Le programme de prêt en faveur du Nigéria peut raisonnablement être financé en partie sur ressources non concessionnelles, compte tenu de sa performance, de sa capacité d'absorption et du niveau relativement limité des ressources concessionnelles allouées à ce pays.

Sans méconnaître les préoccupations suscitées par les prêts de la Banque aux pays de la catégorie A, il serait peu réaliste de leur fermer tout accès aux ressources de la BAD, compte tenu de leurs besoins de financement et du niveau relativement restreint des ressources concessionnelles disponibles. En effet, la situation a parfois amené certains pays à contracter des prêts non concessionnels (tels que les crédits-fournisseurs) à des conditions plus rigoureuses que celles prévues par la BAD. C'est donc avec prudence et de façon sélective que les ressources non concessionnelles ont été employées pour appuyer des projets offrant des rendements attractifs et ceux qui améliorent la balance des paiements des pays emprunteurs. Cette approche cadre avec celle suivie par le Groupe de la Banque, durant la période du deuxième Programme opérationnel quinquennal (POQ.2), pour les prêts aux pays de la catégorie A. Durant cette période, l'accès des pays de la

catégorie A a été limité en fonction des besoins globaux de financement, de la capacité d'absorption effective, du risque-pays, du niveau d'engagement du Groupe de la BAD dans le pays concerné et des possibilités de financement mixte BAD/FAD.

C'est ainsi que pendant la période du POQ.2 (1987-91), sur les 30 pour cent des ressources de la BAD alloués initialement aux pays de la catégorie A (Nigéria non compris), 16 pour cent seulement ont été effectivement engagés. En 1987 et en 1991, les engagements de la BAD dans les pays de la catégorie A n'ont pas dépassé 5 pour cent. Toute décision de prêt tient donc compte de la situation économique des différents pays membres emprunteurs, de la capacité d'endettement supplémentaire et de l'opinion que la plupart des pays de la catégorie A devraient, dans les conditions actuelles, bénéficier de ressources concessionnelles du Fonds plutôt que des ressources de la Banque. La Direction tient également compte de l'existence dans certains pays de la catégorie A d'îlots identifiables d'investissements rentables dont le financement peut être assuré avec des ressources non concessionnelles et qui, compte tenu de leur orientation vers les exportations, apportent un soutien complémentaire utile et important aux programmes d'ajustement et de réforme en cours. Au fil des ans, ces investissements peuvent contribuer sensiblement à réduire l'endettement extérieur et améliorer les perspectives économiques d'ensemble de ces pays. La stratégie générale adoptée dans l'octroi de ressources non concessionnelles aux pays de la catégorie A cherche ainsi à établir un équilibre prudent entre les besoins en ressources développement bien définis de l'emprunteur et les risques additionnels que ces prêts peuvent faire courir à la Banque.

Depuis quelque temps la communauté des donateurs envisage une nouvelle approche de l'endettement des pays bénéficiaires des ressources du FAD, et en particulier pour les pays surendettés de la catégorie A. Les donateurs ont exprimé leur disponibilité à financer l'assistance visant l'allégement de la dette, y compris le paiement des arriérés dus à la BAD. En contrepartie, le bénéfice d'une telle assistance implique que le pays suspende ou renonce à ses emprunts auprès de la BAD. La possibilité d'un tel arrangement a été examinée à la réunion du Groupe consultatif tenue en mai 1992 en Ouganda. Si cette

disposition était judicieusement appliquée, elle pourrait permettre de résoudre en partie la question des emprunts non concessionnels contractés par les pays à faible revenu qui accusent des déficits de financement importants.

**2.1.4.1.2 Mesure 2.** A cet égard, le Conseil d'administration a examiné en octobre 1992 des directives générales en matière de financement mixte sur ressources de la Banque et du Fonds. Pour les pays de la catégorie A, ces directives envisagent la possibilité d'un financement mixte pour des projets susceptibles de générer un cash flow positif et un taux de rendement supérieur au taux du marché, de donner la préférence aux investissements axés sur la promotion des exportations et/ou à ceux qui permettent d'économiser des montants substantiels de devises. L'application effective de ces directives sera tributaire du volume de ressources FAD disponibles au titre du financement mixte. Comme indiqué plus haut, les ressources du FAD-VI sont déjà attribuées pour l'essentiel aux pays de la catégorie A, qui n'auront probablement qu'un accès restreint aux ressources de la BAD. Les montants de ressources du FAD disponibles étant relativement restreintes pour les pays de la catégorie B et inexistantes pour les pays de la catégorie C, une politique active de financement mixte se heurte en pratique à de sérieux obstacles. Il est souhaitable que ces obstacles soient levés dans le cadre de la Septième Reconstitution du Fonds.

**2.1.5** *Directive : L'allocation de ressources dans le cadre du FAD-VI devrait se fonder, beaucoup plus que par le passé, sur la performance. Un pays qui parvient à faire des efforts particulièrement solides au plan de la performance devrait pouvoir bénéficier d'un programme amélioré, permettant de relever d'un maximum de 25 pour cent son programme indicatif, fondé sur une évaluation de ses besoins. Par contre, dans le cas d'un pays dont la performance ne serait pas jugée aussi bonne, le Fonds devrait pouvoir réduire son programme indicatif d'un maximum de 25 pour cent. Un pays qui ne satisferait à aucun des critères de performance retenus ne pourrait bénéficier que d'un programme minimum. (Paragraphe 12, 14, 15, 16, 18, 19).*

#### **2.1.5.1 Mesures prises**

**2.1.5.1.1. Mesure 1.** Les consultations sur la Sixième Reconstitution du Fonds se sont



achevées en février 1991. Les critères d'évaluation de la performance ont été mis au point en fin 1991 et leur application a démarré en 1992. Les évaluations sont strictement réservées à l'usage interne de la Direction, le caractère confidentiel dans ce genre d'exercice étant d'une importance capitale pour garantir l'objectivité. On notera cependant que les critères actuels d'évaluation ont été amplifiés par rapport à ceux indiqués dans les directives, à savoir : la gestion de la demande; la croissance dans l'équité et la réduction de la pauvreté; et les efforts tendant à un développement durable à long terme. Pour l'évaluation de la performance, la Direction a, en outre, tenu compte de la qualité et de la durabilité du portefeuille du Groupe de la Banque dans le pays emprunteur ; de l'existence et du degré de mise en application de certaines politiques sociales clés (qui correspond au critère de la "croissance dans l'équité") ; de l'efficacité de l'administration publique et de la bonne gestion publique (voir annexe B).

**2.1.5.1.2 Mesure 2.** A ce jour, des évaluations préliminaires de performance ont été faites pour tous les pays, à l'exception de la Libye (où le Groupe de la Banque n'exécute aucune opération), du Libéria et de la Somalie (qui connaissent une guerre civile). 16 pays (y compris 5 de la catégorie C) ont été classés comme obtenant une solide performance ; 26 pays (dont 3 de la catégorie C) une performance satisfaisante ; 5 une performance faible et 2 une performance "minimale". Les allocations indicatives des ressources du Fonds seront corrigées en fonction du niveau de performance observé pour chaque pays. Les pays sont classés en pays très performants qui verront leurs allocations augmenter, pays moyennement performants pour lesquels il n'y aura pas de changement, et pays à performance médiocre qui verront leurs allocations réduites. Certains pays font actuellement l'objet d'une surveillance étroite en vue d'un déclassement possible dans la dernière catégorie, dans laquelle plusieurs pays ont déjà été relégués.

Les classements établis d'après ces évaluations préliminaires de la Direction ont été rapprochés des cotes de performance affectées aux pays bénéficiant du PSA. Tous les dix sept pays considérés comme ayant une performance "satisfaisante" dans le contexte du PSA, ont été jugés également comme accusant une performance satisfaisante ou bonne par

les analystes de la BAD. Il n'est ni nécessaire ni obligatoire que la correspondance entre les deux notations soit totale. Ce qui précède démontre cependant l'existence d'un bon degré de concordance dans les deux évaluations, notamment pour les notations positives.

Compte tenu des évolutions actuelles des prêts, les ressources du Fonds devraient être attribuées dans leur majeure partie aux pays qui enregistrent une bonne performance. De fait, pendant les dix huit premiers mois de la période du FAD-VI, des sept pays classés parmi ceux ayant une performance faible, un seul a eu accès aux ressources du FAD. On doit dire, toutefois, que certains des pays ayant une performance faible accusent actuellement des arriérés à l'égard du Fonds ; aussi de nouvelles signatures de prêts ne sont pas autorisées. Pour la catégorie A, les engagements moyens à l'égard des pays classés comme ayant une performance "satisfaisante" ont été établis à 21,16 millions d'UCF pendant la période allant jusqu'à juin 1992, alors que pour les pays à "forte performance" les engagements atteignaient en moyenne 48,97 millions d'UCF (voir tableau 2.7). En outre, la proportion engagée des allocations indicatives (y compris les prêts à l'appui des réformes) des pays classés comme ayant une performance forte ou satisfaisante est beaucoup plus élevée que celle des pays peu performants. Cette remarque s'applique moins aux pays de la catégorie B ; les montants engagés sont plus faibles relativement à ceux correspondant aux pays de la catégorie A.

#### **2.1.5.2 Mesures à prendre**

**2.1.5.2.1 Mesure 1.** La Direction continuera à affiner ses approches de la mesure de la performance, s'inspirant, autant que de besoin, de l'expérience des autres institutions multilatérales.

**2.1.5.2.2 Mesure 2.** L'allocation définitive des ressources du FAD entre les pays performants et les pays non performants sera faite par un Comité de hauts fonctionnaires. Ce Comité examinera les pays à faible performance, appliquant un programme de base, et ceux ayant une forte performance, et décidera des montants à retrancher aux pays à performance

économique médiocre et appliquant un programme de base, et à transférer aux pays accusant une meilleure performance et disposant d'une solide réserve de projets viables. La décision relative aux allocations de prêts pour le programme de prêt de 1993 sera prise au deuxième semestre de 1992.

## 2.2. Opérations de prêt

**2.2.1** *Directive : les délégués ont convenu que 22,5 pour cent au maximum des ressources provenant de la sixième reconstitution (FAD-VI) ainsi que les montants réengagés seraient affectés aux prêts à l'appui des réformes, et que seuls les pays mettant en oeuvre des programmes d'ajustement contrôlés, dans le cadre du Programme spécial d'assistance à l'Afrique (PSA) par exemple, pourraient bénéficier de ces prêts. Tout en faisant bon accueil au rapport de la Direction sur l'expérience acquise jusqu'ici par le Fonds avec les prêts à l'appui des réformes, les Etats participants attendaient d'analyser, lors de l'examen à mi-parcours, les résultats de l'évaluation officielle plus approfondie proposée. Ils ont convenu que les montants alloués à un pays donné ne devraient pas dépasser 50 pour cent de l'allocation prévue en faveur de celui-ci au cours de la période couverte par le FAD-VI (paragraphes 8, 32).*

### 2.2.1.1 Mesures prises

**2.2.1.1.1** **Mesure 1.** L'éligibilité des pays aux prêts à l'appui des réformes, au titre des programmes de prêt de 1991 et 1992, a été établie dans le cadre du PSA (voir tableau 2.8). Tous les bénéficiaires peuvent prétendre au PSA et/ou sont en train de mettre en oeuvre des programmes de réforme économique financés par la communauté internationale des donateurs. Le Fonds a systématiquement participé à toutes les réunions de coordination du PSA, et collaboré étroitement avec les autres donateurs à la préparation, au financement et au suivi de toutes les opérations de prêt à l'appui des réformes.

**2.2.1.1.2** **Mesure 2.** Les allocations pour les prêts à l'appui des réformes ont été maintenues dans la limite précise des 22,5 pour cent du total des ressources prévues au titre du FAD-VI. Seize pays ont bénéficié de ces prêts entre janvier 1991 et juin 1992, les engagements atteignant 238 millions d'UCF (voir tableau 2.9). Ce montant représente environ 19,4 pour cent du total des engagements du FAD pendant la période considérée.

**2.2.1.1.3 Mesure 3.** Des allocations au titre des prêts à l'appui des réformes ont été prévues chaque année, sur la base d'une évaluation de la situation socio-économique des pays, des perspectives de croissance et des besoins en ressources. Une première classification des pays, selon leur performance par rapport aux critères du FAD pour la détermination du montant de ces prêts, a été faite dans le cadre des documents de stratégie par pays (DSP), institués en 1991 (voir Annexe C). D'après cette classification, les pays enregistrant de bons résultats peuvent se voir attribuer des dotations accrues représentant jusqu'à 25 pour cent de leurs allocations indicatives, alors que les pays qui n'obtiennent pas de bons résultats peuvent voir leurs allocations indicatives réduites d'un même montant. Un pays qui ne remplit pas ou cesse de remplir les critères acceptés sera confiné à un programme minimum qui ne dépassera pas 20 pour cent de son programme indicatif triennal. Les allocations au titre des prêts à l'appui des réformes, reçues par dix pays, représentaient moins de 50 pour cent de leurs allocations indicatives au titre du FAD-VI. Cependant, les six autres pays - Bénin, Centrafrique, Comores, Guinée équatoriale, Mauritanie et Zambie - ont utilisé les ressources du FAD-VI pour lesdits prêts au-delà des 50 pour cent de l'allocation indicative (voir également tableau 2.9). Pour que le Groupe de la Banque accroisse son influence dans le dialogue sur les politiques, et assure une présence digne de ce nom dans les pays membres, il est nécessaire qu'il participe de façon significative aux programmes. Le dépassement relatif noté concerne surtout la Mauritanie avec 83,7 pour cent. Et même dans ce cas, la contribution du FAD de 15 millions d'UCF ne représentait que 12,2 pour cent du total requis pour le financement du programme. La contribution du FAD a été la plus faible si on la compare aux 32,9 pour cent et 23,6 pour cent de l'IDA et du Fonds arabe respectivement. La limite a été légèrement dépassée dans d'autres cas, au nombre desquels figurent ceux des pays bénéficiaires du PSA, dont les programmes de réforme requièrent un financement important. Les interventions du Fonds ont permis de combler des déficits de financement susceptibles de provoquer des perturbations dans l'exécution des programmes de ces pays, étant donné qu'ils ne disposaient pas d'autres sources de financement.

**2.2.1.1.4 Mesure 4.** Parallèlement à ses opérations de prêt à l'appui des réformes, le Fonds a poursuivi ses activités liées à la Dimension sociale de l'ajustement (DSA), et un

certain nombre de programmes d'ajustement, à l'élaboration desquels le Fonds a contribué, comportaient une composante DSA - comme au Zimbabwe, en Ouganda, au Malawi, au Mali, en Sierra Leone et en Mauritanie. La Banque étudie d'autres moyens de renforcer les acquis de la première phase du projet DSA. Ces efforts s'inscriront intégralement dans le cadre du programme d'action pour la lutte contre la pauvreté mis en oeuvre par le Groupe de la Banque.

**2.2.1.1.5 Mesure 5.** A ce jour, le Fonds a financé 41 opérations de prêt à l'appui des réformes sous forme de prêt d'ajustement structurel ou de prêt d'ajustement sectoriel. 23 de ces opérations sont en cours d'exécution. Sur les 18 opérations menées à terme, 10 rapports d'achèvement de projet (RAP) ont été établis tandis que le reste a été programmé. Des rapports d'audit de performance des projets (RAPP) ont été établis pour quatre opérations et bien d'autres le seront en 1993. Bien qu'on n'ait pas encore procédé à une évaluation officielle complète de la vaste expérience du Fonds en matière d'opérations de prêts à l'appui des réformes, il est possible à présent de formuler quelques observations importantes, à la lumière de l'expérience que la Direction est en train d'acquérir avec cet instrument de prêt.

On se souviendra que les opérations de prêt à l'appui des réformes sont habituellement amorcées lorsque le pays connaît de graves difficultés économiques. La faiblesse des recettes d'exportation, le déséquilibre accentué de la balance des paiements, le niveau élevé d'endettement extérieur, un secteur public ployant sous une charge financière excessive, et une protection démesurée de l'industrie, tels sont les facteurs qui se sont tous traduits, en fin de compte, par une baisse des taux de croissance du revenu par habitant - souvent aussi par des taux négatifs et, dans certains cas, par la menace même d'un effondrement économique et financier. Cette situation a souvent été aggravée par d'autres facteurs tels que la sécheresse et autres calamités naturelles. La gravité de la situation économique exige une aide financière rapide.

Cependant, avant que les ressources du Fonds puissent être engagées, il faut au préalable que le bénéficiaire d'un prêt à l'appui des réformes présente une "déclaration

de politique de développement", énonçant ses objectifs à moyen terme en matière de réforme et de croissance durable sur une période de deux à trois ans, ainsi que les mesures qui permettront d'atteindre ces objectifs. Pour faciliter la définition d'un cadre de politique cohérent, le Fonds a généralement insisté sur la mise en place, au préalable, d'un programme financé par le FMI et la Banque mondiale, qui servirait de base à sa propre intervention. Mais, bien que la participation du Fonds à la confection des programmes ait été limitée à quelques cas, les mesures de réforme ont été définies, sans exception, en étroite collaboration avec la Banque mondiale, essentiellement, et le Fonds monétaire international, ou ont été harmonisées avec les leurs.

Dans le cadre de cette collaboration, des efforts ont été faits récemment pour intervenir plus tôt au stade de la conception de ces programmes. Par exemple, pour ce qui est de l'analyse effectuée dans les Perspectives économiques et programmes par pays (PEPP) et dans les documents de stratégie par pays, le Fonds est désormais mieux à même d'identifier les domaines où de nouvelles réformes s'imposent et doivent être mises en oeuvre. Un accord a été également conclu avec la Banque mondiale et le FMI sur la participation de son personnel à toutes les missions liées à l'analyse des dépenses publiques, et aux programmes d'investissement public, comme ce fut le cas récemment au Burundi, au Cameroun et en Ouganda. Par ailleurs, le Fonds veille désormais à ce que toutes les missions, sans exception, d'identification, de préparation, d'évaluation, de supervision et d'examen à mi-parcours, ayant trait aux opérations de prêts à l'appui des réformes, auxquelles il est associé, soient effectuées conjointement avec la Banque mondiale et le FMI. Enfin, dans le cadre des réunions des groupes consultatifs, ou du PSA, les prêts à l'appui des réformes sont examinés aux tout premiers stades ; les opérations en cours faisant également l'objet d'un contrôle étroit et commun. Les enseignements tirés de cet examen sont pris en compte dans la formulation des futurs programmes. C'est ainsi que le Fonds, en étroite collaboration avec la Banque mondiale et le FMI, a pu acquérir une capacité plus accrue pour jouer un rôle pro-actif dans les opérations de prêts à l'appui des réformes. Par exemple, en Guinée équatoriale, à la suite de l'accord relatif au document-cadre de politique, un prêt d'ajustement structurel octroyé par le FAD a été préparé, évalué, approuvé par le Conseil

et mis en vigueur avant celui d'un autre donateur important. Au Mali, le Fonds entreprend une opération visant à corriger le déséquilibre financier qui s'est fait jour à la suite d'un programme cofinancé avec la Banque mondiale.

Pour ce qui est des résultats de ces efforts, il faut dire en premier lieu que l'ajustement et les réformes sont une condition nécessaire à l'amélioration de la situation économique grave qui a donné lieu, tout d'abord, à cette forme d'intervention (voir le cas du Bénin, encadré 2.2). Mais il importe également de préciser que les efforts de réforme et d'ajustement, quoique nécessaires, ne sont pas une condition suffisante pour provoquer un changement favorable durable de la situation économique de ces pays.

L'expérience acquise à ce jour permet de constater que les résultats des diverses mesures d'ajustement ont, dans l'ensemble, donné de bons résultats, bien qu'il y ait eu des cas précis d'espoirs déçus. Certains pays sont parvenus à rééquilibrer leurs finances publiques et à résoudre en partie leurs problèmes de disponibilité de devises à la suite d'importants ajustements des taux de change. Dans d'autres pays, la mise en oeuvre des réformes a clairement abouti à une utilisation plus efficiente des ressources, et encouragé un plus haut degré de compétitivité grâce à l'application de prix plus réalistes dans le cadre du commerce intérieur et extérieur. Cependant, les mesures de promotion des exportations et de libéralisation des échanges, qui tendaient à mettre l'accent principalement sur les incitations financières ou l'élimination des contraintes à l'exportation, à la faveur des réformes nécessaires liées aux contingents d'exportation, à l'octroi des licences, aux droits de douane, au cadre réglementaire, etc., n'ont généralement pas enregistré le même succès. L'enseignement important à tirer à cet égard est qu'il est nécessaire de prévoir un délai considérable entre l'application des mesures d'ajustement et la réaction des exportations à ces mesures. En effet, alors que, par exemple, les prêts à l'appui des réformes, consentis par le Fonds prévoyaient, à juste titre, une dévaluation importante des monnaies, les effets de ces mesures sur les recettes d'exportation ont été négligeables et se sont accompagnés dans certains cas d'un accroissement de pression sur les prix intérieurs.

## ENCADRE 2.2

## PRETS A L'APPUI DES REFORMES : LE CAS DU BENIN

Depuis 1983, le Bénin connaît des difficultés économiques et financières accompagnées d'un ralentissement de la croissance de la production, d'une baisse du revenu par habitant et d'une accentuation des déséquilibres internes et externes. A la fin de 1984, le système financier a été pratiquement paralysé. Le déficit budgétaire, sur la base des engagements, est resté élevé entre 1985 et 1988, autour de 11 pour cent du PIB. Les intérêts sur la dette extérieure ont augmenté et la part des dépenses salariales s'est sensiblement accrue durant les années 80, passant à 75 pour cent des dépenses de fonctionnement au taux record de 81 pour cent en 1986.

La dégradation de la situation économique a suscité de graves tensions sociales et politiques. Le mécontentement de la population a atteint un niveau tel que des manifestations ont été organisées contre le gouvernement vers la fin de 1989. Parallèlement à cette évolution, la possibilité de refinancer l'économie par le canal de la banque centrale avait été épuisée et les banques béninoises n'ont pas été en mesure d'honorer les demandes de retraits. Ce manque de liquidité, dont le secteur bancaire a souffert et qui a provoqué une paralysie quasi-totale de l'économie, a joué un rôle important dans la décision du gouvernement d'adopter un programme d'ajustement. C'est dans ce contexte que les autorités ont procédé à une réorientation fondamentale des politiques internes dans le cadre d'un programme à moyen terme (1989-1992), appuyé par le FMI, au titre de sa Facilité d'ajustement structurel (FAS), et par la Banque mondiale. Le FAD a joué un rôle actif dans le financement de ce premier PAS, en accordant en 1990 une enveloppe d'un montant de 12 millions d'UCF. A la suite des élections tenues au premier semestre de 1991, le nouveau gouvernement a réaffirmé son attachement au processus d'ajustement en adoptant le programme économique et financier pour la période allant de juillet 1991 à juin 1992. Pour soutenir cette mesure, le FMI a approuvé en juillet 1991 la deuxième tranche annuelle au titre du FAS ; et le FAD a également approuvé en novembre 1991 un prêt à l'appui des réformes d'un montant de 15 millions d'UCF.

La poursuite des efforts en matière de réforme a entraîné une certaine amélioration de la croissance économique -- 4 pour cent en 1990 contre 3 pour cent en 1991 -- résultant en partie de la forte augmentation de la production alimentaire et non alimentaire. En 1991, le déficit budgétaire s'est sensiblement rétréci, tombant de 9,7 pour cent du PIB une année plus tôt à 7,7 pour cent. Les recettes de l'Etat ont fortement augmenté, atteignant 11 pour cent du PIB en 1991 contre 9,6 pour cent en 1990 ; et le taux d'inflation est tombé à environ 1 pour cent au cours de la même période. Des progrès notables ont également été enregistrés dans la rationalisation des entreprises publiques, dans la réduction du nombre des fonctionnaires et dans la réforme du commerce. Le nombre des entreprises industrielles et commerciales publiques est tombé de 60 en 1986 à 29 à la fin de 1990. Le premier programme de départs volontaires (1990-1991) a permis la démission de 1590 fonctionnaires de l'Etat. Un deuxième programme, prévoyant le départ de 8000 fonctionnaires et effectifs des Forces armées, commencera avant la fin de l'année, une fois convenues les conditions de départ. D'importants progrès ont été également accomplis sur le plan de la réforme du secteur financier. Quatre nouvelles banques privées ont été créées depuis 1989. Au 31 décembre 1991, elles avaient mobilisé 43 milliards de FCA en dépôts. S'agissant de la libéralisation du commerce extérieur, le Gouvernement a élaboré un projet de loi visant à supprimer les licences d'importation pour les marchandises originaires des pays, hors zone franc, de la CEE et des ACP. Le Gouvernement a également achevé les réformes des tarifs douaniers, et réduit de 16 à 4 le nombre des catégories d'impôts. Il a en outre adopté un nouveau code des investissements pour promouvoir le secteur privé.



L'expérience montre également que les programmes d'ajustement ont, à court terme, une incidence économique dans l'ensemble limitée. Toute tentative visant à établir un lien direct entre les prêts à l'appui des réformes et la croissance économique à court terme est donc confrontée à des difficultés, en dépit des avantages qu'on peut en tirer, aux plans de la stabilisation des prix et de l'amélioration de la gestion monétaire et budgétaire. Cette situation découle essentiellement de la forte contraction de la demande que la stabilisation de l'économie exige à courte échéance. Toutefois, le rétablissement de l'équilibre économique s'opère d'abord à un niveau d'équilibre plus bas, accompagné d'un fléchissement de la demande et d'un ralentissement de la croissance économique.

En revanche, les programmes de réforme ont souvent comporté des mesures de renforcement institutionnel dans les pays concernés, et les efforts déployés dans ce sens ont connu un succès relatif. Certains des pays qui ont mis en oeuvre des réformes ont réussi à obtenir une meilleure justification de l'emploi des fonds, ainsi qu'une plus grande transparence dans la gestion de leur économie. De plus, l'inclusion de composantes "développement institutionnel" dans les prêts à l'appui des réformes a engendré des activités complémentaires, au nombre desquelles figurent les études liées à la restructuration des entreprises publiques. Les questions ainsi cernées ont souvent été étudiées par la suite grâce à l'octroi de prêts-projets, de prêts sectoriels ou de prêts d'assistance technique.

Plus récemment, des opérations de prêts à l'appui des réformes ont été menées en complément des autres opérations traditionnelles du Fonds, et ont facilité l'exécution des projets classiques. Cette complémentarité a permis de traiter plus efficacement certaines questions spécifiques liées à des projets. Des projets d'assistance du Fonds, de conception récente, ont également bénéficié des mesures économiques et des améliorations institutionnelles opérées dans le cadre des précédents programmes d'ajustement.

Les conclusions générales, notées ci-dessus, découlent principalement des diverses évaluations rétrospectives de toutes les opérations achevées auxquelles le groupe de

la Banque procède systématiquement, et qui débouchent sur la rédaction des rapports d'audit de performance des projets (RAPP). S'agissant tout particulièrement des opérations de prêt à l'appui des réformes, au 30 juin 1992, sept (7) RAPP avaient été achevés, dont quatre (4) concernant des opérations financées par le Fonds - Sénégal PAS I ; Zambie SECAL agriculture ; Gambie PAS I ; et Mauritanie PAS. D'ici à la fin de la période couverte par le FAD-VI, quinze autres RAPP seront achevés, dont dix (10) relatifs à des opérations financées par le Fonds. Un rapport général, renfermant les conclusions et les enseignements tirés de la programmation, doit être établi d'ici à la fin de la période du FAD-VI.

L'on pourrait résumer davantage comme ci-après certaines conclusions provisoires:

- i) des études analytiques approfondies et actualisées sur les problèmes macroéconomiques et structurels des PMR doivent être effectuées en vue d'harmoniser les différentes politiques ;
- ii) l'internalisation des programmes et la poursuite du dialogue sur les politiques sont une condition indispensable pour obtenir des résultats durables ;
- iii) la capacité administrative des PMR à concevoir, planifier, exécuter, contrôler et évaluer (ex ante et ex post) les programmes de réforme constitue une condition préalable à la réalisation de l'ensemble des objectifs visés par les mesures d'ajustement.
- iv) les réformes et ajustements doivent s'attaquer aux effets négatifs qu'ils ont sur le secteur social ;
- v) il faut accélérer le processus de création d'un environnement approprié afin d'encourager et d'élargir la participation du secteur privé à l'activité économique, et donc de faciliter la durabilité du processus d'ajustement.

- vi) les opérations de prêts à l'appui des réformes doivent être considérées dans un contexte à plus long terme, étant donné qu'il est difficile d'aborder et de résoudre globalement les principaux problèmes structurels en mettant en place des programmes à court et à moyen terme. Bien que les difficultés économiques du pays emprunteur se traduisent souvent par les indicateurs macro-économiques traditionnels, elles sont souvent la manifestation d'un déséquilibre structurel profond. Ces opérations de prêts devraient donc être perçues, avec réalisme, comme étant le stade initial d'un processus ininterrompu qui vise à corriger, à long terme, les déséquilibres économiques.

#### **2.2.1.2 Mesures à prendre**

2.2.1.2.1 **Mesure 1.** Les futures opérations de prêt à l'appui des réformes continueront de prendre en compte la dimension sociale de l'ajustement (DSA) au moment de l'élaboration du PAS, ce qui est préférable à un traitement de la DSA comme une activité faisant suite au PAS.

2.2.1.2.2 **Mesure 2.** Le Fonds renforcera sa coopération avec d'autres organisations internationales, dont la Banque mondiale, dans les domaines de la préparation, de l'évaluation, du suivi et de l'évaluation rétrospective des projets, ainsi que de l'élaboration des programmes de dépenses publiques.

2.2.1.2.3 **Mesure 3.** Le Fonds intensifiera ses efforts dans le domaine de l'établissement des rapports d'audit de performance des projets (RAPP) afin de pouvoir tirer davantage d'enseignements de l'expérience acquise avec les opérations de prêt à l'appui des réformes. Vers la fin de la période d'application du FAD-VI, le Fonds procédera à l'établissement d'un rapport synthétique d'évaluation rétrospective, basé sur les opérations de prêt à l'appui des réformes, menées à terme.

## 2.3 Priorités sectorielles et intersectorielles

### Stratégie de lutte contre la pauvreté

**2.3.1** *Directive : les Etats participants ont souligné qu'il importait de mettre en place un programme d'action spécifique de lutte contre la pauvreté, et encouragé la Direction à présenter le programme envisagé au conseil d'administration dès que possible en 1991; de poursuivre l'identification des indicateurs spécifiques qui faciliteraient le contrôle de l'incidence des efforts intérieurs et de l'aide extérieure; d'échanger des informations et expériences avec les autres institutions internationales spécialisées dans des travaux analogues; et de rechercher les moyens de promouvoir le rôle des ONG dans la lutte contre la pauvreté, menée dans le cadre du programme d'action (paragraphe 23,24).*

#### 2.3.1.1 Mesures prises

**2.3.1.1.1 Mesure 1.** Il n'a pas été possible de présenter en 1991 au Conseil d'administration un programme d'action de lutte contre la pauvreté. Cependant, à la suite d'une étude commandée à titre de contribution à la définition du cadre de la politique de la Banque dans le domaine de lutte contre la pauvreté, une stratégie en la matière a été élaborée et présentée au Conseil en septembre 1992. Cette stratégie a été élaborée compte tenu de l'expérience utile acquise par le Groupe de la Banque, et de celles d'autres institutions de financement du développement. Elle prévoit un ensemble intégré de mesures de soutien en faveur d'un environnement favorable, des principales priorités sectorielles et intersectorielles, de la coordination des actions des donateurs, de la participation des ONG et des groupes communautaires, des pauvres en tant que groupe-cible, de la participation des bénéficiaires, et de l'utilisation des ressources locales. Il convient de faire en sorte que ces composantes se renforcent mutuellement grâce à une programmation interdisciplinaire et à des interventions coordonnées au niveau des différents secteurs.

**2.3.1.1.2 Mesure 2.** Un programme d'action a été élaboré pour la mise en oeuvre de cette stratégie. Au sein du Groupe de la Banque, le programme prévoit des mesures visant à améliorer la programmation par pays et les activités liées au cycle du projet de manière à

renforcer la capacité en vue d'une intervention plus efficace dans la lutte contre la pauvreté. En particulier, il serait nécessaire d'intégrer dans les activités liées aux projets et programmes : des indicateurs de performances des pays (pour évaluer la volonté d'un gouvernement d'appliquer des mesures de lutte contre la pauvreté) ; des indicateurs sociaux liés à la pauvreté (pour établir des PEPP, des DSP, des rapports d'évaluation, des RAP et des REPP mieux élaborés) ; ainsi que des indicateurs d'impact des projets (pour contrôler et évaluer l'impact sur la réduction de la pauvreté - voir encadré 2.3 pour l'illustration des questions). Les activités en grande partie extérieures au Groupe de la Banque, telles que la coordination des actions des donateurs, la participation des ONG et des groupes communautaires et l'engagement des PMR à lutter contre la pauvreté, sont, elles aussi, importantes pour le succès général de la stratégie. Ces activités nécessiteraient des efforts accrus de la part du Groupe de la Banque dans les domaines du dialogue sur les politiques avec les PMR, et de la coordination de l'aide avec les donateurs et les ONG. La Direction émettra les directives nécessaires en ce qui concerne les approches et les procédures à suivre pour la mise en oeuvre de la stratégie.

## ENCADRE 2.3

**PROJETS AXES SUR LA PAUVRETE : PROBLEMES DE CONCEPTION ET D'EXECUTION****Problèmes de conception :**

- existe-t-il une stratégie bien définie et réalisable pour orienter les avantages vers les pauvres ?
- a-t-on la preuve que les bénéficiaires du projet ont participé à sa conception ?
- les objectifs et les critères de suivi et d'évaluation des retombées pour les pauvres ont-ils été clairement définis dans les MPDE ?
- quels sont les paramètres-clés liés à la pauvreté qu'il importe de suivre et d'évaluer régulièrement ?
- les points de repère fermes et les indicateurs contrôlables servant à mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté sont-ils vérifiés régulièrement ?
- des études de référence sont-elles proposées et centrées, comme il convient, sur la lutte contre la pauvreté ?
- le système de suivi assure-t-il une rétroaction continue sur l'exécution des projets, et communique-t-il des renseignements pertinents aux organes d'exécution concernés ?
- existe-t-il des mécanismes de contrôle des flux des avantages allant aux différents groupes sociaux ?
- les flux des avantages sont-ils mesurés suivant le sexe ?
- le système de suivi précise-t-il les données à recueillir, la fréquence et le calendrier de collecte ? Qui en est responsable ? Quels sont la méthode d'analyse et le mode de diffusion et de traitement ?
- le nombre d'évaluations (provisaires et rétrospective), leur calendrier, et l'agent qui en est responsable, ont-ils été identifiés ?
- le système peut-il identifier les succès et problèmes effectifs et éventuels ? Est-il suffisamment sensible pour pouvoir déceler les déplacements des besoins au niveau des communautés ?
- le système est-il suffisamment souple pour permettre l'évolution des objectifs, de sorte qu'ils conservent leur utilité pour les besoins d'information dans un environnement changeant ?
- le système de suivi et d'évaluation proposé est-il économique ?
- des composantes "formation" sont-elles incluses pour les agents des projets dans les stratégies de participation ?

## Santé et éducation

**2.3.1.1.3 Mesure 3.** Bien que le programme d'action n'ait pas encore été officiellement adopté par le Conseil d'administration, le Fonds a néanmoins cherché à s'assurer que ses opérations reflètent aussi bien les objectifs généraux indiqués par la Direction durant les consultations relatives au FAD-VI que les principaux éléments des directives notées ci-dessus. C'est ainsi, par exemple, qu'on a constaté une légère amélioration de la qualité des projets ruraux ciblés concernant la santé de base et l'éducation primaire et informelle, ainsi qu'un léger accroissement de leur nombre qui est passé de 25 en 1990 à 29 en 1991. Les principales préoccupations du Fonds dans le sous-secteur de la santé consistent à définir des stratégies permettant d'administrer des soins maternels et infantiles efficaces, d'assurer le maintien et la formation du personnel qualifié, et d'obtenir des pouvoirs publics les crédits budgétaires nécessaires à ces activités. S'agissant de l'éducation, la principale préoccupation concerne l'éducation de base et l'intérêt des programmes scolaires; l'élaboration des programmes et la fourniture de manuels et autres matériels didactiques. Parmi les autres questions importantes, on peut citer la satisfaction des besoins essentiels du personnel enseignant et l'éducation des femmes à tous les niveaux, y compris l'enseignement technique et professionnel. La priorité est également donnée à la réhabilitation et à la redynamisation des services existants. Un exemple utile de cette vaste impulsion de la programmation du Fonds est le Projet d'éducation de base et de formation technique et professionnelle en Ethiopie (voir Encadré 2.4).

**2.3.1.1.4 Mesure 4.** Le Groupe de la Banque, pour renforcer la priorité attachée à la lutte contre la pauvreté dans ses opérations intéressant le secteur social, participe aussi actuellement à un programme régional inter-institutions, qui vise à identifier des mécanismes permettant d'obtenir les crédits budgétaires ordinaires nécessaires aux services de santé rurale. De même, la Banque administrera le fonds de santé spécial OUA-OMS pour l'Afrique - un Fonds à but non lucratif institué par l'OUA en 1990 pour mobiliser des contributions locales et internationales destinées à appuyer les collectivités locales dans les efforts qu'elles

déployaient en matière de survie de l'enfant, de maternité sans danger, de meilleure nutrition, d'adduction d'eau, d'éducation sanitaire et de lutte contre les maladies. De plus, le Groupe de la Banque contribue avec d'autres donateurs au programme de recherche de l'OMS sur les maladies tropicales (RMT), dont l'objectif est d'identifier et de mettre au point des produits pharmaceutiques contre les sept grandes maladies tropicales.

### **Population**

**2.3.1.1.5 Mesure 5.** Pour ce qui concerne les vastes questions générales liées à la population, le Fonds a signé un accord de coopération avec le FNUAP et continue de coopérer avec les institutions telles que l'UNICEF, l'UNESCO, la FAO, l'OMS dans le cadre du programme RMT, qui s'intéressent à ce domaine et possèdent à cet égard des connaissances spécialisées. Afin de sensibiliser les fonctionnaires travaillant dans le cadre du programme RMT, et le personnel du Groupe de la Banque aux problèmes liés à la croissance démographique incontrôlée, et aux politiques et programmes nécessaires, la question de la population a constitué le thème principal du Rapport 1992 sur le développement en Afrique, publié par la BAD. Par ailleurs, le colloque organisé dans le cadre des assemblées annuelles de 1992 avait pour thème "Politiques en matière de population pour un développement économique et social durable en Afrique". En septembre 1992, le Groupe de la Banque a parrainé une conférence internationale sur le thème **Population et développement durable en Afrique**. Cette conférence avait pour but de contribuer à la rédaction du document sur la politique du Groupe de la Banque en matière de population, qui sera présenté au Conseil d'ici à la fin de 1992. Ce document de politique mettra en relation l'évolution de la population de l'Afrique et ses éléments déterminants, les rapports entre les facteurs dynamiques de la croissance démographique et les valeurs culturelles dominantes, la pauvreté et la qualité de la vie, le statut de la femme, l'environnement et les ressources naturelles, la santé et l'éducation, l'urbanisation et les migrations.



## ENCADRE 2.4

**PROJET D'EDUCATION DE BASE ET DE FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE EN ETHIOPIE**

Le développement de l'éducation en Ethiopie a été sérieusement freiné ces dernières années tant par la guerre que par la sécheresse que le pays a connues pendant longtemps. Ces deux facteurs figurent parmi les principales causes des destructions et des dégâts subis par les établissements d'enseignement, ainsi que du déplacement des jeunes loin de leur école. Les priorités actuelles en matière d'enseignement, définies par le Gouvernement, présentent deux aspects : le développement de l'éducation de base (enseignement primaire et enseignement au premier cycle du secondaire); et le renforcement de l'enseignement technique et professionnel. C'est autour de ces deux axes que ce projet de 1992 intéressant le secteur social, financé par le FAD-VI (16 millions d'UCF), a été conçu.

Le projet vise, d'une part, à faciliter l'accès à l'éducation de base et à en améliorer la qualité et l'utilité; et, d'autre part, à favoriser le perfectionnement de la main-d'oeuvre. En volume, le projet a pour but de créer 32000 nouvelles places dans le primaire ; 7280 dans le premier cycle du secondaire ; et 500 dans les branches de l'électricité et de l'électronique. Le projet, dont l'exécution sera étalée sur quatre ans, comprendra des composantes "éducation de base et formation technique et professionnelle". Il prévoit la construction de 80 écoles primaires, 7 écoles secondaires (premier cycle) et 7 centres pédagogiques Awraja (district) y compris le mobilier et les équipements.

Le projet cadre avec les efforts tendant à apporter des améliorations qualitatives et quantitatives au système d'enseignement. Il appuie le programme d'urgence mis en place pour la reconstruction et la réouverture des écoles primaires et secondaires et d'autres établissements d'enseignement détruits par la guerre. Les éléments du projet ont été choisis en vue de leur insertion dans un programme intégré et cohérent de développement de l'éducation, dans le cadre du programme d'urgence pour le relèvement économique et la reconstruction. En construisant des écoles primaires et secondaires (premier cycle) dans les régions du pays touchées par la guerre, et dans d'autres zones à faibles taux de fréquentation, le projet corrigera un important déséquilibre dans l'accès à l'instruction. Outre qu'il élargira l'accès à l'enseignement général, le projet contribuera également à l'amélioration de la qualité de l'enseignement en renforçant les services d'appui à l'enseignement et les services de l'enseignement par la radio. Les centres pédagogiques Awraja, en remplissant leurs fonctions de coordination, de formation, de recherche et d'orientation professionnelle et de mise au point des appuis pédagogiques, aideront à améliorer la qualité du processus pédagogique dans l'enseignement scolaire régulier.

Les divers équipements collectifs et entreprises publiques (EELPA, ETA, Ethiopian Airlines) tout comme le pays en général souffraient auparavant d'une grave pénurie de techniciens. Cette pénurie est devenue une question très importante dans les domaines de l'énergie électrique et de l'électronique, en évolution très rapide. En revanche, le pays aura un grand nombre de diplômés du secondaire, pour lesquels les possibilités d'études du niveau de technicien seront limitées, et dont les compétences techniques seront sous-utilisées. Le projet améliorera les efforts d'ensemble destinés à dispenser la formation et à créer des emplois pour ces diplômés. Les techniciens formés dans le cadre de ce projet seront absorbés dans les divers organismes d'utilité publique tels que l'EELPA et l'ETA, ainsi que dans d'autres entreprises industrielles, publiques et privées.

**2.3.1.1.6 Mesure 6.** Pour ce qui est des opérations spécifiques, on a commencé à identifier des programmes axés directement sur le problème de la démographie. Par exemple, une étude sur la santé au Burkina Faso (Encadré 2.5) tente d'analyser le comportement démographique de la population en vue de valoriser les potentialités de la main-d'oeuvre et d'identifier de futurs projets en matière de population. Une étude connexe réalisée au Mozambique évalue les installations médicales existantes dans trois provinces et en fait l'inventaire, afin d'attaquer les problèmes des réfugiés et de leur retour. La présence massive des rapatriés et des réfugiés dans certaines localités des pays d'accueil entraîne la dégradation des ressources forestières et met fortement à contribution les services sociaux et les infrastructures fragiles. Le Fonds coopère donc avec le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) pour aider les pays touchés à faire face à l'afflux des réfugiés et des rapatriés. Par exemple, une récente mission conjointe BAD/HCR au Soudan a identifié le Projet d'amélioration de l'environnement dans l'Eastern State, et le Projet forestier et énergétique de Kassala. Ces projets, et d'autres encore, doivent également permettre de soutenir les activités en matière de reboisement, de santé, d'éducation et de génération de revenus au profit des réfugiés, des rapatriés et des populations locales des régions touchées.

## ENCADRE 2.5

## BURKINA FASO: ETUDE SECTORIELLE SUR LA POPULATION

Conformément aux recommandations de la réunion du comité consultatif qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) en juillet 1990, ce projet d'étude démographique au Burkina Faso a été exécuté en avril 1991, financé sur les ressources du FAT à hauteur de 0,9 million d'UCF. Il se fondait sur les préoccupations exprimées par le Gouvernement du Burkina Faso au sujet du taux d'accroissement sans précédent de la population dans ce pays et de la détérioration de la situation socio-économique qui en a résulté. L'étude avait pour objet d'analyser :

- la situation démographique du Burkina Faso et d'identifier les principales questions sociales et économiques connexes ;
- les données du registre de l'état civil et du recensement afin de mettre les indicateurs à la disposition des différents ministères et organismes administratifs ;
- le document de politique nationale en matière de population ; la mise en oeuvre du programme d'action ; et la position du Gouvernement à l'égard du secteur démographique dans le contexte de son plan national de développement ;
- les principales causes de morbidité, de mortalité et la situation nutritionnelle ; et
- la situation de la main-d'oeuvre, l'exode rural et l'urbanisation.

L'étude traduit une importante préoccupation pratique de la Direction au niveau des opérations. Avec la communication des données de base et des indicateurs du développement socio-économique, il est maintenant possible d'identifier les domaines d'action prioritaire. A partir de son analyse des données sur les secteurs de l'éducation et de la santé, l'étude a mis en évidence le faible taux de fréquentation, le taux élevé d'abandon scolaire et le taux extrêmement élevé d'analphabétisme chez les femmes au Burkina Faso. Ces conclusions indiquent les domaines d'action prioritaire pour les futurs projets et programmes, y compris :

- i) les programmes axés sur les soins maternels et infantiles et la planification familiale pour réduire la mortalité maternelle, infantile et juvénile ;
- ii) les programmes pour améliorer le système de l'état civil, assurer l'existence et l'exactitude des données essentielles sur la population et la santé ;
- iii) les programmes concernant l'alphabetisation des femmes pour améliorer leur rôle et leur situation ; et
- iv) les programmes/projets qui auraient une incidence implicite ou explicite sur

### Activités de création de revenus

2.3.1.1.7 **Mesure 7.** Le Fonds, dans ses activités de lutte contre la pauvreté, s'est attaché à encourager le développement et la diversification des activités de création de revenus au profit des pauvres, à travers :

- i) la participation aux efforts déployés conjointement par les institutions pour identifier et financer des activités visant à diversifier les sources de revenu des pauvres afin de stabiliser et d'accroître leurs revenus. Par exemple, le prêt au secteur agricole du Kenya et le projet de commercialisation du bétail en Tanzanie ont pour but d'accroître le revenu des agriculteurs en accroissant leur productivité et leur efficacité dans la commercialisation des récoltes et du bétail. Les projets mettant à disposition les moyens de production concourent au développement et à la réhabilitation des infrastructures de commercialisation, et encouragent la libéralisation des marchés, en instaurant un dialogue avec les gouvernements respectifs ;
- ii) l'ouverture de lignes de crédit agricoles, axées tout particulièrement sur les petites et moyennes exploitations, une part croissante des lignes de crédit étant acheminée par des institutions autres que les banques de développement traditionnelles. Par exemple, dans le projet de développement rural du Zaïre, Oubangui nord et sud, une ligne de crédit du Fonds est acheminée par une ONG, le Centre de développement intégral (CDI), au titre d'un accord passé avec le Gouvernement. L'ONG fournit des services tant économiques (production, transformation et commercialisation des produits, développement des infrastructures, etc.) que sociaux (éducation de base, formation professionnelle, santé, etc.) ;
- iii) la mise en place d'infrastructures d'enseignement, ainsi que de facilités de crédit aux femmes pour des activités de production et de transformation. Dans le projet de développement de zones vertes au Mozambique (voir Encadré 2.6), le Fonds finance la mise à disposition de moyens de production, y compris une ligne de crédit aux femmes qui travaillent dans le secteur de la production. Le produit de la ligne de crédit est mis à disposition par les coopératives ; la gestion des fonds et la surveillance du crédit étant assurées par la cellule de gestion du projet. Au nombre des projets similaires financés par le Fonds, on peut citer le projet de valorisation des compétences des femmes en Gambie ; et le projet de développement communautaire pour les femmes au Ghana - qui visent tous deux à promouvoir les activités de production et l'accès accru des femmes au crédit ;

**ENCADRE 2.6**  
**PROJET DE DEVELOPPEMENT DES ZONES VERTES DE MAPUTO - MOZAMBIQUE**

Au début de 1991, le Gouvernement a demandé au Groupe de la Banque d'appuyer les activités agricoles de la coopérative féminine des zones vertes de Maputo. En septembre 1991, le Groupe de la Banque a invité le Centre des investissements de la FAO à préparer le projet. Après examen du rapport de préparation du projet, une mission du Groupe de la Banque s'est rendue au Mozambique pour évaluer le projet, suivie d'une mission d'évaluation complémentaire, dont est sorti le Projet de développement des zones vertes de Maputo (8 millions d'UCF), conçu par une coopérative de femmes.

Le projet vise à accroître la production de viande de poulet de chair et de légumes ; à créer des emplois et à accroître le revenu des femmes membres de la coopérative des zones vertes de Maputo ; à améliorer le bien-être socio-économique et à promouvoir le rôle des femmes dans la gestion du projet. Le projet appuiera :

- i) la gestion de l'Union générale des coopératives (UGC) en lui fournissant une assistance technique, en assurant la formation d'un personnel local additionnel, et en mettant à disposition les moyens de transport et le matériel de bureau ;
- ii) la construction de 4 poulaillers, la réhabilitation d'un moulin d'aliments pour volaille, une couveuse et d'un centre de formation, y compris la fourniture d'équipements connexes et de générateurs ;
- iii) la production agricole en renforçant la gestion des unités de production de volaille, en appuyant les services de vulgarisation et de crédit grâce à la fourniture de personnel supplémentaire, à la formation du personnel en service et des agriculteurs, ainsi qu'à la fourniture de matériel de formation, et à la mise à disposition de reproducteurs et de leurs aliments, de services vétérinaires et de véhicules de transport pour les éleveurs ; et
- iv) l'achat d'intrants et l'octroi de crédits pour l'acquisition d'intrants tels que les poussins d'un jour, les aliments, les médicaments vétérinaires, les herbicides, les engrais, les semences de légumes améliorées, les pulvérisateurs à dos et les outils manuels.

Le principal avantage économique quantifiable du projet serait une production annuelle accrue de viande de volaille et de légumes, qui passerait de 200.000 à 1 million de poulets, et de 4.740 à 7.460 tonnes de légumes. Environ 20 pour cent de la production supplémentaire seraient auto-consommées par les ménages, et le reste vendu, ce qui accroître le revenu monétaire des femmes membres de la coopérative. Une consommation additionnelle de viande de volaille par les ménages serait importante, compte tenu du bas niveau des apports protéiques d'origine animale, dû à la rareté d'autres types de viande animale. La vente de viande de volaille et de légumes à Maputo non seulement relèverait le revenu monétaire des agricultrices mais encore augmenterait la consommation par la population urbaine, grâce à une offre accrue. La production locale, à son tour, réduirait les besoins d'importation, favorisant ainsi des économies de devises. Les 6.000 petites exploitantes, membres du mouvement des coopératives vont bénéficier directement de ce projet, non seulement grâce au revenu provenant de la production accrue de volaille et de légumes, mais aussi à la formation et aux services de vulgarisation favorisant des méthodes et des techniques de production améliorées dans le cadre du projet.

- iv) le financement de projets de formation professionnelle. Les projets de formation technique et professionnelle exécutés au Kenya, en République Centrafricaine et à Maurice sont des exemples à cet égard.

**2.3.1.1.8 Mesure 8.** Simultanément, dans le cadre du suivi de l'initiative liée à la dimension sociale de l'ajustement, des activités sont actuellement en cours pour:

- i) initier des actions visant à améliorer les conditions de vie des pauvres et des groupes vulnérables dans les pays ayant engagé des réformes, et à mettre en oeuvre des mesures contribuant à promouvoir leur participation aux activités de production. On peut citer comme exemples parmi ces initiatives : le Fonds du développement social au Zimbabwe, le Fonds pour l'emploi en Zambie et le projet PASAICA à forte intensité de main-d'oeuvre à Madagascar;
- ii) établir des profils de pauvreté en tant qu'intrants déterminants dans la programmation par pays. L'Ouganda, la Mauritanie, la Gambie et le Burundi sont programmés dans la première phase de cet exercice. Le profil de pauvreté en Ouganda est en voie d'élaboration; et les travaux relatifs à d'autres profils commenceront à mesure que des ressources seront dégagées ;
- iii) former 60 fonctionnaires de 18 PMR (Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe) à la "Conception et à la gestion de programmes axés sur la pauvreté". La formation doit être coparrainée et codirigée avec la Banque mondiale. Un stage de formation de 10 jours a été organisé à Kampala (Ouganda) en mai 1992 et un deuxième stage est prévu à Ouagadougou (Burkina Faso) en novembre 1992 ;
- iv) la formation de 70 membres du personnel de la Banque dans l'identification, l'évaluation et l'exécution de programmes de développement durable en Afrique, et de programmes axés sur la dimension sociale de l'ajustement, et sur la lutte contre la pauvreté : 40 en 1991 et 30 en 1992.

### 2.3.1.2 Mesures à prendre

2.3.1.2.1 **Mesure 1.** La mise en oeuvre des directives relatives au Programme d'action intégré de lutte contre la pauvreté devra être poursuivie avec vigueur et il faudra mettre en place des mécanismes permettant d'assurer une livraison et un suivi efficaces. Par ailleurs, le Programme d'action de lutte contre la pauvreté ne devrait être considéré que comme un début. Il conviendrait donc de le remanier en fonction de l'expérience effectivement acquise par le Fonds au fil des ans.

2.3.1.2.2 **Mesure 2.** Dans le même ordre d'idée, le Fonds devra élaborer et tenir à jour des données de référence sur les pays afin de suivre les actions de lutte contre la pauvreté entreprises dans chaque pays. Pour maximiser la coopération entre les institutions, le Fonds devrait passer des accords prévoyant l'accès du personnel aux données normalisées des autres institutions ayant les mêmes intérêts dans le domaine opérationnel. Ces accords permettraient d'identifier d'autres organisations oeuvrant dans divers secteurs où le Fonds est actif.

2.3.1.2.3 **Mesure 3.** S'agissant des activités en matière de population, il va falloir recruter d'autres spécialistes pour renforcer les compétences existantes en matière d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques et programmes dans les domaines de la population, de la planification familiale et de la nutrition.

### Environnement

2.3.2 **Directive :** *les Etats participants se sont réjouis de l'intention du Fonds de faire une place encore plus importante aux problèmes de l'environnement, et lui ont instamment demandé d'activer la mise en oeuvre des mesures prévues dans le document de politique en matière d'environnement ; de mettre en place dès que possible un système effectivement opérationnel garantissant l'achèvement des évaluations d'impact sur l'environnement; de veiller à ce que les projets forestiers qu'il finance mettent davantage l'accent sur la préservation des zones forestières et la protection de la biodiversité ; d'appuyer les efforts tendant à renforcer la mise en oeuvre du Plan d'action en faveur des forêts tropicales dans les PMR ; de renforcer ses programmes relatifs à la conservation de l'énergie, l'efficacité dans l'utilisation finale, et aux énergies renouvelables ; et d'accroître sensiblement les effectifs afin de permettre à l'institution de faire face efficacement à des responsabilités accrues dans ce domaine (paragraphe 27,28).*

### 2.3.2.1 Mesures prises

**2.3.2.1.1 Mesure 1.** Des directives techniques et des procédures ont été élaborées en vue de leur utilisation dans l'analyse de l'impact des projets sur l'environnement, et de leur classification selon les diverses catégories d'environnement. L'analyse détaillée de l'impact des projets sur l'environnement, prévue dans le programme de prêts de 1992, a commencé en décembre 1991. Les projets classés par catégorie, selon leur impact sur l'environnement, et les fiches correspondantes sont communiquées au Conseil. Les mesures spécifiques prises sont énumérées ci-après :

- i) un atelier de formation de 10 jours, consacré à l'environnement, a été organisé à l'intention du personnel de la Banque en octobre 1991. La formation a été axée sur l'utilisation, des directives techniques et des procédures, ainsi que sur la sensibilisation du personnel des opérations à la question des impacts écologiques éventuels des projets dans les différents secteurs ;
- ii) la classification en trois catégories de tous les projets inclus dans le programme de prêts pendant une période donnée. Dans la catégorie I entrent les projets qui auraient des effets nuisibles sur l'environnement, et exigent donc une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE). Les projets de la catégorie II ne nécessiteraient que des mesures d'atténuation des effets, qui devraient être prévues dans le rapport d'évaluation. Dans la catégorie III figurent les projets favorables ou sans effet sur l'environnement, et qui n'appellent donc aucune action particulière ;
- iii) au total 186 projets inscrits dans le programme de prêt ont fait l'objet d'un examen critique; et 26 sont classés dans la catégorie I. Cette classification a nécessité quatre semaines de travail. Vingt-quatre autres semaines ont été consacrées à la définition des tâches pour les vingt-six projets requérant une EIE. Des résumés des EIE sont communiqués, pour information, aux conseils d'administration, 120 jours avant que le rapport d'évaluation ne soit présenté aux Administrateurs. On notera que cette analyse est un processus continu, d'autant que l'information technique s'affine au fil des différentes phases de préparation.



- iv) les procédures actuelles à suivre pour le traitement des projets de la catégorie I sont les suivantes : l'examen minutieux initial des effets sur l'environnement se fonde sur les fiches de projet qui sont établies pour le programme de prêts de l'année en cours. La catégorisation est examinée avec le département des projets responsable, et elle peut être confirmée ou tenue en suspens, dans l'attente de données supplémentaires. Pour ce qui est des projets confirmés comme étant de la catégorie I, une demande est adressée au pays pour l'interroger sur l'existence d'une étude d'impact sur l'environnement. Dans l'affirmative, une copie est adressée à la Banque pour examen et résumé à l'intention du Conseil. Au cas où il n'y en aurait pas, des demandes sont adressées à des sources bilatérales pour en obtenir le financement. Au 30 juin 1992, des fonds avaient été mobilisés pour 23 études liées à des projets inclus dans les programmes de prêt de 1992/1993. Lorsqu'une étude est achevée, elle fait l'objet d'un résumé qui est envoyé au Conseil. A l'avenir, le Fonds insistera sur le fait qu'une étude satisfaisante d'impact sur l'environnement doit être réalisée par les PMR avant que le financement ne soit envisagé. Dans le cas des projets actuellement préparés avec le concours du FAT, l'aspect EIE est intégralement pris en compte, et le processus sera beaucoup plus complet et détaillé pour ce qui est de l'examen au niveau des pays et, tout particulièrement, de la participation de la population et des ONG. Il est difficile d'exiger ce genre de participation pour des études déjà achevées.

**2.3.2.1.2 Mesure 2.** Pour témoigner de l'importance accrue qu'il accorde au problème de l'environnement dans ses opérations ordinaires, le Groupe de la Banque a commencé à passer les accords institutionnels et administratifs évoqués ci-dessus, et à s'engager sur des projets entièrement axés sur l'environnement. En août 1992, le Conseil d'administration a adopté le **Programme de l'environnement (Phase I)** de Madagascar. Ce programme (voir Encadré 2.7), cofinancé avec d'autres organismes donateurs, est un point de départ important pour le Fonds, qui préfigure de futurs engagements de ce type dans le domaine de l'environnement.

## ENCADRE 2.7

## MADAGASCAR : PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL PHASE I

Le Programme environnemental phase 1 est le premier programme environnemental intégré adopté à Madagascar, où le coût annuel de la dégradation de l'environnement est estimé à plus de 200 millions de dollars EU. Ce programme qui s'inscrit dans le cadre des efforts faits pour inverser la tendance actuelle à la dégradation de l'environnement, contribuera à restaurer un environnement capable d'assurer un développement durable, à réduire sensiblement les coûts humain et écologique de la dégradation, à accroître l'autosuffisance alimentaire, et à assurer, d'une manière générale, un niveau de vie plus élevé à toute la population.

La phase 1 du programme sera financée parallèlement par le FAD (12 millions d'UC), qui a défini et isolé un projet parallèle, et d'autres bailleurs de fonds : IDA, USAID, RFA, CI, WWF, Norvège, UNESCO, FAC, Suisse, ODA, PNUD. Ses principales composantes sont les suivantes : i) gestion de la biodiversité ; ii) conservation du sol ; iii) information géographique ; iv) sécurisation foncière ; v) éducation et sensibilisation ; iv) recherche environnementale et vii) appui au Plan d'action environnemental. La phase 1 sera exécutée en cinq ans, en collaboration avec les différents partenaires techniques. Toutes les composantes seront exécutées d'une manière synergique, c'est à dire les unes s'appuyant simultanément sur les autres. Le projet défini et isolé pour le financement du FAD s'exécutera sur trois ans, à partir de 1993, et sera axé sur la conservation des sols, l'éducation et la sensibilisation, et la recherche environnementale. Ce programme recherche de solutions à la dégradation des terres forestières, des terres arides, de l'habitat et de la faune, à la gestion des couverts forestiers, des terres arables et des terres dégradées, à la gestion des ressources en eau, des ressources côtières et des ressources énergétiques, à la conservation de la biodiversité, au tourisme écologique et à l'environnement en général.

Le Programme de Madagascar offre de nombreux avantages d'ordre écologique, technique et socio-économique. Sur le plan technique, de nouvelles méthodes de conservation des sols, de protection des aires naturelles seront à la disposition de la population en général. Les populations périphériques ainsi que celles qui vivent sur les aires protégées acquerront de nouvelles techniques spéciales de production de plants dans les petites pépinières rurales, et, de ce fait, seront mieux à même de choisir les méthodes et techniques de plantation. Sur le plan socio-économique, le programme va engendrer une prise de conscience générale, par la population, des problèmes de l'environnement, et sa sensibilisation à ceux-ci. Ce plan permettrait la conservation des sites biologiques de renommée mondiale du pays, actuellement menacés. Madagascar pourrait ainsi développer son tourisme en s'appuyant sur sa richesse écologique. Le programme va établir la base d'un développement économique s'appuyant sur le tourisme, la commercialisation de produits des forêts naturelles, le développement des parcs et réserves, et de l'agro-industrie. Les populations rurales, grâce au programme, pourront valoriser certaines espèces floristiques et faunistiques, en vue de programmes d'amélioration génétique et cynégétique. Les mesures visant à promouvoir la sécurité foncière seront également importante pour la gestion du secteur agricole. Le ralentissement du taux de déforestation permettra de conserver une grande partie du patrimoine de forêts naturelles, d'accroître la production agricole, et de freiner la détérioration des routes et des infrastructures. Par ailleurs, le programme permettra de créer directement des emplois aussi bien dans le secteur public que privé. Ces nouveaux emplois seront générés par des actions de conservation, des mini-projets, les enquêtes cadastrales, la cartographie. Le

**2.3.2.1.3 Mesure 3.** Le Groupe de la Banque reconnaît l'importance de la foresterie dans l'économie des pays membres régionaux, et le rôle qu'elle joue dans la protection de l'environnement. Il continue à aider les PMR à utiliser, gérer et conserver leurs ressources forestières de manière à assurer un avantage durable aux plans économique, social et écologique. Des mesures particulières ont été prises à ce égard :

- i) une étude sur la politique de la Banque en matière de forêt a été commandée en 1991 ;
- ii) en 1992, neuf projets ayant d'importantes composantes "foresterie" ont été évalués ;
- iii) un document de politique en matière de foresterie doit être présenté au Conseil au quatrième trimestre de 1992 ;
- iv) une étude sur la conservation et la gestion des écosystèmes des mangroves le long de la côte ouest de l'Afrique a été financée par des sources bilatérales. Des contacts ont été noués avec le PNUD pour coordonner ces efforts dans le cadre du Fonds mondial de l'environnement (FEM) ;
- v) le recrutement de deux experts en foresterie dans les départements des opérations, et d'un troisième au département central des projets ;
- vi) le Groupe de la Banque a collaboré avec des organismes bilatéraux et multilatéraux dans la préparation de projets forestiers, et participe activement aux tables rondes pour établir les PAFT nationaux dans les PMR ; enfin, il est représenté au groupe informel des conseillers en matière de foresterie, créé par la communauté des donateurs, afin de fournir un appui accru à la mise en valeur des forêts tropicales.

**2.3.2.1.4 Mesure 4.** Le document de politique générale du Groupe de la Banque pour le secteur énergétique, en cours de rédaction, sera probablement présenté aux Conseils d'administration d'ici à la fin de 1992. Cependant, des mesures ayant trait à l'efficacité de l'utilisation finale sont déjà en train d'être incorporées dans les projets et programmes agricoles et industriels. Par exemple, des ressources du Fonds d'assistance technique ont servi à financer une étude sur le programme énergétique de l'Afrique. L'étude vise à établir

un plan directeur de mise en valeur de l'énergie, et à identifier diverses questions de politique qu'il importe de maîtriser. L'étude est principalement centrée sur la conservation de l'énergie et la définition des modalités précises pour y parvenir.

**2.3.2.1.5 Mesure 5.** Le nombre de fonctionnaires directement chargés de superviser la mise en oeuvre de la politique de la Banque en matière d'environnement s'est considérablement accru, passant de 2 en janvier 1991 à 5 en juin 1992. De plus, le personnel s'occupant de la politique sociale (c'est-à-dire, population, santé, éducation, DSA/lutte contre la pauvreté) est passé de zéro à trois (un démographe, un économiste /statisticien et un analyste de politique sociale) durant la même période. Ainsi, la division chargée des questions de politique sociale et d'environnement compte désormais neuf professionnels et un chef de division. En outre, 35 hommes-semaines d'activité de consultants ont été consacrés aux questions de l'environnement, et 21 hommes-semaines à la politique sociale durant la période allant de janvier 1991 à juin 1992. En outre, deux assistants de projet ont été engagés durant la même période. Une étude des besoins en personnel à long terme pour l'environnement a été financée sur fonds bilatéraux. Le projet de rapport a été remis à la Direction qui procède actuellement à son examen.

**2.3.2.1.6 Mesure 6.** Le Groupe de la BAD abrite à son siège un Secrétariat chargé de la dimension environnementale du développement, financé par la Banque mondiale et le Bureau des Nations Unies pour la Région soudano-sahélienne (BNUS). Le Secrétariat a pour objectif d'élaborer un programme régional de renforcement des capacités des Etats africains à mieux faire face à leurs priorités en matière d'environnement et de développement, en définissant des cadres stratégiques d'un développement durable (par exemple : programmes d'action nationaux en faveur de l'environnement).

#### **2.3.2.2 Mesures à prendre**

**2.3.2.2.1 Mesure 1.** Les travaux relatifs à l'examen des programmes de prêts pour la catégorisation de l'environnement se poursuivront. On continuera à rechercher des fonds pour aider les PMR à effectuer des EIE.

**2.3.2.2.2 Mesure 2.** L'accroissement de l'effectif des environnementalistes doit être poursuivi, tel qu'il ressort de la récente étude sur les besoins à long terme en personnel de cette catégorie.

## **Le rôle de la femme dans le développement**

**2.3.3** *Directive: les Etats participants ont demandé au Fonds de faire rapport au Conseil d'administration en 1991 sur sa stratégie pour la mise en oeuvre de la politique et du plan d'action exposés dans le document de politique sur le rôle de la femme dans le développement (paragraphe 31).*

### **2.3.3.1 Mesures prises**

**2.3.3.1.1 Mesure 1. Formation:** en 1991, la Direction a présenté au Conseil d'administration un document exposant sa stratégie et son plan d'action pour répondre aux préoccupations précises des femmes dans le développement. En mettant en oeuvre sa stratégie, la Direction s'est préoccupée tout particulièrement du problème de la formation des femmes. A cette fin, les activités décrites ci-après ont été entreprises :

- i) **Sensibilisation de la Haute Direction :** un séminaire de sensibilisation de la Haute Direction aux questions liées aux rôles des femmes dans les opérations du Groupe de la BAD a été organisé en mars 1992. Au nombre des participants figuraient les Administrateurs, les Vice-Présidents, les Directeurs et les Directeurs adjoints.
- ii) **Formation du personnel :** la formation du personnel, telle qu'elle a été assurée à ce jour, visait deux objectifs -- premièrement, susciter une prise de conscience générale du rôle important de la femme dans le processus de développement; deuxièmement, doter le personnel des outils nécessaires, et l'initier à leur emploi, pour intégrer les questions qui se posent spécifiquement aux femmes dans le cycle régulier des projets. Cependant, ce dernier objectif a été limité jusqu'ici aux secteurs prioritaires, c'est-à-dire l'agriculture, l'industrie, la santé et la population. A ce jour, 78 professionnels de la Banque ont reçu la formation générale et 49 autres la formation sectorielle spécialisée. Des évaluations des deux stages ont permis au Groupe de la Banque de définir une future stratégie de formation ayant pour objectif fondamental d'en faire bénéficier l'ensemble du personnel sur une période de deux ans.

- iii) **Formation de planificateurs et de décideurs dans les PMR** : cette question se trouve au centre de la stratégie de formation de WID (Unité Femme et développement), qui encourage les pays membres à intégrer les questions liées à la femme dans leurs plans et politiques généraux de développement, et influence les demandes spécifiques de financement et de conception des projets. Cette catégorie de formation s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal d'activité qui sera partiellement financé par l'assistance technique et financière extérieure. La Banque est en outre en train de prendre des initiatives spécifiques tant avec l'UNIFEM qu'avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale.

**2.3.3.1.2 Mesure 2. Elaboration de directives** : dans le cadre de la stratégie d'ensemble visant à doter aussi bien le personnel de la BAD que les planificateurs dans les PMR des outils dont ils ont besoin pour intégrer les questions liées aux femmes dans la planification du développement, plusieurs directives ont été élaborées. Celles-ci s'inspirent étroitement tant du cycle des projets de la Banque que de la nature des projets qu'elle finance. On prévoit que l'application de ces directives fera partie de la procédure ordinaire, et aboutira à une conception plus efficace des projets. Tout particulièrement, grâce à leur application, les projets atteindront plus efficacement les groupes les plus vulnérables, dont les femmes. Ces directives sont les suivantes :

- i) **Directives pour la prise en compte des questions liées aux femmes dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la santé et de la population** : ces secteurs ont été jugés prioritaires car ils répondent plus directement aux besoins essentiels des couches les plus démunies de la population, outre le fait qu'ils créent des emplois et génèrent un revenu. Durant l'année 1993, des directives analogues seront élaborées pour les secteurs de l'éducation, des transports et des équipements collectifs.
- ii) **Directives pour la prise en compte dans les PEPP des questions liées aux femmes** : compte tenu du rôle appréciable des PEPP dans la définition des stratégies de prêt aux pays, des directives ont été élaborées en vue de la prise en compte, comme il convient, des problèmes liés aux femmes dans ces documents. Des séminaires d'orientation consacrés à l'application des directives seront organisés à l'intention des économistes des pays.

- iii) **Directives concernant les projets axés sur le rôle de la femme dans le développement** : de plus en plus, ces deux dernières années et suite à la diffusion du document de la Banque traitant de la politique relative au rôle de la femme dans le développement, on assiste à un accroissement du nombre des propositions reçues des PMR sollicitant le financement de projets intéressant expressément les femmes. Les directives auront donc pour but général d'aider le personnel de la Banque et les fonctionnaires des PMR à traiter et formuler des propositions relatives à des projets concernant le rôle de la femme dans le développement. Le paragraphe 2.3.1.1.7 fait référence aux projets concernant la femme, financés par le Fonds au Mozambique, en Gambie et au Ghana. L'encadré 2.8 donne l'exemple d'une intervention analogue du Fonds au Sénégal.

**2.3.3.1.3 Mesure 3. Activités opérationnelles** : plusieurs stratégies ont été adoptées -- visant toutes à améliorer la conception des projets, de sorte que les questions liées aux femmes puissent être prises en compte à tous les stades du cycle des projets. Le personnel de WID participe de plus en plus aux activités opérationnelles. Par exemple :

- i) vingt quatre (24) projets ont été retenus dans le cadre du programme de prêts de 1992 en vue de déterminer dans quelle mesure ils tiennent compte des questions liées aux femmes ; le but étant de les suivre de près à chaque stade du cycle du projet. Ces projets, outre ceux qui concernent spécifiquement les femmes, couvrent les secteurs prioritaires de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'ajustement structurel.
- ii) un système de suivi de l'intérêt accordé aux questions liées aux femmes a été conçu de sorte que, dès le stade d'identification, tous les projets seront classés expressément en fonction du degré d'analyse fondée sur le sexe des bénéficiaires. Certains indicateurs pour l'analyse d'impact sur les sexes seront inclus dans le logframe des projets ;
- iii) les divers PMR ont été répartis entre les membres du personnel de WID pour permettre à chacun d'eux de suivre de très près et systématiquement les opérations du Groupe de la Banque dans les pays dont il est responsable;
- iv) le personnel de WID a également participé très activement aux réunions des groupes de travail ainsi qu'aux travaux des comités de prêt (17 au premier trimestre de 1992). Par ailleurs, il a contribué à l'élaboration des termes de référence et des directives concernant les missions de préparation, d'évaluation et d'étude.

## ENCADRE 2.8

## PROJET D'APPUI AUX GROUPES FEMININS – SENEGAL

Le projet (4,1 millions d'UCF) vise à améliorer la situation socio-économique des femmes et des enfants sénégalais grâce à une approche intégrée couvrant les cinq régions de Dakar, de Thiès, de Diourbel, de Kolda et de Tambacounda. Il fera intervenir 500 groupes féminins (GPF), affiliés au FNGPF, plus de 25000 femmes et près de 5000 enfants; il aura principalement pour but d'accroître la capacité des femmes à générer des revenus supplémentaires grâce à une formation polyvalente, à une gestion plus efficace du temps des tâches domestiques et à un accès plus facile aux investissements productifs.

A cette fin, le projet instituera les mesures suivantes:

- i) un programme de formation dans les domaines de l'alphabétisation fonctionnelle et de l'information, de l'éducation et de la communication, capable de toucher 10000 femmes chaque année;
- ii) un programme d'appui et de conseils en faveur des groupes féminins, qui permettra de résoudre les questions concernant les projets d'investissement destinés à générer des revenus supplémentaires, ainsi que l'institution d'un fonds de crédit pour la réalisation de ces investissements;
- iii) un réseau de crèches et de centres privés de soins de santé pour environ 5000 enfants, en assurant la formation de 225 femmes dans l'éducation et la psychologie sanitaire, et en fournissant les équipements de base pour les crèches existantes;
- iv) la création de 50 centres communautaires pour les groupements féminins dans les villages enclavés des régions moins privilégiées;
- v) les équipements agricoles et les puits pour alléger les travaux ménagers dans les régions similaires; et
- vi) des structures améliorées pour la valorisation des femmes en les formant à la gestion des projets.

Ce projet aura pour principal avantage de mieux intégrer les femmes dans le processus du développement au Sénégal. Leur formation, notamment pour ce qui concerne l'alphabétisation fonctionnelle, les méthodes culturelles, la gestion individuelle et collective des activités productives et la commercialisation, en sera améliorée. Les aptitudes organisationnelles et analytiques se renforceront avec l'expérience acquise dans la gestion du matériel et du fonds de crédit. Si l'on considère que les femmes jouent un rôle essentiel dans la famille sénégalaise, ayant chacune 7 enfants en moyenne, il est vraisemblable que le nombre des bénéficiaires de ce projet atteindra 175000 femmes et enfants, qui appartiennent, pour la plupart, à la couche de la population déjà la plus vulnérable.



**2.3.3.1.4 Mesure 4. Données réparties selon le sexe:** un important obstacle à la réalisation d'une analyse selon le sexe, dans le cadre de la conception des projets, a été l'absence de données ventilées suivant le sexe et facilement accessibles. Pour remédier à cette situation, un statisticien a été récemment recruté au Département central des projets, avec pour tâche d'enrichir et de gérer l'actuelle banque de données de WID.

**2.3.3.1.5 Mesure 5. Activités de coopération :** ces activités ont eu pour but principal de promouvoir la coordination et la coopération avec les diverses organisations multilatérales et bilatérales en vue d'assurer d'un développement intégrant le rôle des femmes. Les activités en cours sont notamment les suivantes :

- i) un programme d'activité quinquennal a été établi et va être soumis à la communauté des donateurs en vue d'une assistance technique et financière. Ce programme couvre les domaines de la formation, des études, de la recherche, de l'emploi de spécialistes pour une courte durée, des services de consultants pour une courte période, et de la coordination entre institutions.
- ii) la Banque a participé activement à toutes les activités se rapportant à l'initiative du FIDA en faveur du progrès, sur le plan économique, des femmes vivant en milieu rural ; et elle a accepté de parrainer la première réunion régionale de suivi des recommandations du Sommet de Genève sur le progrès économique des femmes vivant dans les zones rurales.
- iii) une coopération particulière est actuellement engagée avec l'UNIFEM dans le but d'arrêter un plan consolidé de formation des femmes en Afrique. Une première réunion est prévue pour octobre 1992, qui rassemblera des représentants des instituts africains de formation et des spécialistes de la formation des femmes.

**2.3.3.1.6 Mesure 6. Les femmes et le crédit :** étant donné que l'absence de crédit constitue un frein important au développement de la capacité de production des femmes africaines, et compte tenu du rôle primordial que le crédit peut jouer dans l'accroissement du revenu, et donc, dans la lutte contre la pauvreté, les activités suivantes sont envisagées:

- i) une consultation internationale FAO/BAD sur l'amélioration de l'accès de la femme africaine au crédit est prévue pour novembre 1992 au siège de la BAD. Des représentants d'importants organismes bailleurs de fonds, des institutions financières africaines et des ONG y participeront. Cette réunion offrira l'occasion de passer en revue les approches adoptées par le Groupe de la Banque pour ce qui concerne la femme et le crédit en Afrique.
- ii) la Banque va participer à deux importantes activités ayant trait à l'amélioration de la situation économique de la femme. La première est parrainée par le Service de promotion des investissements en Afrique, sur le thème : **Le rôle de la femme dans la promotion de l'esprit d'entreprise africain**. La deuxième est l'atelier organisé par l'Association africaine du crédit agricole régional sur le thème : **L'accès de la femme aux services financiers**. Comme indiqué plus haut, les opérations effectives de prêt du Fonds durant la période couverte par le FAD-VI visent à résoudre le problème précis de la femme et du crédit (Encadrés 2.6 et 2.8, présentés antérieurement).

#### 2.3.3.2 Mesures à prendre

2.3.3.2.1 **Mesure 1.** Les mécanismes internes doivent être renforcés de sorte que les bénéficiaires des projets, notamment les femmes, participent davantage à la conception et à l'exécution des projets.

2.3.3.2.2 **Mesure 2.** Bien que le dialogue interne sur la question de la femme et des activités en matière de population ait été engagé, il s'agit-là d'un domaine qui doit être consolidé davantage.

#### Agriculture et secteurs sociaux

2.3.4 *Directive : les Etats participants ont décidé que 40 pour cent des actions du Fonds, durant la période couverte par le FAD VI, soient entreprises en faveur de l'agriculture, et 20 à 25 pour cent dans les secteurs sociaux (paragraphe 29)*

#### 2.3.4.1 Mesures prises

2.3.4.1.1 **Mesure 1.** Les prêts et dons approuvés en faveur de l'agriculture, au titre du FAD-VI, représentaient 35,7 pour cent du volume total des prêts du FAD au 30 juin 1992.

Dans le secteur social, les engagements sur la même période ont correspondu à 25,1 pour cent des prêts du FAD. Par conséquent, pour les dix-huit premiers mois de la période couverte par le FAD-VI, l'ensemble des engagements dans l'agriculture et le secteur social, s'est monté à 58 pour cent contre un objectif indicatif de 60-65 pour cent, ce qui traduit l'importance générale accordée à la lutte contre la pauvreté dans les opérations du Fonds.

**2.3.4.1.2 Mesure 2.** La Direction, pour ce qui concerne les opérations dans les secteurs agricole et social, se soucie moins d'atteindre l'objectif de 60-65 pour cent indiqué dans le rapport sur le FAD-VI que de s'assurer que ses opérations sont compatibles avec le thème principal de la lutte contre la pauvreté. C'est ainsi qu'en Sierra Leone, des ressources du FAT ont contribué à la constitution d'une réserve de futurs projets agricoles qui traduisent ces préoccupations en matière de développement. De même, le projet de développement rural de Mwanza au Malawi (Encadré 2.9) tente de répondre aux nombreuses et vastes questions liées au développement rural. Ainsi, alors que la Direction s'efforce d'atteindre les objectifs sectoriels recommandés, on s'attache davantage, au plan des opérations, à s'assurer que les projets cadrent avec les principales préoccupations du Fonds, et qu'ils répondent aux besoins de développement à long terme des pays emprunteurs.

#### **2.3.4.2 Mesure à prendre**

**2.3.4.2.1** Pendant le reste de la période couverte par le FAD-VI, l'effort sera concentré sur l'identification d'un nombre aussi grand que possible de projets viables dans les secteurs agricole et social, dans les limites des allocations prévues en faveur des différents pays. Pour ce faire, il faudra tout d'abord exploiter les renseignements réunis et les projets identifiés et conçus dans le cadre d'opérations du FAT récemment achevées. Ensuite, des missions conjointes avec la FAO et le FIDA seront entreprises pour identifier les projets éventuels. L'accent continuera d'être mis sur les activités FAT liées au cycle des projets afin de générer, à l'avenir, des projets dans ces secteurs.

## **Intégration régionale et coopération**

**2.3.5** *Directive: les Etats participants ont conseillé vivement au Fonds de contribuer avec une efficacité toujours plus grande, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'Accord portant création du Fonds, à promouvoir une coopération régionale et sous-régionale plus grande. Des progrès dans cet important domaine amélioreraient les perspectives d'un commerce intra-africain accru et traduiraient l'évolution mondiale vers un élargissement des marchés et la réduction des obstacles aux échanges (paragraphe 34).*

### **2.3.5.1 Mesures prises**

**2.3.5.1.1 Mesure 1.** L'année 1991 a été marquée par une plus grande volonté et des efforts plus importants de la part des pays africains dans le sens d'une intégration économique du continent, qui se sont traduits par la signature du Traité portant création de la Communauté économique panafricaine par 34 chefs d'Etat et de gouvernement africains. La Banque a participé aux travaux préparatoires du Traité et est membre du Secrétariat commun OUA/CEA/BAD chargé de la rédaction technique des protocoles relatifs au Traité. La Banque est également représentée au Comité des éminentes personnalités responsables du réexamen du Traité portant création de la CEDEAO, et a financé une étude sur le financement des efforts d'intégration régionale dans la CEDEAO.

**2.3.5.1.2 Mesure 2.** La Banque a mis sur pied un groupe de travail, composé de dix éminentes personnalités, pour aider à identifier des domaines d'intervention à court, moyen et long terme, dans le cadre du Traité portant création de la Communauté économique panafricaine. Le groupe de travail a proposé d'élargir le rôle de la Banque pour que celle-ci puisse faciliter l'intégration économique africaine dans les domaines de la coopération commerciale, financière et monétaire, de la promotion du secteur privé et de l'assistance technique aux organismes sous-régionaux. D'autre part, un atelier sur l'intégration régionale a été organisé conjointement, en juin 1992, par la Coalition mondiale pour l'Afrique, la Commission des communautés européennes et la BAD. Cet atelier a recommandé que les organismes faisant du coparrainage continuent de centrer leur attention sur la mise au point

**ENCADRE 2.9****DEVELOPPEMENT RURAL DE MWANZA – MALAWI**

*En 1988, le Centre des Investissements de la FAO a effectué une mission de préparation de projet au nom du Groupe de la Banque. Le rapport de la FAO a été révisé en 1990; et suite à la demande du Gouvernement, la Banque a envoyé une mission au Malawi en 1991, dont le résultat a été le projet de développement rural de Mwanza (8,7 millions d'UCF). Le projet a pour objectifs :*

- i) l'augmentation des revenus et du bien-être de la population des petits agriculteurs de Mwanza ;*
- ii) la protection des ressources foncières et le maintien et l'accroissement de la productivité à long terme de la terre ; et*
- iii) l'amélioration de la balance des paiements du pays en augmentant la production des produits agricoles d'exportation et de remplacement des importations.*

*Le projet vise à accroître la production agricole en encourageant les agriculteurs, par le biais de la vulgarisation et de la formation, à adopter les recommandations en matière de recherche, et en fournissant les infrastructures d'appui. Le projet augmenterait la productivité à long terme de la terre en prévoyant des mesures de réduction de l'érosion des sols et de la dégradation des terres, ainsi que de gestion des ressources terrestres.*

*Le projet aurait pour principal avantage économique quantifiable la production accrue d'une gamme de cultures vivrières et de rapport, de viande et d'oeufs. La production accrue serait en partie vendue, relevant ainsi les revenus monétaires des ménages agricoles, et en partie autoconsommée, notamment par les ménages cultivant de petites parcelles. La consommation accrue de produits de l'élevage serait particulièrement importante, compte tenu du bas niveau des apports protéiques d'origine animale, alors qu'un volume plus élevé de ventes des produits des cultures de rapport et vivrières accroîtrait les recettes en devises et réduirait les besoins d'importation.*

*Au total, environ 13575 ménages agricoles, soit 27 pour cent du total des ménages agricoles de la région, devraient en bénéficier directement, en adoptant les méthodes et les techniques améliorées de production culturale offertes dans le cadre du projet. Près de 3000 autres augmenteraient probablement la production bovine suite aux installations vétérinaires et de soins aux animaux améliorées, alors qu'un plus grand nombre accroîtrait sa production d'oeufs et de viande de volaille.*

*Le projet créerait également de nombreuses possibilités d'emploi dans la région au titre du Programme d'aménagement des routes de district. Il comporterait aussi la construction et la remise en état des puits forés et des puits peu profonds; l'amélioration des bassins des eaux printanières et la mise en place de deux projets d'alimentation en eau transportée par canalisation. Ces projets assureraient une source propre et sûre d'eau potable à 63000 habitants. Dans le cadre du projet, le programme Femmes du ministère de l'Agriculture serait renforcé pour qu'il puisse jouer un rôle beaucoup plus actif dans la promotion de la participation des femmes aux programmes agricoles et dans des activités génératrices de revenus et la gestion des projets. Trente pour cent au moins des agriculteurs recevant une formation dans le cadre du projet seraient des femmes.*

de stratégies et d'instruments adaptés à l'intégration économique africaine. Dans le même ordre d'idée, et répondant en partie aux évolutions politiques qui se dessinent actuellement en Afrique australe, la Banque a lancé en 1991 une importante étude -- financée par le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède -- sur les possibilités et perspectives d'intégration économique de l'Afrique australe dans la période de l'après-apartheid. L'étude a pour objet principal d'identifier des projets et programmes multinationaux concrets et d'intégration dans la sous-région, en vue d'un financement par le Groupe de la Banque et d'autres organismes donateurs. L'étude sera probablement terminée vers la fin de 1992.

**2.3.5.1.3 Mesure 3.** La Banque a participé à l'établissement du programme de réformes de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). Les principaux éléments de ce programme sont l'harmonisation des droits de douane et les mesures destinées à faciliter le transport intra-régional. Les pays membres de l'UDEAC ont convenu de ces mesures qu'ils sont en train d'incorporer dans les prêts d'ajustement structurel octroyés aux différents pays, et bénéficiant de l'appui du Fonds, comme la Guinée équatoriale et la République centrafricaine.

**2.3.5.1.4 Mesure 4.** La Banque a également lancé une initiative de renforcement du commerce régional en Afrique de l'Ouest, accroissant de ce fait les possibilités d'intégration économique dans la sous-région. Tout particulièrement, en collaboration avec l'OCDE, une unité inter-organismes (CINERGIE) a été mise en place à l'intérieur de la Banque pour la promotion des échanges commerciaux. Le projet sera limité initialement à l'Afrique de l'Ouest (Etats membres de la CEDEAO, Tchad et Cameroun) et durera 30 mois dans sa première phase. Afin d'approfondir la compréhension de ces courants d'échanges, l'unité effectuera également des études détaillées des divers facteurs affectant le commerce régional et inter-régional. L'initiative CINERGIE, si elle réussissait, pourrait être élargie à d'autres sous-régions du Continent.

**2.3.5.1.5 Mesure 5.** Au-delà de ces efforts, et tout particulièrement au niveau opérationnel, pendant les dix huit premiers mois du Fad-VI, le Fonds a financé un certain nombre de projets et d'études axés sur la promotion du commerce et de l'intégration entre les pays africains. On peut citer entre autres le projet routier trans-Kgalagadi, reliant le Botswana et la Namibie; les études multinationales ZEP de réhabilitation routière en Ouganda, qui cherchent à établir la faisabilité de 7 routes reliant l'Ouganda aux pays voisins; et le projet de reprofilage des pour éviter les glissements de terrain le long du chemin de fer Tazara en Tanzanie et en Zambie, qui vise à minimiser les perturbations causées au transport ferroviaire entre les deux pays par les glissements de terrain fréquents. De même, le Fonds a engagé 5,25 millions d'UCF pour le renforcement de la digue de la rive droite du projet de barrage de Diama de l'OMVS, essentiellement pour protéger le delta mauritanien contre les inondations. Ce projet permettrait de maîtriser l'alimentation en eau de la zone, et de réguler le bassin du barrage de Diama. De plus, des ressources FAT ont été utilisées pour appuyer diverses études d'intérêt multinational. Au nombre de ces études (voir l'annexe A), on peut citer le programme énergétique africain; l'étude hydro-électrique Batoka-Gorge; l'étude sur le projet semencier de la CEPGL ; l'étude sur l'agriculture et les ponts de l'OMVG; l'étude sur les routes de la ZEP ; et l'étude sur la riziculture de l'ADRAO. Ces interventions, quoique petites par rapport aux ressources totales disponibles du Fonds, traduisent l'effort soutenu fait par la Direction pour encourager et promouvoir, lorsque cela est possible, une intégration et une coopération régionales plus poussées entre les pays emprunteurs, malgré l'absence de toute affectation spéciale de ressources du Fonds à cette fin.

## 2.4 Questions se rapportant à la qualité des prêts

### Programmation par pays

- 2.4.1** *Directive: les Etats participants, notant l'existence de systèmes de gestion interne satisfaisants, de procédures et de directives relatives à l'amélioration de la qualité des prêts du Fonds, ont demandé que ces améliorations soient effectuées intégralement. Ils ont souligné que les propositions de prêt devaient préciser la relation qui existait entre elles et les PEPP, les documents de politique sectorielle et les conclusions des évaluations rétrospectives. Ils ont également demandé que le programme de travail relatif à l'établissement et à la révision des PEPP et des documents de politique sectorielle soit présenté chaque année au Conseil d'administration (paragraphes 35,36,38).*

#### 2.4.1.1 Mesures prises

2.4.1.1.1 **Mesure 1.** Les opérations de prêt du Fonds sont exécutées selon les directives et procédures décrites de façon détaillée dans le Manuel des opérations pour assurer la qualité des prêts et leur conformité avec les politiques, priorités et objectifs du Groupe de la Banque, ainsi que la solidité technique, économique, financière, environnementale et institutionnelle du projet. La Direction établit en outre un programme triennal glissant et un programme de prêt annuel pour améliorer davantage le processus de programmation des prêts. Ces programmes sont passés sur les recommandations formulées dans les PEPP et les DSP. Des réunions de coordination sont également tenues toutes les semaines pour suivre le traitement des projets inscrits au programme de prêt.

2.4.1.1.2 **Mesure 2.** Les PEPP et les DSP sont les principaux documents de programmation par pays, décrivant la stratégie de prêt adoptée par le Groupe de la Banque pour chaque pays membre. Un certain nombre de dispositions ont été prises pour améliorer la qualité et le fond de ces documents de façon à intensifier la programmation par pays et à relever la qualité des prêts. Les directives relatives à la préparation des PEPP et des DSP ont été mises en forme définitive, et incluses dans le Manuel des opérations. Les formes et la teneur énoncées dans le Manuel sont respectées. Le plan des PEPP a été révisé pour y inclure des domaines spéciaux d'intervention du Fonds, tels que la lutte contre la pauvreté, l'intégration de la femme au processus de développement, la population, la gestion de l'environnement et l'intégration régionale. L'accent sera de plus en plus mis sur les questions sectorielles en retenant les services de consultants pour faciliter l'analyse sectorielle lors de la préparation des PEPP. Ces mesures ont considérablement accru les occasions d'un dialogue de meilleure qualité avec les autorités des pays membres régionaux.

2.4.1.1.3 **Mesure 3.** Le programme de travail pour l'établissement et la révision des PEPP et des DSP est arrêté chaque année par les départements des programmes par pays, et communiqué sur demande au Conseil d'administration.



**2.4.1.1.4 Mesure 4.** Les stratégies de prêt par pays, telles qu'elles sont décrites dans les PEPP et les DSP, constituent la base de la conception du programme de prêt à moyen terme du Groupe de la Banque dans chaque pays emprunteur. En conséquence, l'établissement des PEPP précède l'identification des projets, de sorte que le choix des projets et des programmes à financer est guidé par les objectifs et les stratégies précédemment exposés dans les PEPP. Les propositions de prêt sont donc examinées avec minutie pour assurer leur compatibilité avec les PEPP; et les rapports d'évaluation renferment une section où cette cohérence est démontrée. L'ampleur de l'intervention dans chaque pays est déterminée suite aux recommandations formulées dans le DSP. Sur la base d'une analyse de sa performance, chaque pays est classé dans l'une des catégories suivantes: minimum, faible, satisfaisante et forte - pour définir le niveau d'intervention approprié du Groupe de la Banque dans ce pays.

**2.4.1.1.5 Mesure 5.** Les PEPP sont établis tous les trois ans, alors que les DSP sont rédigés ou mis à jour chaque année pour compléter et actualiser les PEPP. On trouvera au tableau 2.10 un calendrier des PEPP achevés et du programme de leur préparation ou de leur mise à jour en 1992/93. Comme indiqué, le tableau fait également apparaître que 28 des 51 DSP attendus ont été finalisés en 1991. Vingt-trois autres sont actuellement en cours de finalisation. Le retard intervenu dans l'établissement des DSP a été dû au fait que la rédaction des directives opérationnelles s'est étalée sur la majeure partie de 1991, année où la directive a été publiée. Le tableau fait aussi ressortir que tous les PEPP ne sont pas mis à jour à la date prévue. Le manque d'économistes est un facteur qui a gêné la préparation ou la mise à jour en temps voulu des PEPP et des DSP. Pour surmonter ce problème, les effectifs des deux départements des programmes par pays sont en train d'être renforcés avec le recrutement de nouveaux économistes -- 16 depuis le début de la période du FAD-VI, 3 autres étant prévus d'ici à la fin de 1992. Cette mesure accélérerait le rythme de préparation et de mise à jour des PEPP et des DSP, et améliorerait leur qualité, ce qui explique le nombre plutôt élevé des rapports à produire pour 1992.

**2.4 1.1.6 Mesure 6.** Outre les PEPP et les DSP, la préparation de documents de politique sectorielle occupe maintenant une place de plus en plus importante dans la programmation

par pays. La Direction s'emploie à s'assurer de la conformité des prêts proposés pour un secteur en particulier avec les directives indiquées pour ce secteur.

**2.4.1.1.7 Mesure 7.** Des rapports d'audit de performance des projets (RAPP) sont établis pour chaque projet achevé après la rédaction du rapport d'achèvement de projet (RAP). Les leçons tirées de ces rapports sont continuellement incorporées dans les travaux de conception des projets et des directives, le but étant d'améliorer la qualité des prêts. Par exemple, on supposait auparavant que les conditions préalables au premier décaissement seraient remplies immédiatement; mais cela ne s'est pas habituellement produit et nombre de projets ont démarré avec retard. Actuellement, l'organisation du calendrier d'exécution du projet prévoit une période réaliste pour la réalisation des premières conditions. De plus, les devis de nombre de projets étaient établis avant le parachèvement des études techniques, ce qui entraînait une sous-estimation des coûts. A l'heure actuelle, la plupart des projets se fondent sur des études détaillées et un dossier d'appel d'offres qui contribuent à rapprocher les coûts de la réalité. Il y a eu des cas où les appels d'offres ont été lancés avant la présentation des projets au Conseil. Dans le passé, on supposait également que les directeurs de projet pourraient être recrutés facilement, supposition qui s'est souvent révélée peu réaliste. A l'heure actuelle, on s'efforce de trouver à l'avance les directeurs de projet. Lorsqu'un don FAT sera octroyé pour une étude, le coordinateur de l'étude sera mis à disposition pour l'exécution du projet en résultant. Dans maints cas, on demande au pays emprunteur de nommer un administrateur national qui se chargera du recrutement de l'équipe technique et des autres questions liées à la cellule d'exécution du projet. Enfin, il existe une condition générale selon laquelle l'emprunteur doit prendre des dispositions pour faire auditer le projet. Dans nombre de cas, cependant, des difficultés d'exécution ont surgi. En conséquence, des fonds sont maintenant prévus dans chaque projet pour un audit indépendant des opérations du projet.

#### 2.4.1.2 Mesures à prendre

**2.4.1.2.1 Mesure 1.** Pour enrichir les PEPP et les DSP, une plus grande attention sera accordée à la préparation d'études sectorielles. Pour en faciliter l'exécution, il faudra étoffer les effectifs des départements des projets.

**2.4.1.2.2 Mesure 2.** Bien que le nombre des pays par économiste soit tombé de 3,6 en 1990 à 2 en 1992, ce n'est que récemment que tous les économistes nouvellement recrutés sont devenus pleinement opérationnels, car ils ont presque tous pris fonction vers la fin du premier trimestre de 1992. A moyen terme, on se propose d'atteindre une proportion de 1,5 de façon à améliorer davantage la qualité des travaux économiques.

**2.4.1.2.3 Mesure 3.** Le Fonds continuera à améliorer les directives relatives à l'évaluation de la performance des pays, et aux risques-pays. Les directives concernant l'évaluation de la performance vont être finalisées en vue de leur inclusion dans le Manuel des opérations, tandis qu'une analyse de la part de risques-pays sera présentée au Conseil avant la fin de 1992. Les deux documents vont aider la Direction à apporter des améliorations supplémentaires à la programmation par pays. Par ailleurs, l'évaluation des risques attachés au portefeuille des prêts compléterait l'apport des PEPP, des documents de politique sectorielle et des conclusions des évaluations rétrospectives dans le processus de programmation par pays.

#### Gestion du cycle des projets

#### 2.4.2

**Directive: les Etats participants ont souligné la nécessité:**

- **de préciser dans les propositions de prêt la relation qui existe entre elles et les PEPP, les documents de politique sectorielle et les conclusions des évaluations rétrospectives;**
- **de soumettre au Conseil d'administration les résumés trimestriels des opérations et les fiches de projet trois mois au moins avant la présentation du projet;**
- **de renforcer la supervision du projet dès qu'un projet a obtenu un financement ;**
- **d'appliquer les directives relatives à l'évaluation des projets telles qu'elles sont présentées dans le Manuel des opérations (paragraphe 35,38).**

### **2.4.2.1 Mesures prises**

**2.4.2.1.1 Mesure 1.** Toutes les propositions de prêt sont examinées minutieusement pour assurer leur cohérence avec les objectifs de stratégie énoncés dans les PEPP, ainsi que leur conformité avec les directives en matière de politique sectorielle (voir section 2.4.1 ci-dessus). Dans chaque proposition de prêt, on explique l'intérêt de la proposition en rapport avec les objectifs de politique générale énoncés dans la programmation par pays et les documents de politique sectorielle.

**2.4.2.1.2 Mesure 2.** Des résumés trimestriels des opérations renfermant des renseignements sur tous les projets sont établis sur la base des données communiquées par les départements des programmes et des projets, et coordonnés dans les réunions hebdomadaires du Comité de coordination.

**2.4.2.1.3 Mesure 3.** Des fiches de projets sont préparées régulièrement pour l'ensemble de la période du programme de prêt. Elles sont périodiquement mises à jour et servent de base à l'évaluation de nouveaux projets. Ces fiches, ainsi que les résumés trimestriels des opérations, sont régulièrement soumis au Conseil trois mois avant la présentation des projets concernés.

**2.4.2.1.4 Mesure 4.** Un système de pratiques et de procédures relatives à la supervision des projets a été, après approbation, mis en place et décrit de façon détaillée dans le Manuel des opérations. Le système donne des directives pour la planification et le calendrier des principales activités de supervision, ainsi que de leur gestion et de l'établissement des rapports y afférents. Ce système est respecté et s'est révélé utile pour favoriser le dialogue avec les emprunteurs. Parallèlement à ces améliorations, les termes de référence pour les missions de supervision ont été affinés pour en accroître l'efficacité. La supervision des documents est devenue plus rigoureuse, grâce à l'utilisation accrue de télécopieur et aux

installations de télex améliorées qui permettent aux directeurs de projet de suivre les projets de façon plus détaillée. Le nombre des missions de supervision technique a augmenté - dans la plupart des cas elles supervisent plus d'un projet à la fois. En 1991, 143 missions de supervision ont été effectuées contre 106 en 1990. Dès le milieu de l'année 1992, le nombre des missions de supervision exécutées dépassait de plus de la moitié celui de 1991. Cette évolution traduit non seulement l'accroissement tendanciel des opérations mais encore le nombre plus élevé de journées de travail par projet consacrées à la supervision. De surcroît, les directeurs de projet effectuent de plus en plus de missions de consultation au siège de la Banque pour discuter des décaissements et d'autres questions se rapportant à l'exécution des projets.

**2.4.2.1.5 Mesure 5.** Conformément aux directives relatives à l'évaluation des projets décrites dans le Manuel des opérations, les missions d'évaluation sont précédées d'une étude théorique des documents de base, y compris les comptes rendus de mission et la rédaction des rapports proprement dits. Des groupes de travail internes et inter-départementaux se réunissent régulièrement pour examiner les dossiers des projets afin de garantir la qualité et la cohérence avec les politiques pertinentes. L'approche Logframe MCEP (méthodologie pour la conception et l'évaluation des projets) est de plus en plus suivie pour assurer une analyse structurée. Elle deviendra obligatoire dès la fin de 1992. Les questions touchant à la femme dans le développement, à l'environnement, à la lutte contre de la pauvreté, à la promotion du secteur privé, à la capacité institutionnelle et aux aptitudes à la gestion sont examinées et, lorsque cela paraît indiqué, explicitement intégrées dans la conception du projet.

**2.4.2.1.6 Mesure 6.** De nouveaux chargés de prêts et de nouveaux économistes ont été recrutés pour accroître le nombre des missions de suivi et de supervision afin d'assurer une exécution plus harmonieuse des projets. Deux missions de suivi/lancement au moins sont prévues au budget et effectivement exécutées par pays chaque année pour les différents projets approuvés. Dans le cas des projets à problèmes, des efforts ont été faits pour envoyer des missions conjointes, faisant habituellement intervenir le personnel des départements des programmes, des projets et des décaissements.

**2.4.2.1.7 Mesure 7.** Le Fonds s'est efforcé d'apporter un appui institutionnel -- pour aider à générer des projets -- lorsque cette capacité était faible (voir également l'Encadré 2.1 présenté plus haut):

- i) appui institutionnel (2,7 millions d'UCF) aux ministères de l'Economie et des Finances ; à l'action coopérative paysanne ; à la promotion économique ; et au ministère du Plan et de la Coopération, au Burkina Faso, pour aider à créer une unité spéciale chargée de l'évaluation ex ante et ex post des politiques économiques et des projets et programmes de développement ;
- ii) appui institutionnel (3 millions d'UCF) au ministère des Travaux publics et des Communications (Gambie) pour améliorer la planification, la budgétisation et la gestion des investissements dans le secteur des transports; et pour évaluer la faisabilité technique et la viabilité économique de l'amélioration du tronçon Essan-Faraferri de la route de la rive nord.

A cet égard, une attention particulière est accordée à l'emploi des ressources du FAT pour renforcer les cellules d'exécution des projets et les ministères chargés des questions économiques. Cet appui aide à assurer que la viabilité des projets dans les rapports d'évaluation se fonde sur un taux de rentabilité économique et financière judicieusement calculé. Le Groupe de la Banque insiste de plus en plus sur un taux d'intérêt réel positif pour garantir la récupération des coûts des projets.

#### **2.4.2.2 Mesure à prendre**

**2.4.2.2.1 Mesure 1.** Le Groupe de la Banque dispose maintenant d'un système de directives et de procédures pour assurer la gestion efficace du cycle des projets. Les considérations de dotation en personnel mises à part, la Direction se préoccupera surtout, dans l'immédiat, de veiller à une plus grande application des directives et procédures existantes. A cet égard, il faudrait renforcer les Bureaux régionaux afin qu'ils jouent un plus grand rôle dans l'administration des prêts, conformément à leurs attributions récemment révisées et élargies. De même, des dispositions supplémentaires devraient être prises pour mettre en place le système de gestion des projets et des prêts (PALMS) en tant que principal mécanisme d'enregistrement et de suivi des projets.

## Règle régissant le report de l'examen des propositions de prêt par le Conseil d'administration

**2.4.3** *Directive: les Etats participants ont invité le Conseil d'administration à "adopter une règle de procédure ... pour permettre un report automatique jusqu'à la prochaine réunion régulièrement prévue du Conseil, à condition qu'elle n'ait pas lieu dans les quatre semaines qui suivent", et qui "permettrait à deux Administrateurs de repousser l'examen de toute proposition de prêt à l'égard de laquelle ils invoquent des raisons précises d'un caractère technique ou économique, pour une période ne dépassant pas trois mois, pour autant que la période totale de report résultant de l'application de ces deux procédures ne dépasse pas trois mois au titre de toute proposition de prêt" (paragraphe 40).*

### 2.4.3.1 Application de la règle

2.4.3.1.1 Cette règle n'a été observée et appliquée que dans le cas de 2 projets relevant du FAD-VI présentés au Conseil d'administration avant juin 1992.

## Règle régissant la prorogation de la période de distribution des dossiers de projets, portée de 21 à 28 jours avant l'examen du projet par le Conseil.

**2.4.4** *Directive: les Etats participants se sont déclarés satisfaits des dispositions prises par le Conseil pour réformer son règlement interne, y compris la proposition visant à porter de 21 à 28 jours la période de distribution des dossiers de projets avant une réunion du Conseil (paragraphe 40).*

### 2.4.4.1 Mesure prise

2.4.4.1.1 **Mesure 1.** Les membres du Conseil ont examiné cette question et sont parvenus à un consensus selon lequel, à compter du 1er janvier 1992, la période de distribution des dossiers de projets, notamment les rapports d'évaluation, le cadre de référence des études de faisabilité et les mémorandums du FAT, serait portée à 28 jours. La décision a été appliquée.

## B. QUESTIONS FINANCIERES

### 2.5 Répartition des dépenses entre la BAD et le FAD

**2.5.1** *Directive: les délégués ont proposé et recommandé que la clé de répartition des dépenses soit modifiée pour prendre directement en compte le volume des engagements du Fonds, en tant que proportion du total des engagements du Groupe de la Banque. Il a été convenu que la valeur juste de la part du Fonds dans les dépenses du Groupe de la Banque, durant la période de reconstitution des ressources, soit calculée comme la moyenne (c'est-à-dire 50 pour cent) de la part de dépenses obtenue en appliquant l'actuelle clé qui se fonde sur le nombre de prêts-projets approuvés et le nombre de prêts en cours d'exécution et de remboursement, et la part de dépenses obtenue en répartissant les dépenses à l'aide de la même formule, fondée au contraire sur le volume des prêts-projets approuvés et le volume des prêts en cours d'exécution et de remboursement (paragraphe 43).*

#### 2.5.1.1 Mesures prises

**2.5.1.1.1 Mesure 1.** La part du Fonds dans les dépenses du Groupe de la Banque, calculée sur la base de la formule adoptée au titre du FAD-V, est tombée de 62,9 pour cent en 1990 à 59,5 pour cent en 1991. Selon la clé de répartition des dépenses proposée pour le FAD-VI, la part du Fonds dans les dépenses en 1991 aurait été d'environ 48 pour cent, aboutissant ainsi à une réduction correspondante de la part du Fonds dans les dépenses du Groupe de la Banque. Lors du débat sur le budget 1992 du Groupe de la Banque, le Conseil d'administration a décidé que la proposition faite durant les négociations, relatives à la Sixième reconstitution des ressources du FAD, tendant à réduire la part du Fonds dans les dépenses administratives du Groupe de la Banque, était subordonnée à un examen par le Conseil d'administration de la BAD, et que pour les besoins du budget de 1992, la BAD appliquerait la formule de répartition des dépenses adoptée pour le FAD-V. Les Conseils passeront la situation en revue dans le contexte des discussions sur le budget de 1993 pour établir s'il conviendrait d'appliquer la nouvelle formule.



2.5.1.1.2 **Mesure 2.** En septembre 1991, la Direction a établi, à la demande du Conseil, un memorandum sur la situation financière du Fonds intitulé "Une analyse des résultats financiers du FAD et l'incidence sur ces résultats de la politique du Fonds en matière de liquidité et de taux de change". Ce document a été examiné par le comité des Finances le 29 octobre 1991. Le document attribuait les pertes nettes du FAD à la part du Fonds dans les dépenses du Groupe de la Banque, à la non comptabilisation des intérêts impayés, aux provisions pour pertes et au niveau de liquidité relativement faible qui, à son tour, n'a généré qu'un revenu modeste au titre des placements. Le Conseil d'administration s'est déclaré préoccupé par la situation financière du Fonds et a demandé à la Direction de préparer un autre document détaillé sur les finances du Fonds, tout en faisant des recommandations de mesures qui permettraient d'éviter une aggravation de la situation financière du Fonds. En 1992, la Direction a donc établi un memorandum intitulé "Examen des politiques et des résultats financiers du FAD et incidence, sur ces résultats, des politiques du Fonds en matière de liquidité et de taux de change". Ce memorandum sera examiné par le Conseil d'administration en octobre 1992. Le document passe en revue la situation financière du Fonds et analyse l'incidence sur le revenu net futur de mesures telles qu'un relèvement du taux prêteur ou des commissions ou encore du niveau de liquidité du Fonds. Le document examine également l'incidence éventuelle, dans les années à venir, des révisions de la formule utilisée pour calculer les paiements de la commission de service due par le Fonds.

## 2.6 Niveau de liquidité du Fonds

**2.6.1** *Directive: conscients des faibles niveaux de liquidité convenus durant la Cinquième reconstitution des ressources du FAD, les délégués ont accepté de porter le niveau de liquidité du Fonds à un maximum de 400 millions d'UCF avant la fin de juin 1992 et de revoir encore cette question durant l'examen à mi-parcours envisagé (paragraphe 44).*

### 2.6.1.1 Mesure prise

2.6.1.1.1 **Mesure 1.** Lors de l'établissement du calendrier 1992 d'encaissement des billets à ordre, la Direction a tenu compte de l'augmentation du niveau de liquidité approuvé pour le FAD-VI. Au 31 décembre 1991, la liquidité du Fonds s'élevait à 335,05 millions d'UCF (1990: 319,91 millions d'UCF), soit 4,3 pour cent au-dessous du plafond de liquidité de 350 millions d'UCF, décidé durant les consultations relatives au FAD-V. Au 30 juin 1992, la liquidité du Fonds s'élevait à 408 millions d'UCF, soit 2 pour cent au-dessus du chiffre convenu durant les consultations pour le FAD-VI. Le niveau de liquidité moyen durant les six premiers mois de 1992 a atteint 371,53 millions d'UCF. La Direction prévoit qu'avec l'encaissement des autres billets à ordre durant l'année 1992, la liquidité du Fonds sera maintenue au niveau de 400 millions d'UCF. On notera que la Direction établit des prévisions mensuelles de cash-flow et contrôle constamment le niveau de liquidité du Fonds, compte tenu de toute modification appréciable des prévisions de décaissement. Comme par le passé, tout excédent de liquidité en sus du volume requis pour les décaissements est placé dans des instruments à court terme, essentiellement pour générer le revenu nécessaire pour couvrir les dépenses du Fonds. Pendant le premier semestre de 1992, le revenu des placements est évalué à 16,78 millions d'UCF, contre 14,38 millions d'UCF pour la même période en 1991. Le chiffre de 1992 dépasse de 10,47 pour cent la prévision budgétaire.

## 2.7 Système de prélèvement des ressources du Fonds

**2.7.1** *Directive: afin de renforcer le pouvoir d'engagement du Fonds, les délégués ont recommandé de réviser le système des prélèvements au titre du FAD-V, selon lequel le partage de la charge des encaissements se fondait sur le solde des billets à ordre encaissés. Il a été convenu que, dans le cadre du FAD-VI, l'encaissement des billets pour chaque prélèvement successif se ferait en unités de compte courantes, proportionnellement aux parts de pourcentage relatives attribuées à chaque Etat participant, dans les reconstitutions respectives au titre desquelles les billets sont encaissés (paragraphe 45).*

### 2.7.1.1 Mesure prise

2.7.1.1.1 **Mesure 1.** Lors de l'établissement du calendrier des encaissements pour 1992, la Direction a appliqué le système de prélèvements en valeur réelle, examiné et convenu lors des discussions au titre du FAD-VI, selon lequel la charge des encaissements est fixée sur la base de la part effective de la charge supportée par chaque Etat participant dans les diverses reconstitutions. Jusque-là, la charge de l'encaissement se fondait sur la proportion du solde des billets non encaissés de chaque Etat participant.

## 2.8 Alignement de l'unité de compte du Fonds (UCF) sur l'unité de compte de la Banque (UCB)

2.8.1 *Directive : les délégués ont estimé qu'il serait peut-être avantageux dans la pratique d'aligner l'UCF sur l'UCB et ont demandé à la Direction d'étudier la question et de présenter ses conclusions au Conseil d'administration (paragraphe 46).*

### 2.8.1.1 Mesure prise

2.8.1.1.1 **Mesure 1.** En février 1992, la Direction a préparé un document du Conseil ADF/BD/WP/92/O8 : "Adoption d'une nouvelle unité de compte du Fonds", qui a été examiné et approuvé par le Conseil d'administration en juin 1992. Le document souligne que l'adoption d'une nouvelle unité de compte n'aura aucun effet défavorable sur les politiques et pratiques financières du Fonds; aussi aucune disposition provisoire n'est-elle requise avant l'alignement de l'UCF sur l'UCB. Le réalignement est censé harmoniser et normaliser les données financières du Groupe de la Banque et donc de faciliter l'analyse des résultats. Ce sera en outre plus facile pour les Etats participants de vérifier le calcul de leurs obligations d'encaissement par référence directe au DTS, dont la valeur est la même que celle de l'UCB. En approuvant ce document, le Conseil a demandé à la Direction de présenter aux Gouverneurs du Fonds, pour adoption par vote par correspondance, le projet de résolution

modifiant les dispositions de l'article 1 de l'Accord portant création du Fonds, lequel définit l'unité de compte du Fonds. Conformément aux instructions du Conseil, l'adoption de la nouvelle unité de compte du Fonds entrera en vigueur le 31 décembre 1992 au plus tard.

## C. INCIDENCES SUR LES BESOINS EN EFFECTIFS

### 2.9 Recrutement de personnel supplémentaire pour les nouvelles initiatives

**2.9.1** *Directive: les Etats participants ont examiné les répercussions du FAD-VI sur les besoins en effectifs et reconnu la nécessité de procéder à de nouveaux recrutements pour répondre aux objectifs opérationnels du FAD-VI dans les secteurs prioritaires: la programmation par pays, l'agriculture (y compris la sylviculture), la lutte contre la pauvreté, la population, la femme dans le développement et l'environnement. Il faudrait, dans la mesure du possible, satisfaire aux besoins d'effectifs supplémentaires en s'appuyant sur le programme de redéploiement continu mis en oeuvre par la Banque (paragraphe 42).*

#### 2.9.1.1 Mesures prises

**2.9.1.1.1 Mesure 1.** Pour faire face aux besoins en ressources humaines supplémentaires nés des initiatives récentes, le nombre de postes autorisés a été relevé par rapport aux niveaux de 1990 de 26 pour cent dans le domaine de la programmation par pays; de 13 pour cent dans le secteur de l'agriculture et du développement rural; et de 35 pour cent dans le secteur social et les secteurs connexes (lutte contre la pauvreté, population, femmes dans le développement et environnement). Pour donner suite à cette décision, des mesures ont été prises au nombre desquelles figurent : i) l'insertion d'avis de recrutement dans les principaux journaux et publications paraissant dans les pays membres; ii) l'envoi d'un certain nombre de missions de recrutement dans les pays membres insuffisamment représentés au sein du personnel; et iii) la priorité accordée aux candidats de sexe féminin ainsi qu'aux candidats originaires des pays sous-représentés. Suite à ces initiatives, plus de 25000 demandes d'emploi ont été adressées à la Banque où elles ont été soumises à un examen rigoureux et aux procédures de sélection conçues pour identifier les candidats les plus qualifiés et

présentant les meilleures aptitudes. Toutes ces mesures ont permis à la Banque d'accroître sensiblement le nombre des fonctionnaires venant de pays sous-représentés, notamment des pays membres non régionaux, dont la représentation avait augmenté de 62 pour cent avant la fin de 1991. De même, le nombre des cadres de sexe féminin s'est accru de 56 pour cent durant la même période. Ces initiatives de recrutement destinées à attirer des candidats qualifiés pour pourvoir les postes autorisés, y compris les vacances de poste résultant des départs, ont été couronnées de succès dans l'ensemble ; c'est ainsi que 57 experts ont été recrutés au total pour les secteurs prioritaires avant la fin de 1991, alors que 15 autres doivent l'être d'ici à novembre 1992 (voir tableau 2.11).

2.9.1.1.2 **Mesure 2.** Les efforts déployés pour répondre, à travers le redéploiement, à certains des besoins en effectifs supplémentaires dans les secteurs prioritaires, ont produit des résultats limités, la raison principale en étant que les effectifs actuels du Groupe de la Banque ne comprennent pas suffisamment de membres ayant les compétences requises pour atteindre les objectifs opérationnels fixés pour les nouvelles initiatives dans des domaines tels que l'environnement, la population et la réduction de la pauvreté. La Direction continuera cependant à s'appuyer, dans la mesure du possible, sur le redéploiement pour répondre aux besoins accrus en personnel.

## 2.10 Stabilisation du nombre des postes

2.10.1 *Directive: les Etats participants ont accueilli avec satisfaction l'objectif que la Direction s'est fixé de stabiliser le nombre des postes à la Banque d'ici à la fin de la période du FAD-VI et lui ont vivement conseillé de procéder aux recrutements nécessaires pour se doter du personnel dont elle ne dispose pas dans ses effectifs ou qu'elle doit engager pour pourvoir les postes nouvellement créés, et d'effectuer le recrutement conformément aux procédures élaborées pour attirer des candidats qualifiés, tant des pays membres régionaux que des pays membres non régionaux du Groupe de la Banque (paragraphe 42).*

### 2.10.1.1 Mesure prise

2.10.1.1.1 **Mesure 1.** Le principe de stabilisation de nombre des postes est maintenu lorsque le rythme de recrutement concorde avec celui de la croissance des opérations. La stabilisation

des postes à la Banque est un objectif qu'on peut le mieux atteindre lorsqu'on parvient à un équilibre entre les facteurs qui tendent à accroître les effectifs et ceux qui tendent à les réduire. Dans le cas du Groupe de la Banque, la nécessité d'améliorer la qualité des projets tout en répondant aux besoins en personnel liés aux nouveaux programmes et initiatives, aura tendance à accroître l'effectif requis pour atteindre les objectifs opérationnels fixés. En revanche, le redéploiement, l'emploi de technologies modernes de l'informatique, ainsi que la mise en place et l'utilisation efficace de systèmes de gestion améliorés tendront à faire baisser les effectifs, notamment dans la catégorie du personnel d'appui. La Direction a pris certaines mesures visant à atteindre l'objectif fixé en matière de stabilisation. Au nombre de ces mesures figure la satisfaction de certains besoins en effectifs, à la faveur du redéploiement et du gel de la croissance des ressources humaines en 1993. Il apparaît donc clairement que la stabilisation sera quelque peu compromise car i) les objectifs opérationnels énoncés dans le POQ.3, notamment le développement des activités de l'Unité du secteur privé, et de celles qui ont trait au secteur social, dont la lutte contre la pauvreté et les problèmes démographiques, nécessitent des ressources humaines supplémentaires nettes qui ne peuvent pas être dégagées en totalité grâce au redéploiement ; et ii) l'incidence prévue de l'utilisation des systèmes automatisés sur les besoins en personnel, notamment dans les domaines des finances et de l'administration, ne sera pas perceptible au cours de la période du FAD-VI. La Direction a cependant conscience de l'importance que revêt la stabilisation des postes à la Banque et s'emploiera à la réaliser, peut-être d'ici à la fin de 1996.

## **D. CONCLUSION**

### **2.11 Récapitulation et la voie à suivre**

**2.11.1** Le présent chapitre a recensé les efforts faits par le Fonds pour mettre en oeuvre les directives arrêtées pour le FAD-VI se rattachant à trois principaux secteurs d'activité -- opérations et politique de développement (couvrant l'éligibilité et les allocations; les priorités sectorielles et inter-sectorielles, et les questions liées à la qualité des prêts); les questions financières ; et les incidences sur la dotation en personnel des directives du FAD-VI. De

façon générale, comme indiqué tout le long du chapitre, des progrès ont été accomplis dans la mise en oeuvre d'un grand nombre de ces directives.

2.11.2 Par exemple, dans le domaine des **opérations**, pour ce qui concerne les questions liées à la qualité des prêts, des PEPP ont été soit préparés soit mis à jour; des DSP sont en cours d'élaboration pour chaque pays, exercice qui s'inscrit dans le cadre de l'évaluation des performances ; des directives et procédures détaillées contenues dans le Manuel des opérations sont de plus en plus mises en application; et les leçons tirées des opérations précédentes du Fonds sont sans cesse incorporées dans la conception et la mise en oeuvre des projets. S'agissant de la gestion du cycle des projets, des dispositions supplémentaires ont été prises pour s'assurer que les propositions de prêt tiennent compte des objectifs de politique générale énoncés dans les documents de programmation par pays et de politique sectorielle ; que les résumés trimestriels des opérations et les fiches de projets sont établis régulièrement et soumis au Conseil d'administration ; que les directives pour l'évaluation des projets détaillées dans le Manuel des opérations sont suivies ; et que le champ de la supervision des projets est élargi. En ce qui concerne les priorités sectorielles et inter-sectorielles, les opérations de prêt du Fonds ont clairement privilégié l'agriculture et les secteurs sociaux. Dans le secteur de l'environnement, l'examen minutieux et le classement des projets ont commencé ; et il en a été de même pour le processus d'évaluation d'impact sur l'environnement, pour l'appui du Groupe de la Banque au Programme d'action forestier tropical et pour les premiers travaux relatifs au document de politique sectorielle en matière d'énergie. Des mesures ont également été prises en ce qui concerne le rôle de la femme dans le développement, y compris l'attention accrue accordée aux questions touchant les femmes dans la planification du développement en général et, tout particulièrement, dans les projets centrés sur les besoins propres des femmes. Quant aux **questions financières**, l'examen de la répartition des dépenses administratives entre la BAD et le Fonds a été différé par les **Conseils d'administration**. Le niveau de liquidité du Fonds a été aligné sur le plafond recommandé de 400 millions d'UCF. Lors de l'établissement du calendrier 1992 d'encaissement des billets à ordre, la Direction a appliqué le système de prélèvements en valeur réelle, examiné et arrêté durant les consultations relatives au FAD-VI; et le Conseil

a approuvé l'alignement de l'unité de compte du Fonds sur celle de la Banque. Dans le domaine de la **dotation en personnel**, on a quelque peu progressé vers la réalisation des objectifs fixés pour les secteurs prioritaires des activités du Fonds. Les activités de recrutement visant à attirer des candidats qualifiés, tant des pays membres régionaux que des pays membres non régionaux, ont donné d'assez bons résultats, bien qu'il n'ait pas été possible de pourvoir les nouveaux postes créés en s'appuyant sur le programme de redéploiement, en raison surtout du fait qu'il n'a pas été facile de trouver les compétences requises au sein du personnel de la Banque. Cette stabilisation des postes est reconnue comme étant un objectif majeur ; et la Direction ne cessera d'oeuvrer pour l'atteindre.

2.11.3 Mais, au-delà d'une interprétation étroite des directives, la Direction juge qu'il est tout aussi important de respecter l'esprit des directives, comme cela a été évoqué durant les consultations relatives au FAD-VI. C'est ainsi, par exemple, qu'une bonne partie des prêts du Fonds ont été conformes aux allocations sectorielles recommandées; et les projets pour lesquels des ressources du Fonds ont été engagées traduisent assez bien l'orientation définie en faveur des activités donnant la priorité à la réduction de la pauvreté, et plus particulièrement l'agriculture, les soins de santé primaires et l'éducation, l'environnement et l'intégration des femmes au processus de développement. De même, alors que la répartition actuelle des ressources du FAT entre la génération de projets et le renforcement des institutions n'est précisément pas conforme à celle recommandée, les ressources du FAT ont été dans l'ensemble fortement orientées dans ce sens. S'agissant même de l'environnement, domaine dans lequel les niveaux d'effectifs recommandés (8 avant 1991 et 15 à terme) n'ont pas été atteints, les mesures prises jusqu'ici par la Direction témoignent de sa sensibilité et de son attachement à cette question. Mais, il y a eu certaines insuffisances. Par exemple, il n'a pas été possible d'effectuer l'évaluation détaillée des prêts à l'appui des réformes. De même, il y a eu des cas de dérapage dans la mise en oeuvre de certaines directives opérationnelles. Il est impérieux, de l'avis de la Direction, de mettre au point des mécanismes qui permettront d'atteindre, pendant le reste de la période du FAD-VI, les objectifs qui sous-tendent les directives dans les secteurs où subsistent des insuffisances. La Direction s'emploiera à corriger systématiquement les insuffisances au cours des 18



prochains mois de manière à assurer un respect encore plus scrupuleux des directives d'ici à la fin de la période couverte par le FAD-VI.

2.11.4 Le présent examen offre également à la Direction et aux Etats participants l'occasion de procéder, en toute franchise, à un échange de vues sur les difficultés rencontrées dans l'application de certaines directives - qui ont toutes pour objet l'amélioration de la performance d'ensemble du Fonds. S'agissant par exemple des allocations par pays pour les prêts à l'appui des réformes économiques, il faut préciser si la règle des 50 pour cent s'applique à l'allocation indicative initiale ou à l'allocation ajustée en fonction de la performance. Si elle s'applique à cette dernière, il est alors possible, compte tenu des réalités, de ne fixer le degré de conformité à la règle des 50 pour cent qu'en fin de période de reconstitution, lorsque toutes les allocations auront été finalement calculées. Pareillement, dans le domaine des finances, il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que s'en tenir au niveau de liquidité recommandé de 400 millions d'UCF risque de réduire indûment l'aptitude du Fonds à résister aux effets pervers des prêts non productifs et des provisions pour pertes, et de compromettre sa capacité de générer des revenus de placements suffisants pour couvrir ses dépenses administratives. Il importe également de prendre en considération les effets des pertes de change sur les fonds propres et la capacité d'engagement du Fonds. Les pertes de change au titre des souscriptions amenuisent la base des ressources du Fonds et, par voie de conséquence, les ressources mises à disposition pour des engagements de prêts, amoindrissant ainsi l'impact de la reconstitution. De plus, le Fonds subit des pertes de change sur les souscriptions payées dans des monnaies qui se sont fortement dépréciées par rapport à l'unité de compte. De fait, la situation du Fonds a été aggravée par les pertes sur conversion résultant de la réévaluation trimestrielle de son actif et de son passif; et les pertes d'exploitation comme les pertes de change ont eu pour effet de réduire sensiblement les réserves. On se souviendra également qu'à l'issue des consultations relatives au FAD-VI, un nouveau mécanisme de déclenchement a été mis en place pour régir le plan des souscriptions et des paiements au titre du FAD-VI -- afin de minimiser les effets des retards dans le dépôt des instruments de souscription et dans le déblocage des tranches de souscription à des fins

d'engagement. Il était prévu que le seuil de déclenchement de la mise en oeuvre (40 pour cent) serait atteint avant le 30 septembre 1991. Cependant, à cette date, 5 Etats participants seulement avaient déposé les instruments de souscription, représentant 26,5 pour cent du montant total annoncé. Il a fallu en fin de compte attendre environ 13 mois pour que les conditions de base du déclenchement de la mise en oeuvre soient remplies et 10 mois pour que le seuil de déclenchement pour les souscriptions anticipées soit atteint. La limitation de la capacité d'engagement qui en a résulté pour le Fonds a causé des retards dans la mise en oeuvre des projets approuvés et des surcroûts de coûts pour les pays emprunteurs. Les Etats participants voudront peut-être revoir les dispositions actuelles dans le contexte des prochaines consultations relatives au FAD-VII.

2.11.5 Cependant, malgré ces difficultés -- qui, avec le temps, peuvent certainement être surmontées -- pour l'avenir, le but de la Direction doit être de consolider les progrès déjà accomplis, en respectant la lettre et l'esprit des directives, pour aider le Fonds à mieux atteindre ses objectifs. C'est ainsi, par exemple, que pour maintenir l'élan acquis à mi-parcours, la mise en oeuvre du Plan d'action pour la lutte contre la pauvreté devra être une priorité absolue et exigera de la Direction un effort particulier d'une ampleur telle que les opérations effectives de prêt et les procédures de contrôle suivi facilitent la réalisation des objectifs énoncés dans ledit Plan d'action. De même, il faudra effectuer l'évaluation tant attendue des prêts à l'appui des réformes et s'efforcer d'appliquer les recommandations concernant la dotation en personnel, notamment celles ayant trait aux travaux portant sur les questions de l'environnement. La Direction devra également oeuvrer avec d'autres organismes, le cas échéant, pour affiner ses approches de l'évaluation des performances et préparer des études complètes et détaillées sur des questions telles que les risques-pays et le risque lié au portefeuille de prêts. Enfin, si l'on veut que les opérations du Fonds aient une incidence plus grande sur le développement, il faudra consolider les progrès déjà accomplis dans plusieurs domaines -- l'environnement, la femme dans le développement, la population et d'autres sujets. Tout compte fait, il est clair, à tout prendre, que malgré certaines insuffisances, le Fonds a obtenu de bons résultats ces dix-huit derniers mois et qu'il est prêt

à poursuivre sur la voie sur laquelle il s'est engagé, et à relever les défis qui surgiront durant le reste de la période du FAD-VI et la partie restante des années 90. Le chapitre qui suit indique les montants de ressources qu'il faudra mobiliser pour faire face à ces défis dans le contexte d'un rôle sensiblement accru pour le Fonds dans les efforts de développement économique de l'Afrique.

## **CHAPITRE 3**

### **BESOINS DE L'AFRIQUE EN RESSOURCES CONCESSIONNELLES EXTERIEURES ET AMPLIFICATION DU ROLE DU FONDS**

#### **3.0 Introduction**

3.0.1 Dans le chapitre qui précède, on a évalué la mise en oeuvre par le Fonds des directives énoncées dans le rapport final sur le FAD-VI et montré que, tout compte fait, le Fonds avait accompli des progrès importants ces dix-huit derniers mois. Mais il faut dire également que le respect des directives devrait être vu dans le contexte plus vaste du développement économique de l'Afrique. Car, bien que le Fonds ait suivi les directives, la préoccupation ultime de la Direction demeure essentiellement son aptitude à faciliter le processus du développement dans les pays les plus pauvres d'Afrique. Le volume et la qualité de cette assistance continueront, dans l'avenir prévisible, à être d'une importance décisive pour les pays eux-mêmes, pour le Fonds et même pour les organismes donateurs. Cette conclusion découle du solide consensus international qui se dégage depuis un certain temps déjà sur la vaste portée du programme de développement actuellement mis à exécution pour l'Afrique, résumé sous la rubrique générale de la reprise de la croissance économique et de la pose des fondements pour un développement humain à plus long terme et qui appelle une action bien ciblée dans des domaines précis, tels que ceux de l'environnement, de l'intégration de la femme au processus de développement et des initiatives assez générales en matière de lutte contre la pauvreté. Le succès du Fonds et son aptitude à relever ces défis dépendraient, à leur tour, à la fois de la qualité de ses interventions et du volume des ressources qu'il consacre à ces interventions. Ainsi, dans le contexte des acquis du Fonds à mi-parcours, et compte tenu des domaines identifiés pour une action de suivi soutenue pendant le reste de la période du FAD-VI et au-delà, le présent chapitre traite de la vaste question des besoins en ressources concessionnelles de l'Afrique, de l'importance croissante qu'il faut attacher aux ressources concessionnelles pour aider à répondre à ces besoins

globaux en ressources, et du rôle spécial envisagé pour le Fonds dans la mobilisation des ressources concessionnelles destinées à soutenir les efforts actuellement déployés en faveur du développement économique de l'Afrique.

### **3.1 La question des ressources et le plaidoyer pour l'accroissement des engagements du Fonds dans le cadre du FAD-VII**

3.1.1 Compte tenu des difficultés économiques auxquelles les pays d'Afrique sont actuellement confrontés et de l'urgence de remettre le Continent sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, des ressources extérieures importantes seront requises pour compléter les efforts d'épargne intérieure et renforcer les gains de productivité résultant d'une utilisation plus efficace des ressources humaines et matérielles disponibles. Le volume réel des ressources extérieures requises dépendra bien entendu de l'interaction complexe de divers facteurs économiques et non économiques -- tels que le cadre général de politique pour le secteur public, une prévision d'un taux raisonnable et soutenu de croissance économique réelle ; la rentabilité des investissements effectivement mis en place et d'autres facteurs, tels que les tendances démographiques, les courants de migration urbaine et rurale, les modifications des structures de consommation, sans parler des nombreux impondérables qui peuvent facilement contredire même les prévisions les plus rigoureusement établies. L'essentiel est que toute prévision des ressources extérieures jugée suffisante pour répondre aux besoins actuels de développement de l'Afrique doit, par définition, reposer sur une série d'hypothèses, dont le réalisme précis ne peut être vérifié qu'*a posteriori*.

3.1.2 En examinant la question fondamentale des ressources, le document intitulé "**Le Groupe de la Banque dans le développement de l'Afrique dans les années 90: le programme opérationnel pour la période 1992/96 et au-delà**" fournit un point de référence utile. Dans ce document, on estime que, pour atteindre un taux moyen de croissance économique réelle de 5 pour cent, l'Afrique aurait besoin de ressources extérieures d'un montant total d'environ 55 milliards de dollars en moyenne par an durant la période 1992/96, ce chiffre passant à environ 67 milliards de dollars au cours du quinquennat suivant. Ainsi,

sur l'ensemble de la période 1992-2001, les besoins annuels en ressources extérieures atteindraient en moyenne, selon les prévisions, quelque 61 milliards de dollars. Il est indiqué en outre que, compte tenu de la situation économique que de nombreux pays membres emprunteurs connaissent actuellement, la majeure partie des ressources (près de 80 pour cent) devra provenir de diverses sources concessionnelles, les 20 pour cent restant venant de sources non concessionnelles -- répartition qui suit la structure générale des récents flux de ressources extérieures en direction du Continent. Ces prévisions, qui n'ont rien de surprenant, confirment que les besoins de l'Afrique en ressources sont énormes, étant donné les impératifs simultanés que constituent la résorption des pertes économiques de la décennie écoulée, l'accroissement du volume et du taux des dépenses d'investissement, la restauration et le maintien de taux raisonnables de croissance économique et le relèvement des défis posés par le consensus international sur le programme de développement à court et à long terme.

3.1.3 De plus, les prévisions du Groupe de la Banque citées plus haut sont conformes à d'autres prévisions des besoins en ressources du Continent établies indépendamment, notamment par la Banque mondiale et les Nations unies. On se souviendra que, en faisant des hypothèses générales de politique économique et d'autres hypothèses semblables à celles du Groupe de la Banque, mais avec un taux de croissance réelle initiale du PIB de 4 pour cent, passant à 5 pour cent d'ici à la fin de la décennie, on peut élaborer à partir des projections de la Banque mondiale des prévisions à peu près similaires des besoins en ressources de l'Afrique prise dans son ensemble -- chiffrés à 56 milliards de dollars par an au cours des dix prochaines années. De même, selon les estimations des Nations unies, si l'on exclut "de nouvelles réductions sensibles du service de la dette extérieure", un volume net d'aide publique au développement (APD) de 30 milliards de dollars -- d'un caractère surtout concessionnel et destiné principalement à l'Afrique -- serait nécessaire en 1992. On a soutenu en outre que ce montant croîtrait par la suite, en valeur réelle, à un rythme annuel de 4 pour cent. Si l'on convertit ces montants en flux bruts, les flux d'APD concessionnelle représentant grosso modo 80 pour cent des flux totaux, cette prévision de l'ONU se traduit en des besoins annuels moyens de près de 56 milliards de dollars, en dollars courants. Si de nouveaux allègements appréciables de la dette interviennent prochainement, et selon les

ordres de grandeur indiqués implicitement par les Nations unies, les besoins annuels en ressources pourraient alors atteindre près de 63 milliards de dollars.

3.1.4 Etant donné ces diverses prévisions, des flux annuels de ressources d'environ 60 milliards de dollars seront requis pour couvrir les besoins de financement minima du Continent au cours des dix prochaines années. Et l'on a soutenu que sur ce montant, la contribution possible du Groupe de la Banque en termes de ressources non concessionnelles pourrait être de l'ordre de 2,35 millions d'UC par an. Ces flux globaux de ressources devraient cependant continuer à provenir pour l'essentiel de sources concessionnelles, vu les difficultés économiques qui sévissent dans nombre de pays membres régionaux à faible revenu, la nécessité d'alléger le fardeau du service de la dette extérieure et, simultanément, le besoin d'accroître les possibilités de financement mixte.

3.1.5 Ainsi, après avoir souligné que les prêts concessionnels octroyés par le Groupe de la Banque ont représenté un peu plus de 35 pour cent du total des engagements du Groupe de la Banque durant la période du POQ.2, l'on a également indiqué que s'il fallait exploiter les possibilités qui s'offrent pour assurer un progrès socio-économique appréciable dans les pays d'Afrique à faible revenu, le rapport des prêts concessionnels au total des prêts du Groupe de la Banque devrait augmenter, ce qui exigerait des engagements annuels de ressources concessionnelles se situant en moyenne à environ 1,5 milliard d'UC. Cette évolution cadrerait avec le point de vue selon lequel les flux de ressources en direction de l'Afrique devraient, dans toute la mesure du possible, être des flux concessionnels. Par ailleurs, les contributions concessionnelles envisagées reflétaient le point de vue selon lequel le Groupe de la Banque devrait occuper une place de plus en plus prépondérante dans la mobilisation de ressources au profit du développement économique en Afrique; et on a prudemment supposé que, d'ici à la fin de la décennie, le Groupe de la Banque dégagerait des ressources concessionnelles s'élevant à un peu plus de 2 pour cent du total des besoins en ressources de l'Afrique.

3.1.6 Nonobstant ces prévisions des besoins en ressources du Continent fondés sur la demande, et prenant en considération les priorités opérationnelles actuelles du Groupe de la

Banque, ainsi que la nécessité pour les pays membres régionaux de stabiliser leurs économies grâce aux efforts actuels de réforme et d'ajustement, il a été proposé un volume de prêts de la Banque de 8,2 milliards d'UC -- croissance réelle zéro et inférieure à celle indiquée implicitement par les prévisions des besoins en ressources -- pour la période 1992/96. L'on a estimé que ce niveau de financement pourrait être atteint sans compromettre l'engagement du Groupe de la Banque à l'égard du programme de développement économique à long terme de l'Afrique. On a toutefois souligné que le volume de prêts non concessionnels de 8,2 milliards d'UC demeurerait toujours nettement inférieur aux besoins en ressources prévus et qu'il faudrait donc consentir des efforts particuliers si l'on devait satisfaire à l'ensemble des besoins en ressources extérieures du Continent. A cet égard, ce niveau de financement proposé pour la Banque ne serait possible que dans l'hypothèse d'un apport substantiel de ressources concessionnelles (FAD) tout au long de la prochaine période de reconstitution, ce qui, dans le contexte des nouvelles approches de panachage de ressources, pourrait permettre au Groupe de la Banque, pris dans son ensemble, de maintenir sa présence dans tous ses pays membres emprunteurs et de leur offrir un niveau raisonnable de soutien. C'est ainsi qu'un programme de prêt du Fonds se chiffrant à environ 5,8 milliards d'UCF a en fin de compte été proposé pour la période 1992/96 ; et étant donné les contributions connues au Fonds pour la période du FAD-VI, cela supposait un volume de prêt d'environ 4 milliards d'UCF pour la période 1994/96 (FAD-VII).

3.1.7 Ce volume combiné de ressources non concessionnelles et concessionnelles permettrait à l'ensemble du Groupe de la Banque, comme prévu, d'aider les pays membres emprunteurs à s'attaquer, de façon plus concertée, à plusieurs des principales conséquences des difficultés économiques actuelles, y compris l'évidente détérioration des investissements productifs et des infrastructures physiques. Il permettrait en outre d'appuyer davantage les réformes de politique économique et d'autres réformes, à mesure que les pays redynamiseraient leurs économies et jetteraient les bases d'une croissance soutenue. Pour l'essentiel, le programme d'activité envisagé s'appuierait surtout sur un accroissement des investissements dans la reconstruction et la réhabilitation, des efforts soutenus d'ajustement des politiques



économiques, notamment ceux qui incorporent des stratégies d'expansion et d'intégration commerciales régionales, le développement du secteur privé et une réduction de la pauvreté largement diffuse. Les ressources concessionnelles et non concessionnelles réunies de toutes les institutions du Groupe de la Banque seraient mises à contribution pour résoudre ces problèmes.

3.1.8 S'agissant tout particulièrement des ressources concessionnelles du Fonds, elles seraient affectées principalement à l'agriculture et aux secteurs sociaux (santé et éducation), traduisant ainsi la priorité expressément donnée à la réduction de la pauvreté. Dans le domaine de l'agriculture, les ressources du Fonds contribueraient au redressement de ce secteur grâce à la concentration de ses interventions dans la production, la transformation et la commercialisation des cultures vivrières et d'exportation. Pour assurer une productivité soutenue et un meilleur rendement en matière d'agro-industries et d'exportations, un accent particulier serait également mis sur la recherche agronomique, la formation, la vulgarisation, la commercialisation, la distribution et la création de capacités institutionnelles. De même, pour garantir la viabilité à long terme de l'agriculture du Continent, un appui serait aussi apporté sous forme de programmes axés sur la conservation des ressources naturelles et leur utilisation durable. Les interventions dans le secteur de la santé privilégieraient le renforcement des capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour planifier et administrer les services et programmes de santé, y compris, en particulier, ceux liés à la lutte contre les maladies contagieuses ; l'achat et la distribution des médicaments essentiels ; la prestation des soins de santé ; la politique en matière de population et la nutrition. Une attention particulière sera accordée à la protection maternelle et infantile afin de réduire les taux élevés de morbidité et de mortalité infantiles prévalant dans de nombreux pays d'Afrique. Dans le secteur de l'éducation, priorité sera donnée à l'éducation de base, en insistant sur l'enseignement primaire et non scolaire; le perfectionnement de la main-d'oeuvre, l'accent étant mis sur la formation technique et professionnelle intéressant les importants secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'industrie; et sur la création d'institutions dans le but d'améliorer la capacité de formulation de politiques

économiques ainsi que la planification et la gestion des ressources et programmes éducatifs. L'éducation de la femme recevra une attention particulière, notamment dans les domaines de l'éducation de base, de la formation technique et professionnelle et de la formation des enseignants.

3.1.9 Cependant, même si le bien-fondé de cet accent mis sur la programmation demeure incontesté et si la place centrale qu'il est prévu d'accorder aux opérations du Groupe de la Banque reste intacte, il importe, à la lumière des récentes décisions du Conseil des Gouverneurs de la Banque concernant le niveau recommandé des prêts non concessionnels durant la période du POQ.3, de revoir les rôles relatifs de la Banque et du Fonds dans l'exécution du programme opérationnel. De fait, les récentes discussions de la Direction avec le Conseil d'administration et le Conseil des Gouverneurs, ainsi que celles tenues entre les membres des Conseils eux-mêmes, au sujet du troisième Programme opérationnel quinquennal (POQ.3) du Groupe de la Banque, constituent un point de départ utile pour une réflexion sur les ressources dont le Fonds dispose et la place qu'il devra occuper, dans les années à venir, dans l'ensemble des opérations du Groupe de la Banque. Cette réflexion est indispensable si l'on veut que le Groupe de la Banque au moins conserve la place qu'il occupe actuellement dans les efforts de développement économique de l'Afrique inscrits à cet horizon.

3.1.10 Ainsi, en prélude aux prochaines consultations relatives à la septième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement et aux discussions qui s'ensuivront au sujet d'un volume de financement adéquat pour la période du FAD-VII, il faudra aborder plusieurs questions liées entre elles pour définir la portée des opérations du Groupe de la Banque, et en particulier de celles du Fonds. Premièrement, il faut réaffirmer que le volume total des ressources du Groupe de la Banque, concessionnelles et non concessionnelles, jugé indispensable pour la mise en oeuvre du programme approuvé des activités indiquées pour la période du POQ.3, n'est qu'un minimum si l'institution doit jouer un rôle significatif dans les efforts tendant au développement économique de l'Afrique.

Deuxièmement, il faut tenir compte des effets que la révision en baisse du volume des prêts non concessionnels aura sur l'ampleur et la portée des opérations globales du Groupe de la Banque et sur les ajustements du volume des prêts concessionnels qu'il faudra peut-être opérer pour garantir l'intégrité et la continuité du programme. Troisièmement, il faudra également prendre en considération les nouveaux secteurs où le Fonds interviendra dans le proche avenir et les conséquences que ces interventions nécessaires peuvent avoir pour la mise à disposition d'une quantité suffisante de ressources du Fonds. Enfin, il importe de répondre à la question fondamentale de savoir si le Fonds possède les moyens techniques et administratifs nécessaires pour exécuter efficacement les engagements envisagés et avoir une incidence mesurable sur le processus de développement, notamment dans les pays les plus pauvres de la région. Ce sont là des questions capitales qu'il faut attaquer de front dans le cadre du processus continu d'évaluation de la performance du Fonds et d'affinement des vues sur des niveaux de reconstitution appropriés pour la période du FAD-VII.

3.1.11 En ce qui concerne la première question, il est clair que le programme de prêt du Groupe de la Banque envisagé pour la période du POQ.3 représente un minimum, une croissance réelle nulle étant prévue pour les prêts non concessionnels. De fait, le niveau des ressources non concessionnelles proposé antérieurement ne comportait aucune augmentation de la part des flux de ressources non concessionnelles de la Banque en direction de l'Afrique et exigeait une participation plus active des autres institutions multilatérales et bilatérales aux efforts de développement de la région au cours de la période. En outre, il faut ajouter que le volume de ressources proposé reposait sur l'hypothèse d'un taux annuel de croissance moyen par habitant pour le Continent de seulement 1 pour cent. Mais, si on considère la forte baisse de l'activité économique durant les années 80 et les difficultés permanentes liées à l'endettement extérieur, à la détérioration des termes de l'échange et à la faiblesse des recettes d'exportation, une croissance de 1 pour cent du revenu réel par habitant, tout en traduisant à coup sûr une évolution heureuse dans la bonne direction, ne constitue pas une amélioration fondamentale de la situation économique et sociale d'une bonne partie de la population du Continent, à moins d'être soutenue sur une période de plusieurs années voire

décennies. De fait, la situation actuelle est telle que, sur une période maximale de dix ans, un taux de croissance de cet ordre de grandeur suffirait à peine à ramener le Continent aux niveaux de revenu par habitant observés tout au début des années 80. La révision à la baisse du volume de prêts non concessionnels pour la période du POQ.3 rendrait cet objectif problématique à moins que cette baisse ne soit compensée par une allocation d'un volume de ressources concessionnelles conséquent. Ainsi, le programme d'activité et le niveau des prêts globaux proposé dans le document mentionné plus haut sont, lorsqu'on les considère avec réalisme, une contribution minimale qu'on pourrait attendre du Groupe de la Banque, à moins que, bien entendu, des ressources additionnelles ne soient fournies prochainement par d'autres sources ou que les taux d'investissement et de croissance économique proposés pour le Continent ne tombent à des niveaux minima, même inférieurs à ceux déjà prévus.

3.1.12 Dans le contexte de cette évaluation de l'importance stratégique du programme d'activités du POQ.3 -- dont le moteur est le consensus international sur le programme de développement de l'Afrique -- ces éléments conduisent directement à examiner la deuxième question soulevée ci-dessus, et soulignent clairement la nécessité de revoir les prévisions du niveau des ressources concessionnelles requises si l'on veut exécuter les programmes énoncés dans le document du POQ.3. Il s'ensuit que des ressources concessionnelles additionnelles seront nécessaires pour permettre au FAD d'occuper une place plus importante dans le volume global des prêts du Groupe de la Banque, et que le montant de 4 milliards d'UCF antérieurement proposé pourrait fort bien être insuffisant pour remplir cette condition. Comme indiqué plus haut, il est certain que cela ne ferait nullement baisser la **qualité des programmes** mis en place par le Fonds, pas plus qu'il ne signifierait une perte irréversible des progrès importants accomplis jusqu'ici par le Fonds durant la période du FAD-VI. De fait, la programmation du Fonds continuerait à progresser fortement dans le sens indiqué précédemment. Cependant, la question est posée de savoir si ce niveau des opérations du Fonds, même en tenant compte des gains d'efficacité prévisibles, n'amoindrirait pas indûment, du fait de la diminution progressive des prêts non concessionnels, la place du Groupe de la Banque dans les efforts de développement économique de l'Afrique dans les

années à venir. Ce qui devrait être préoccupant c'est que cela se produirait en période de difficultés économiques chroniques en Afrique ; à un moment où il est nécessaire d'augmenter et non de réduire les ressources disponibles pour résoudre ces difficultés; où les pays qui ont commencé à donner des signes d'un retournement positif de conjoncture ont besoin de quantités prévisibles et appréciables de ressources concessionnelles pour asseoir une reprise soutenue; où la communauté internationale reconnaît la nécessité d'un apport de ressources extérieures sensiblement accrues ; et où le Groupe de la Banque, en tant qu'institution africaine, devrait se situer à l'avant-garde de ces efforts.

3.1.13 En outre, et en rapport avec la troisième question, un niveau de ressources concessionnelles d'un montant de 4 milliards d'UCF limiterait probablement les opérations du Fonds uniquement à ses secteurs traditionnels d'intervention. Cela signifierait par exemple que les nouveaux engagements nés de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) seraient minimes -- situation qui minerait les importants gains initiaux déjà acquis par le Fonds dans la recherche d'une solution aux questions de l'environnement et restreindrait sévèrement sa participation active au programme d'action recommandé à la CNUED. Il est également possible que de nouvelles approches éventuelles des allègements de dette dans les pays de la catégorie A particulièrement surendettés, dans le sens du Mécanisme de réduction de la dette du type de la cinquième dimension de la Banque mondiale, risqueraient de n'avoir qu'une portée très limitée ou tout simplement abandonnées. En outre, si la réduction du volume de ressources non concessionnelles n'est pas compensée par une augmentation de ressources concessionnelles, les possibilités de ressources mixtes pour les pays de la catégorie A, et restreindrait les possibilités d'explorer des solutions plus hardies pour le mixage des ressources au profit des pays des catégories B et C. Enfin, le maintien des ressources concessionnelles au niveau initialement estimé pour le POQ.3 réduirait la portée des efforts du Fonds pour renforcer et approfondir son programme d'activités et consolider les progrès réalisés durant la première période du FAD-VI.

3.1.14 Lorsqu'on considère la question des ressources et du renforcement du rôle du Fonds dans les opérations du Groupe de la Banque, il importe tout particulièrement de réfléchir sur la question de savoir si le Fonds, voire le Groupe de la Banque dans son ensemble, est capable d'effectuer ce niveau d'engagements. Il est clair que d'importants progrès ont été réalisés ces dernières années pour renforcer la capacité du Groupe de la Banque à entreprendre ses tâches avec une plus grande efficacité -- et que ces progrès se poursuivent. Le récent exercice de redéploiement du personnel, les nouveaux recrutements destinés à renforcer les activités existantes et à explorer de nouveaux domaines de priorité opérationnelle, l'instauration de programmes de valorisation et de formation du personnel, les améliorations administratives internes, y compris la mise au point continue de systèmes de gestion plus efficaces ont fait que l'institution considérée dans son ensemble a les moyens et l'expérience voulus pour opérer aux niveaux préconisés par un programme de prêts plus important. Outre les dispositions prises en matière de dotation en personnel et d'autres dispositions administratives, il apparaît clairement que les progrès opérationnels déjà accomplis en rapport avec la programmation par pays, les questions de qualité des prêts, la réserve de projets et les directives et procédures générales, s'ils sont poursuivis avec vigueur et sans cesse intensifiés, renforceront la capacité du Fonds à relever les défis qui l'attendent. De fait, les progrès décrits au chapitre 2 et les mesures envisagées pour le reste de la période du FAD-VI font clairement ressortir la possibilité d'accroître le rôle du Fonds en tant qu'important vecteur du transfert des ressources concessionnelles en Afrique. Il convient également de souligner que le transfert des ressources concessionnelles du Fonds vers les pays africains pourrait être intensifié grâce à l'abaissement du seuil de déclenchement, qui a été fixé à un niveau élevé (40 pour cent) et à la simplification de certaines procédures administratives relatives au dépôt des instruments de souscription. Le seuil de déclenchement actuel et la procédures administratives en question font obstacle à une utilisation plus rapide des ressources du Fonds par les pays emprunteurs.

### 3.2 Conclusion

3.2.1 Soutenir que les ressources extérieures nécessaires à l'Afrique pour faciliter ses efforts de développement sont importantes n'est pas sujet à controverse. Pas plus qu'on ne peut contester le fait que, en tant qu'institution africaine, le Groupe de la Banque doit jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans les efforts internationaux visant à résoudre les difficultés actuelles de l'Afrique. Et en la matière, la Banque africaine de développement, avec ses ressources non concessionnelles, et le Fonds africain de développement, avec les ressources concessionnelles mises à sa disposition, sont les deux agents principaux. Le niveau des prêts non concessionnels à la fin de la période du FAD-VI étant connu avec une certitude raisonnable, deux questions d'importance capitale se posent. La première concerne le niveau des prêts que la Banque exécuterait raisonnablement -- et cela a déjà été indiqué dans le contexte des discussions relatives au troisième programme opérationnel quinquennal. La deuxième a trait au volume des ressources concessionnelles du Fonds qui seraient nécessaires pour compléter les ressources non concessionnelles de la Banque, si on doit maintenir le programme d'activités envisagé pour le Groupe de la Banque. En l'occurrence, il apparaît donc clairement qu'il faut procéder à une évaluation minutieuse des ressources concessionnelles dont le Groupe de la Banque dispose. Tout compte fait -- eu égard aux défis du développement qui s'annoncent, à la capacité d'absorption des pays emprunteurs, à l'ampleur minimale des opérations du Groupe de la Banque jugé raisonnable, aux progrès opérationnels soutenus faits par le Fonds, à sa capacité prouvée à exécuter un volume de prêts plus élevé et, ce qui n'est pas le moindre, à l'insuffisance de ressources non concessionnelles -- la Direction est d'avis que la prochaine reconstitution des ressources du Fonds devrait être importante et substantielle. Cependant, la Direction est également consciente que le niveau des ressources concessionnelles effectivement mobilisées dépendrait bien entendu, en définitive, de la volonté et de la capacité des Etats participants du FAD à reconstituer les ressources du Fonds à un niveau suffisant pour atteindre les objectifs exposés ci-dessus et partagés tout autant par la Direction que par les Etats participants.





**TABLEAUX STATISTIQUES**



TABLEAU 2.1

## CATEGORIES DE PAYS ET PNB PAR HABITANT EN 1989 (\$EU)

## CATEGORIE A

1. Bénin	380
2. Burkina Faso	310
3. Burundi	220
4. Rép. Centraf.	390
5. Tchad	190
6. Comores	460
7. Djibouti	270*
8. Guinée Equat.	430
9. Ethiopie	120
10. Gambie	230
11. Ghana	380
12. Guinée	430
13. Guinée Bissau	180
14. Kenya	380
15. Lesotho	470
16. Liberia	450*
17. Madagascar	230
18. Malawi	180
19. Mali	260
20. Mauritanie	490
21. Mozambique	80
22. Niger	290
23. Nigéria	250
24. Rwanda	310
25. S.T. et Prin.	360
26. Sierra Leone	200
27. Somalie	170
28. Soudan	340*
29. Tanzanie	120
30. Togo	390
31. Ouganda	250
32. Zaïre	260
33. Zambie	390

## CATEGORIE B

1. Angola	620
2. Cap Vert	760
3. Congo	930
4. Côte d'Ivoire	790
5. Egypte	630
6. Maroc	900
7. Namibie	989**
8. Sénégal	650
9. Swaziland	900
10. Zimbabwe	640

## CATEGORIE C

1. Algérie	2170
2. Botswana	1733***
3. Cameroun	1010
4. Gabon	2777
5. Libye	4854***
6. Maurice	1950
7. Seychelles	4170
8. Tunisie	1260

Source: Atlas 1990 de la Banque mondiale, à l'exception des chiffres marqués d'un astérisque (\*), qui ont été communiqués séparément et sont distincts de ceux de la Banque Mondiale.

\*\* Les chiffres sur la Namibie sont encore provisoires ; on a utilisé un chiffre théorique de 989 \$EU.

\*\*\* Estimations de la BAD.

Note : Tous les tableaux statistiques sont numérotés en fonction du chapitre 2 auquel ils correspondent. Tous les numéros commencent donc par 2.

**TABEAU 2.2**  
**AFFECTATIONS INDICATIVES DES RESSOURCES DU FAD-VI PAR PAYS**

CATEGORIE A	Population (en millions)	PNB par habitant (\$EU)	Affectation ress. du FAD (en millions d'UCF)	Affectation ress. du FAT
1. Bénin	4,59	380,00	26,97	3,77
2. Burkina Faso	8,78	310,00	38,92	5,45
3. Burundi	5,30	220,00	41,70	5,83
4. République centrafricaine	2,95	390,00	23,45	3,28
5. Tchad	5,54	190,00	47,18	6,60
6. Comores	0,46	460,00	16,09	2,25
7. Djibouti	0,41	270,00	26,71	3,74
8. Guinée équatoriale	0,34	430,00	16,93	2,37
9. Ethiopie	48,86	120,00	139,09	19,46
10. Gambie	0,85	230,00	32,05	4,48
11. Ghana	14,43	380,00	45,25	6,33
12. Guinée	5,55	430,00	26,61	3,72
13. Guinée Bissau	0,96	180,00	40,72	5,70
14. Kenya	23,28	380,00	61,70	8,63
15. Lesotho	1,72	470,00	18,10	2,53
16. Liberia	2,48	450,00	20,18	2,82
17. Madagascar	11,17	230,00	51,22	7,17
18. Malawi	8,23	180,00	54,22	7,59
19. Mali	8,21	260,00	42,21	5,91
20. Mauritanie	1,95	490,00	17,92	2,51
21. Mozambique	15,36	80,00	116,14	16,25
22. Niger	7,48	290,00	38,06	5,33
23. Nigéria	113,67	250,00	139,09	19,46
24. Rwanda	6,89	310,00	35,41	4,95
25. Sao Tome et Principe	0,12	360,00	19,69	2,75
26. Sierra Leone	4,04	200,00	42,55	5,95
27. Somalie	6,09	170,00	52,54	7,35
28. Soudan	24,42	340,00	65,99	9,23
29. Tanzanie	25,63	120,00	106,02	14,83
30. Togo	3,51	390,00	24,49	3,43
31. Ouganda	16,77	250,00	59,19	8,28
32. Zaïre	34,44	260,00	90,95	12,73
33. Zambie	7,84	390,00	32,54	4,55
<b>TOTAL CATEGORIE A</b>	<b>422,32</b>		<b>1609,87</b>	<b>225,25</b>

**TABEAU 2.2 (suite)**  
**AFFECTATIONS INDICATIVES DES RESSOURCES DU FAD-VI PAR PAYS**

CATEGORIE B	Population (en millions)	PNB par habitant (\$EU)	Affect. du FAD (en millions d'UCF)	Affect. du FAT (en millions d'UCF)
1. Angola	9,69	620,00	18,49	3,29
2. Cap Vert	0,37	760,00	10,06	1,79
3. Congo	2,21	930,00	9,49	1,69
4. Côte d'Ivoire	11,71	790,00	17,24	3,07
5. Egypte	53,08	630,00	47,21	8,39
6. Maroc	24,57	900,00	24,66	4,38
7. Namibie	1,60	989,00	8,61	1,53
8. Sénégal	7,21	650,00	16,28	2,89
9. Swaziland	0,79	900,00	8,81	1,57
10. Zimbabwe	9,57	640,00	18,03	3,21
<b>TOTAL CATEGORIE B</b>	<b>120,80</b>		<b>178,88</b>	<b>31,80</b>

## Notes :

Les calculs se fondent sur les hypothèses suivantes : i) reconstitution d'un montant de 2650 millions d'UCF ; ii) Fonds d'assistance technique, 10 pour cent ; iii) 22,50 pour cent non affectés pour les prêts à l'appui des réformes ; iv) 90 pour cent des ressources restantes affectées aux pays de la catégorie A ; v) 10 pour cent des ressources restantes affectés aux pays de la catégorie B ; vi) population, 45 pour cent ; vii) revenu par habitant, 55 pour cent (tous ces chiffres se fondent sur les données de 1989 pour le PNB et la population) ; viii) la Namibie est traitée comme si elle appartenait à la catégorie B, avec un PNB théorique par habitant de 989 dollars E.U. IX) les allocations FAT sont calculées en appliquant la même méthode, 85 pour cent des ressources du FAT étant attribuées à la catégorie A et 12 pour cent à la catégorie B. Les 3 pour cent réservés à la catégorie C n'ont pas été affectés par pays.

TABLEAU 2.3

## UTILISATION DES RESSOURCES DU FAD-VI PAR CATEGORIE DE JANVIER 1991 A JUIN 1992

Catégorie	Projets FAD		Préparation projets FAT	FAT Appui insti- tutionnel	FAT		Total générale	
	Montant	%			Montant	%	Montant	%
A	999,06	94,2	60,24	31,30	91,54	86,8	1090,59	93,5
B	62,05	5,8	2,79	7,56	10,35	9,8	72,40	6,2
C	0,00	0,0	3,10	0,43	3,53	3,4	3,53	0,3
Total partiel	1061,11	100,0	66,13	39,29	105,41	100,0	1166,52	100
Multinational	46,35		9,78	3,70	13,48		59,83	
Total	1107,46		75,91	42,99	118,89		1226,35	

TABLEAU 2.4

APPROBATIONS DE PRETS ET DE DONS DU FAD-VI PAR INSTRUMENT DE PRET  
(en millions d'UCF)

INSTRUMENT DE PRET	1991	%	1992*	%	TOTAL	%
<b>Prêt-projet</b>						
Investissements spécifiques	572,76	65,2	274,7	79,1	847,46	69,1
Lignes de crédit	22,00	2,5	0,00	0,0	22,00	1,7
Total partiel	594,76	67,7	274,7	79,1	869,46	70,9
<b>Prêt à l'appui de réforme</b>						
Ajustement sectoriel	12,00	1,4	8,00	2,3	20,00	1,6
Ajustement structurel	179,00	20,4	39,00	11,2	218,00	17,8
Total partiel	191,00	21,7	47,00	13,5	238,00	19,4
<b>Interventions d'assistance technique</b>						
Interventions du cycle du projet	56,00	6,4	19,90	5,7	75,9	6,1
Renforcement institutionnel	37,14	4,2	5,85	1,7	45,79	3,5
Total partiel	93,14	10,6	25,75	7,4	118,89	9,7
Total général	878,90	100,0	347,45	100,0	1226,35	100,0

\* Au 30 juin 1992.

TABLEAU 2.5

## ENGAGEMENTS DE PRETS DE LA BANQUE EN FAVEUR DES PAYS DE LA CATEGORIE A, DE JANVIER 1991 A JUIN 1992

(en millions d'UCB/UCF)

Pays	BAD	FAD	Nbre de prêts	Nbre fin. mixtes	Membre PSA
Kenya	12	12	1	1	oui
Malawi	15	12	1	1	oui
Ouganda	15	20	1	1	oui
Zambie	10	10	1	1	oui
Multi (Tanzanie/Zambie)	5	20,6	1	1	oui
Guinée	41,50	0	2	0	oui
Mali	12	0	1	0	oui
Tanzanie	10	20	1	1	oui
Lesotho	8,26	0	1	0	non
Nigéria	310,1	14,6	4	3	non
Soudan	28	0	1	0	non

TABLEAU 2.6

PRETS NON CONCESSIONNELS EN FAVEUR DES PAYS DE LA CATEGORIE A  
(NON COMPRIS LE NIGERIA)

Pays	Prêt	Montant
1. Kenya (1991)	Ajustement secteur agricole	12 millions d'UCB + 12 millions d'UCF
2. Malawi (1991)	Télécommunications.	15 millions d'UCB + 12 millions d'UCF
3. Ouganda (1991)	Ext. Central électr. de Owen Falls	15 millions d'UCB + 20 millions d'UCF
4. Zambie (1991)	Petites entreprises	10 millions d'UCB + 10 millions d'UCF
5. Multi-sectoriel (Tanzanie-Zambie) (1991)	Réduct. des éboulements de Tazara	5 millions d'UCB + 20,60 millions d'UCF
6. Guinée (1992)	Electricité	11,5 millions d'UCB, non mixte
7. Mali (1992)	Ligne de crédit à la BMDC	12 millions d'UCB, non mixte
8. Tanzanie (1992)	Télécommunications	10 millions d'UCB + 20 millions d'UCF
9. Lesotho (1992)	Céramique	8,26 millions d'UCB, non mixte
10. Soudan (1992)	Réhabilitation agric. II	28,00 millions d'UCB, non mixte
11. Guinée (1992)	Aquaculture de crevettes	30 millions d'UCB, non mixte

TABLEAU 2.7

## ENGAGEMENTS DE PRETS DU FAD-VI DE JANVIER 1991 A JUIN 1992

Catégorie de pays	Performance	Engagement moyen (en millions d'UCF)	Pourcentage d'affectation moyenne* (%)
A	Minimale ou faible	0,00	0
	Satisfaisant	21,16	66
	Forte	48,97	97
B	Minimale ou faible	2,25	12
	Satisfaisant	8,91	66
	Forte	5,48	34

\* Y compris les prêts à l'appui des réformes.

TABLEAU 2.8

## LISTE DES PAYS MEMBRES REGIONAUX PARTICIPANT AU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE (PSA) POUR L'AFRIQUE

1. Bénin	15. Mali
2. Burkina Faso	16. Mauritanie
3. Burundi	17. Mozambique
4. République Centrafricaine	18. Niger
5. Tchad	19. Rwanda
6. Comores	20. Sao Tome et Principe
7. Guinée équatoriale	21. Sénégal
8. Gambie	22. Sierra Leone
9. Ghana	23. Somalie
10. Guinée	24. Tanzanie
11. Guinée Bissau	25. Togo
12. Kenya	26. Ouganda
13. Madagascar	27. Zaïre
14. Malawi	28. Zambie



TABLEAU 2.9

**AFFECTATIONS DES RESSOURCES DU FAD-VI EN FAVEUR DES PRETS A L'APPUI DES REFORMES (PAR)  
DE JANVIER 1991 A JUIN 1992  
(en millions d'UCF)**

Pays	Affectation de base ressources du FAD-VI	Affectation ressources du FAT	Total	PAR		Total	%
				1991	1992	(1991-92)	(2)/(1)
CATEGORIE A	(1991-1993) (1)					(2)	
1. BENIN*	26,97	3,77	30,74	15,00	-	15,00	56,6
2. BURKINA FASO	38,92	5,45	44,37	15,00	-	15,00	38,5
3. BURUNDI	41,70	5,83	47,53	8,50	-	8,50	20,4
4. R. CENTRAF.*	23,45	3,28	26,73	15,00	-	15,00	64,0
5. TCHAD	47,18	6,60	53,78	-	-	-	-
6. COMORES*	16,09	2,25	18,34	8,50	-	8,50	52,8
7. DJIBOUTI	26,71	3,74	30,48	-	-	-	-
8. GUINEE EQUAT.*	16,93	2,37	19,30	-	9,0	9,00	53,2
9. ETHIOPIE	139,09	19,46	158,55	-	-	-	-
10. GAMBIE	32,05	4,48	36,53	-	-	-	-
11. GHANA	45,25	6,33	51,58	20,00	-	20,00	44,2
12. GUINEE	26,61	3,72	30,33	-	-	-	-
13. GUINEE BISSAU	40,72	5,70	46,42	-	-	-	-
14. KENYA	61,70	8,63	70,33	12,00	-	12,00	19,4
15. LESOTHO	18,10	2,53	20,63	-	-	-	-
16. LIBERIA	20,18	2,82	23,00	-	-	-	-
17. MALI	42,21	5,91	48,12	15,00	-	15,00	35,5
18. MADAGASCAR	51,22	7,17	58,39	-	-	-	-
19. MALAWI	54,22	7,59	61,81	10,00	-	10,00	18,4
20. MAURITANIE*	17,92	2,51	20,43	15,00	-	15,00	83,7
21. MOZAMBIQUE	116,14	16,25	132,39	-	-	-	-
22. NIGER	38,06	5,33	43,39	-	-	-	-
23. NIGERIA	139,06	19,46	158,52	-	-	-	-
24. RWANDA	35,41	4,95	40,36	12,00	-	12,00	33,9
25. SAO TOME	19,69	2,75	22,44	-	-	-	-
26. SIERRA LEONE	42,55	5,95	48,50	-	-	-	-
27. SOMALIE	52,54	7,35	59,89	-	-	-	-
28. SOUDAN	65,99	9,23	75,22	-	-	-	-
29. TANZANIE	106,02	14,83	120,85	-	30,00	30,00	28,3
30. TOGO	24,49	3,43	27,92	-	-	-	-
31. OUGANDA	59,19	8,28	67,47	25,00	-	25,00	42,21
32. ZAIRE	90,95	12,73	103,68	-	-	-	-
33. ZAMBIE *	32,54	4,55	37,09	20,00	-	20,00	61,5
TOTAL PARTIEL	1609,87	225,23	1835,15	191,00	39,00	230,00	
CATEGORIE B							
1. ANGOLA	18,49	3,29	21,78	-	-	-	-
2. CAP VERT	10,06	1,79	11,85	-	-	-	-
3. CONGO	9,49	1,69	11,18	-	-	-	-
4. COTE D'IVOIRE	17,24	3,07	20,31	-	8,00	8,00	46,4
5. EGYPTIE	47,21	8,39	55,60	-	-	-	-
6. MAROC	24,66	4,38	29,04	-	-	-	-
7. NAMIBIE	8,61	1,53	10,14	-	-	-	-
8. SENEGAL	16,28	2,89	19,17	-	-	-	-
9. SWAZILAND	8,81	1,57	10,38	-	-	-	-
10. ZIMBABWE	18,03	3,21	21,24	-	-	-	-
TOTAL	1788,75	257,04	2045,79	191,00	47,00	238,00	

Notes: (i) Montant total des prêts à l'appui des reformes de janvier 1991 à juin 1992 s'élève à 258,00 millions d'UCF constituant, 9,7 pour cent des ressources totales du FAD-VI soit 2,65 billions d'UCF ; (ii) le signe "\*" identifie les pays qui ont été programmés pour utiliser les ressources FAD en faveur des prêts à l'appui des réformes au-dessus de leur répartition indicative de 50 pour cent.

TABLEAU 2.10

**ETAT D'EXECUTION DES DOCUMENTS DE PERSPECTIVES  
ECONOMIQUES ET PROGRAMMES PAR PAYS (PEPP) ET DES  
DOCUMENTS DE POLITIQUE PAR PAYS (DPG)**

Pays	PEPP		DPG	
	Date de publication	Cycle	Date prévue Révision/ Préparation	Date de la 1ère publication
1. Algérie	janvier 1992	1991-93	en cours	1991
2. Angola	nouveau	1993-95	1992	1992
3. Bénin	décembre 1989	1989-91	1993	1992
4. Botswana	mai 1990	1989-91	1992	1991
5. Burkina Faso	novembre 1989	1989-91	1992	1991
6. Burundi	mai 1989	1988-90	1992	1991
7. Cameroun	nouveau	1993-95	1992	1991
8. Cap Vert	septembre 1989	1989-91	1992	1992
9. Rép. Centraf.	mai 1989	1989-91	1992	1992
10. Tchad	juin 1990	1990-92	en cours	1992
11. Comores	nouveau	1993-95	1992	1992
12. Congo	nouveau	1993-95	1993	1991
13. Côte d'Ivoire	nouveau	1993-95	1992	1992
14. Djibouti	novembre 1991	1988-90	1992	1992
15. Egypte	juillet 1989	1989-91	1993	1991
16. Guinée Equat.	décembre 1988	1989-91	1992	1992
17. Ethiopie	octobre 1988	1988-90	1992	1991
18. Gabon	janvier 1991	1990-92	en cours	1992
19. Gambie	novembre 1991	1991-93	en cours	1991
20. Ghana	février 1992	1991-93	en cours	1991
21. Guinée	novembre 1989	1989-91	1993	1992
22. Guinée Bissau	mai 1990	1990-92	en cours	1992
23. Kenya	mars 1990	1989-91	1992	1991
24. Lesotho	décembre 1988	1988-90	1992	1991
25. Liberia	nouveau	A.D	A.D	1992
26. Libye	nouveau	A.D	A.D	1992
27. Madagascar	août 1988	1988-90	1992	1991
28. Malawi	novembre 1989	1988-90	1992	1991
29. Mali	décembre 1991	1991-93	en cours	1991
30. Mauritanie	août 1988	1988-90	1992	1991
31. Maurice	novembre 1990	1991-93	1993	1991
32. Maroc	nouveau	1993-95	1992	1992
33. Mozambique	août 1988	1988-90	1992	1992
34. Namibie	nouveau	1993-95	1992	1992
35. Niger	août 1990	1990-92	en cours	1991
36. Nigeria	septembre 1989	1989-91	1992	1991
37. Rwanda	mai 1988	1988-90	1993	1991
38. Sao Tomé	décembre 1989	1989-91	1992	1992
39. Sénégal	mai 1989	1990-92	en cours	1991
40. Seychelles	juin 1991	1990-92	en cours	1992
41. Sierra Leone	novembre 1989	1989-91	1992	1991
42. Somalie	octobre 1988	1988-90	A.D	1991
43. Soudan	nouveau	1994-96	1993	1991
44. Swaziland	novembre 1988	1988-90	1992	1992
45. Tanzanie	août 1987	1988-90	1992	1992
46. Togo	octobre 1988	1993-95	1992	1992
47. Tunisie	nouveau	1992-94	en cours	1992
48. Ouganda	novembre 1989	1988-90	1992	1991
49. Zaïre	mai 1989	1989-91	1993	1991
50. Zambie	nouveau	1993-95	1992	1991
51. Zimbabwe	mai 1991	1991-93	en cours	1991

Note: A.D = à déterminer

TABLEAU 2.11

## RECRUTEMENT POUR LES ACTIVITES PRIORITAIRES DU FAD-VI

POSTES PRIORITAIRES	MESURES RELATIVES AU RECRUTEMENT: 1991-1992	
	Effectué	Programmé
<b>Programme par pays</b> (y compris Bureaux régionaux)		
Chargés de prêt	14	2
Economistes régionaux	16	3
<b>Agriculture</b>		
Agronomes	4	
Agro-economistes	6	2 (1 pour CEPR)
Experts en sylviculture	2	1 (SARD)
Experts santé publique	3	1 (SARD)
Experts éducation	2	
Experts élevage	1	
<b>Femmes et développement</b>		
Coordonnateurs F & D	3	
<b>Environnement</b>		
Environnementalistes	4	2 (NARD & SARD)
Démographes	2	1 (SARD)
<b>Lutte contre la pauvreté</b>		
Expert en politique sociale (CEPR)		1
Economiste-sociologue (SARD)		1
Sociologue & développement rural (NARD)		1
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>15</b>



**ANNEXES**



## ANNEXE A

## APPROBATION DE PRETS ET DE DONNS DU FAD-VI AU 30 JUIN 1992

PAYS	PROJET	TOTAL	MONTANT	SOURCE	SECT.	INST.	CAT.	ANNEE
ALGERIE	CENTRE DE DEV. TECHNIQUES AVANCEES	1,57	FAT	IND.	DPAT	C	1992	
ANGOLA	Réhab. DU RÉSEAU DES EAUX USEES DE LUANDA	17,86	4,50	FAD	EC	PP	B	1991
ANGOLA	ET. D'ADDUCT. D'EAU (3 CENTRES)		1,65	FAT	EC	DPAT	B	1991
BENIN	CONSTR. DE L'INST. DE SANTE PUBLIQUE	11,1	310,00	FAD	SS	PP	A	1991
BENIN	PRET II D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	216,14	15,00	FAD	MS	PAS	A	1991
BENIN	ETUDE DE ROUTE BENIN-NIGERIA	1,57	1,50	FAT	TR	DPAT	A	1991
BENIN	ASSAINISS. COTONOU & PORTO NOVO	1,50	1,40	FAT	EC	DPAT	A	1991
BENIN	ROUTE D'ACCES DE COTONOU		13,00	FAD	TR	PP	A	1991
BENIN	APPUI INST. DU MIN. P. & S.		3,90	FAD	MS	PP	A	1992
BURKINA FASO	ROUTE BILANGA-FADA	13,73	12,36	FAD	TR	PP	A	1991
BURKINA FASO	EDUCATION III	11,15	10,00	FAD	SS	PP	A	1991
BURKINA FASO	PRET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	277,19	15,00	FAD	MS	PAS	A	1991
BURKINA FASO	SANTE	13,24	11,90	FAD	SS	PP	A	1991
BURKINA FASO	APPUI INSTITUT. A 4 MINISTRES	2,86	2,70	FAT	MS	DPAT	A	1991
BURKINA FASO	ETUDE DU SECTEUR DE LA POPULATION	0,87	0,83	FAT	SS	DPAT	A	1991
BURKINA FASO	DEVELOPPEMENT RURAL (PL)		10,25	FAD	AGR.	PP	A	1992
BURKINA FASO	DEVELOPPEMENT RURAL (AT)		0,50	FAT	AGR.	DPAT	A	1992
BURKINA FASO	DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT		0,75	FAT	SS	DPAT	A	1992
BURUNDI	PRET D'AJUSTEMENT STRUCT.I (prêt suppl.)		8,50	FAD	MS	PAS	A	1991
BURUNDI	REHABILITATION DE LA RN.3	5,59	5,00	FAD	TR	PP	A	1991
BURUNDI	PROJET FORESTIER DE BUKIRASAZI	6,00	5,00	FAD	AGR.	PP	A	1991
REP. CENTR.	DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT (PL)		1,70	FAD	SS	PP	A	1991
REP. CENTR.	PRETS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	56,50	15,00	FAD	MS	PAS	A	1991
REP. CENTR.	DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT (AT)		1,30	FAT	SS	DPAT	A	1991
REP. CENTR.	PROJET D'EDUCATION		10,00	FAD	SS	PP	A	1992
CAMEROUN	REHABILITATION DU SECTEUR ROUTIER (ITA)	113,07	0,55	FAT	TR	DPAT	C	1991
CAP VERT	CHANTIER NAVAL DE SAO VICENTE	5,55	5,00	FAD	TR	PP	B	1991
CAP VERT	AEROPORT DE PRAIA	26,38	9,15	FAD	TR	PP	B	1991
CAP VERT	APPUI INST. AU MIN. DE L'INDUS. & ENER.	1,24	1,18	FAT	MS	DPAT	B	1991
TCHAD	AMELIORAT. DE LA FILIERE COTON	82,55	15,00	FAD	AGR.	PP	A	1991
TCHAD	EDUCATION III	15,59	10,00	FAD	SS	PP	A	1991

PAYS	PROJET	TOTAL	MONTANT	SOURCE	SECT	INST	CAT.	ANNEE
TCHAD	ET. DU PLAN DIRECTEUR DU SECT. DE L'EN.	1,59	1,40	FAT	EC	DPAT	A	1991
COMORES	PRET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	42,09	8,50	FAD	MS	PAS	A	1991
COMORES	ETUDE DE LA ROUTE SIMA-POMONI		0,40	FAT	TR	DPAT	A	1992
COTE D'IVOIRE	DEV. RURAL DE LA REGION OUEST	88,54	8,50	FAD	AGR.	PP	B	1991
COTE D'IVOIRE	PROG. DE RESSOURCES HUMAINES		8,00	FAD	SS	SA	B	1992
DJIBOUTI	DEVEL. INTEGRE DE LA PECHE	14,46	12,94	FAD	AGR.	PP	A	1991
DJIBOUTI	ETUDE DU PLAN DIRECTEUR DE L'AD. D'EAU	1,21	1,12	FAT	EC	DPAT	A	1991
DJIBOUTI	ETUDE DE LA L'ENTRETIEN DES ROUTES	1,66	1,50	FAT	TR	DPAT	A	1991
EGYPTE	APPUI INST. AU MIN. DE COOP.		2,50	FAT	MS	DPAT	B	1992
EGYPTE	APPUI INSTITUTION. AU NAT. STANDARD INST.		1,70	FAT	IND.	DPAT	B	1992
GUINEE EQU.	ETUDE DU PLAN DIRECTEUR DE L'AGRICUL.	0,43	0,41	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
GUINEE EQU.	ETUDE DE SANTE	1,30	1,20	FAT	SS	DPAT	A	1991
GUINEE EQU.	PRET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL		9,00	FAD	MS	PAS	A	1992
ETHIOPIE	ETUDE DU PROJ. D'IRRIG. DE BIRR & KOGA	5,21	3,69	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
ETHIOPIE	PREP. DE L'ET. DU PL. DIRECTEUR D'OMO-GHIBE	7,79	5,51	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
ETHIOPIE	ET. D'ADD. D'EAU & ASSAINISSEMENT	2,86	2,50	FAT	EC	DPAT	A	1991
ETHIOPIE	ETUDE DE L'AEROPORT D'ADDIS ABEBA		3,30	FAT	TR	DPAT	A	1992
ETHIOPIE	PROG. DE RELANCE ET DE REHAB. ECONOMIQUE		52,00	FAD	AGR.	PP	A	1992
ETHIOPIE	EDUCATION II		16,00	FAD	SS	PP	A	1992
ETHIOPIE	ROUTE CHIDA-SODO		26,00	FAD	TR	PP	A	1992
GABON	ETUDE DE L'ELEVAGE DANS LE NORD		0,98	FAT	AGR.	DPAT	A	1992
GAMBIE	APPUI INST. AU MIN. DES T.P. ET ROUTES	3,21	3,00	FAT	TR	DPAT	C	1992
GAMBIE	SANTE		7,70	FAD	SS	PP	A	1991
GHANA	PROJET I D'EDUCATION	17,30	15,00	FAD	SS	PP	A	1991
GHANA	DEVEL. COMMUNAUTAIRE DES FEMMES (PP)	2,70	1,98	FAD	SS	PP	A	1991
GHANA	AJUST. STRUCTUREL DU SECT. PRIVE	119,10	20,00	FAD	MS	PAS	A	1991
GHANA	SANTE	18,05	15,00	FAD	SS	PP	A	1991
GHANA	DEVEL. COMM. DES FEMMES (AT)		0,48	FAT	SS	DPAT	A	1991
GHANA	ETUDE DE L'IRRIGATION A PETITE ECHELLE		2,00	FAT	AGR.	DPAT	A	1992
GUINEE	PROJ. DE PALM. A HUILE, HEVEA, DE DIECKE	29,75	15,00	FAD	AGR.	PP	A	1991
GUINEE	DEV. DE RIZICULTURE A SIGUIRI	23,80	9,87	FAD	AGR.	PP	A	1991
GUINEE	ETUDE STRATEGIQUE DU SECT. MINIER	0,84	0,80	FAT	IND.	DPAT	A	1991
GUINEE	ETUDE DE LA PECHE INDUSTRIELLE	1,72	1,60	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
GUINEE BISSAU	AJUSTEM. DU SECTEUR AGRICOLE (SA)	119,04	12,00	FAD	AGR.	SA	A	1991
KENYA	ROUTE ZIWA-KITALE	20,94	18,50	FAD	TR	PP	A	1991
KENYA	AMEL. CULT. DU THE & CONSER. DES FORETS	20,13	16,31	FAD	AGR.	PP	A	1991



PAYS	PROJET	TOTAL	MONTANT	SOURCE	SECT	INST	CAT.	ANNEE
KENYA	EDUCATION II	22,21	20,00	FAD	SS	PP	A	1991
KENYA	AJUSTEMENT DU SECTEUR AGRICOLE (AT)		1,50	FAT	AGR.	DPAI	A	1991
KENYA	ELEVAGE		5,00	FAD	AGR.	PP	A	1992
LESOTHO	APP. INSTIT. AU MINFIN & PLAN	0,95	0,84	FAT	MS	DPAI	A	1991
LESOTHO	SERVICES DE SANTE RURALE IV		12,00	FAD	SS	PP	A	1992
MADAGASCAR	DIMENS. SOCIALES DE L'AJUSTEMENT (PP)	3,33	1,50	FAD	SS	PP	A	1991
MADAGASCAR	PRODUCTION LAITIERS	10,00	7,85	FAD	AGR.	PP	A	1991
MADAGASCAR	APP. INST. A LA DPRA CADASTRE NATIONAL	11,91	10,50	FAD	AGR.	PP	A	1991
MADAGASCAR	DIMENSIONS SOC. DE L'AJUST. STRUC. (AT)		1,00	FAT	SS	DPAI	A	1991
MADAGASCAR	ETUDE DU CANAL DE PANGALANES		2,00	FAT	TR	DPAT	A	1992
MADAGASCAR	PROSPECTION DU GAZ (PP)		6,20	FAD	IND.	PP	A	1992
MADAGASCAR	PROSPECTION DU GAZ (TA)		1,00	FAT	IND.	DPAT	A	1992
MALAWI	PROJET DE TELECOMMUNICATIONS II	34,26	12,00	FAD	EC	PP	A	1991
MALAWI	DEVELOP. RURAL DE MWANZA	10,87	8,70	FAD	AGR.	PP	A	1991
MALAWI	PROGR. D'AJUST. ENTREP/MARCH. FIN.(ECMAL)	109,09	10,00	FAD	MS	PAS	A	1991
MALAWI	ROUTE MSULIRA-NKHOTAKHOTA	16,56	13,10	FAD	TR	PP	A	1991
MALAWI	ETUDE DU SECTEUR AGRICOLE	1,84	1,56	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
MALAWI	ADDUC. D'EAU DE BLANTYRE (PP)		8,30	FAD	EC	PP	A	1992
MALAWI	ADDUC. D'EAU DE BLANTYRE (TA)		0,90	FAT	EC	DPAT	A	1992
MALI	PRET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	84,60	15,00	FAD	MS	PAS	A	1991
MALI	PROJET D'ELECTRICITE DE BAMAKO	23,97	10,00	FAD	EC	PP	A	1991
MALI	SANTE	13,87	12,48	FAD	SS	PP	A	1991
MALI	ET. DE LA ZONE HYDRO-AGR. DE SELINGUE	1,77	1,54	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
MALI	DEVEL. RURAL SIKASSO/KOULIKORO		10,00	FAD	AGR.	PP	A	1992
MAURITANIE	AD. D'EAU EN Z. RURALE SUD-EST MAURITANIE	9,38	8,44	FAD	EC	PP	A	1991
MAURITANIE	PASEP	122,58	15,00	FAD	MS	PAS	A	1991
MAURITANIE	DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT	3,04	0,76	FAT	SS	DPAI	A	1991
MAURITANIE	ETUDE AEP	2,29	2,17	FAT	EC	DPAI	A	1991
MAURITANIE	SANTE ET POPULATION		10,00	FAD	SS	PP	A	1992
MAURICE	EDUCATION I (AT)	13,02	0,43	FAT	SS	DPAI	C	1991
MOZAMBIQUE	REHAB. DU RESEAU DE DISTR. MAPUTO/BEIRA	17,88	15,80	FAD	EC	PP	A	1991
MOZAMBIQUE	APPUI INST. A LA BPD (PP)	4,19	1,61	FAD	IND.	PP	A	1991
MOZAMBIQUE	ETUDE DE SANTE	0,54	0,51	FAT	SS	DPAT	A	1991
MOZAMBIQUE	APPUI INSTITUTIONNEL A TDM	2,50	1,95	FAT	EC	DPAI	A	1991
MOZAMBIQUE	APPUI INSTITUTIONNEL A LA BPD (TA)		2,14	FAT	IND.	DPAI	A	1991
MOZAMBIQUE	DEVELOPPEMENT DES ZONES VERTES		8,00	FAD	AGR.	PP	A	1992

PAYS	PROJET	TOTAL	MONTANT	SOURCE	SECT	INST	CAT.	ANNEE
MOZAMBIQUE	FORMATION DES INSTITUTEURS (PI)		18,60	FAD	SS	PP	A	1992
MOZAMBIQUE	FORMATION DES INSTITUTEURS (TA)		0,40	FAT	SS	DPAT	A	1992
NAMIBIE	ETUDE DES RESS. DES TERRES COM. DU NORD	0,91	0,69	FAT	AGR.	DPAT	B	1991
NAMIBIE	ET. DE LA REFORME DE LA POL. COMMERC.		0,85	FAT	MS	DPAT	B	1992
NIGERIA	ADD. D'EAU A IBADAN II	100,86	3,48	FAD	EC	PP	A	1991
NIGERIA	ETAT DU PLATEAU KEFFI/DOMA	115,55	4,16	FAD	EC	PP	A	1991
NIGERIA	REHAB. DU PROJET SUCRIER DE SAVANNAH	69,58	7,00	FAD	AGR.	PP	A	1991
NIGERIA	IRRIGATION DE LA VALLEE DE HADEJA	51,67	40,00	FAD	AGR.	PP	A	1991
NIGERIA	ET. DU DEV. RIZICOLE DE L'ETAT DES RIVIERES	1,61	1,50	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
NIGERIA	ET. DE L'IRR. DE LA V. DE MIDDLE RIMA	2,07	1,87	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
NIGERIA	ETUDE DE LA RIZIC. A EYONG CREEK	1,72	1,54	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
NIGERIA	ETUDE ENVIRON. ET UTILISATION DES TERRES		0,85	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
NIGERIA	APPUI INSTITUTIONNEL A LA NACB		5,00	FAD	AGR.	DPAT	A	1992
NIGERIA	ETUDE DE L'IRRIGATION DE RIVER BASIN		4,00	FAT	AGR.	DPAT	A	1992
RWANDA	PROJET II ROUTE GITERAMA-N'GORERO	18,42	9,00	FAD	TR	PP	A	1991
RWANDA	PROG. D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	176,51	12,00	FAD	MS	PAS	A	1991
SAO TOME	REHABILITATION DE L'AEROPORT (SUPPL)	4,60	3,20	FAD	TR	PP	A	1991
SAO TOME	ET. DE PREINVESTISSEMENT DE L'ELEVAGE	0,41	0,39	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
SENEGAL	DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	12,64	9,30	FAD	AGR.	PP	B	1991
SENEGAL	FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT	8,19	4,10	FAD	SS	PP	B	1991
SENEGAL	AMEN. HYDRO-AGRIC. BASSIN DE L'ANAMBE		8,50	FAD	AGR.	PP	B	1992
SIERRA LEONE	EDUCATION II (PP)	16,52	13,63	FAD	SS	PP	A	1991
SIERRA LEONE	LIGNE DE CREDIT AGRICOLE		12,00	FAD	AGR.	LC	A	1991
SIERRA LEONE	APPUI INSTIT. AUX UNITES DE GEST. DETTE	0,51	0,49	FAT	MS	DPAT	A	1991
SIERRA LEONE	PLAN DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE	1,90	1,82	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
SIERRA LEONE	EDUCATION II (TA)		1,11	FAT	SS	DPAT	A	1991
SOUDAN	APPUI INSTITUTIONNEL A LA BIS	1,25	1,19	FAT	IND.	DPAT	A	1991
SOUDAN	ETUDE DE 19 HOPITAUX	1,61	1,53	FAT	SS	DPAT	A	1991
SOUDAN	APPUI INSTITUTIONNEL AU MIN. DES FINANCES	3,45	3,00	FAT	MS	DPAT	A	1991
SOUDAN	CENTRALE ELECTRIQUE DE KHARTOUM		1,25	FAT	EC	DPAT	A	1992
SWAZILAND	LIGNE DE CREDIT AGRICOLE A LA SDSB (AT)		0,53	FAT	AGR.	DPAT	B	1991
TANZANIE	LIGNE DE TRANSMISSION	88,65	25,00	FAD	EC	PP	A	1991
TANZANIE	ADDUCTION D'EAU DE ZANZIBAR-PEMBA	9,52	8,50	FAD	EC	PP	A	1991
TANZANIE	COMMERCIALISATION DU BETAIL		10,00	FAD	AGR.	PP	A	1992
TANZANIE	ETUDE DES ZONES DE TRAIT. DES EXPORT.	0,80		FAT	IND.	DPAT	A	1992
TANZANIE	RESTRUCTURATION DU SECTEUR FINANCIER	30,00		FAD	MS	PAS	A	1992

PAYS	PROJET	TOTAL	MONTANT	SOURCE	SECT	INST	CAT.	ANNEE
TANZANIE	REHAB. DES TELECOMMUNICATIONS		20,00	FAD	EC	PP	A	1992
TOGO	PROJET DE SANTE	23,96	15,00	FAD	SS	PP	A	1991
TOGO	EDUCATION	13,47	12,00	FAD	SS	PP	A	1991
UGANDA	REHAB. CENTRALE ELECTR. D'OWENS FALLS	252,64	20,00	FAD	EC	PP	A	1991
UGANDA	RATIONALISATION DE L'IND. SEMENCIERE	7,88	7,00	FAD	AGR.	PP	A	1991
UGANDA	PROGR. D'ENT. DES ROUTES RURALES	32,56	19,60	FAD	TR	PP	A	1991
UGANDA	PRET DE RELANCE ECONOMIQUE II	854,02	25,00	FAD	MS	PAS	A	1991
ZAIRE	ETUDE DU PLAN DIRECTEUR DU TRANSPORT	4,85	4,50	FAT	TR	DPAT	A	1991
ZAIRE	APPUJ INSTIT. A LA BUNAQUA	2,41	2,18	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
ZAMBIE	PRET DE RELANCE ECONOMIQUE	544,18	20,00	FAD	MS	PAS	A	1991
ZAMBIE	DEV. DES PETITES ET MOYENNES ENTREPR.	10,00	10,00	FAD	IND.	LC	A	1991
ZAMBIE	ETUDE DE L'IRRIGATION DE KARIBA KAFUE	2,21	2,11	FAT	AGR.	DPAT	A	1991
ZAMBIE	ETUDE DE L'AVIATION CIVILE	1,59	1,50	FAT	TR	DPAT	A	1991
ZIMBABWE	DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT	1,47	5,00	FAD	MS	PP	B	1991
ZIMBABWE	ETUDES DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	29,38	1,25	FAD	EC	DPAT	B	1991
MULTINATIONAL	REDRES. DES EBOULEMENTS DE TER. A TAZARA	109,51	20,60	FAD	TR	PP	SO	1991
MULTI	ROUTE TRANS-KGALAGADI (BOTSWANA)	3,13	11,50	FAD	TR	PP	SO	1991
MULTI	ET. HYDROLEC. DE BATOKA-GORGEZIM/ZAM)	3,30	2,82	FAT	EC	DPAT	SO	1991
MULTI	ETUDE DES ROUTES DE LA ZEP (OUGANDA)	3,51	3,14	FAT	TR	DPAT	SO	1991
MULTI	WARDA/ADRAO	3,95	3,16	FAT	AGR.	DPAT	SO	1991
MULTI	PROGRAMME ENERGETIQUE AFRICAIN	0,79	3,75	FAT	EC	DPAT	SO	1991
MULTI	ETUDE DES SEMENCES (CEPGL)	3,95	0,66	FAT	AGR.	DPAT	SO	1991
MULTI	ETUDE AGRICULTURE & PONTS OMVG		3,70	FAT	MS	DPAT	SO	1991
MULTI	BARRAGE DE DIAMA OMVS		5,25	FAD	AGR.	PP	SO	1991
MULTI	ROUTE TRANS-KGALAGADI (NAMIBIE)		9,00	FAD	TR	PP	SO	1992

## LEGENDE

SECT	=	secteur	INST	=	Instrument de prêt
AGR	=	Agriculture	PP	=	Prêt Projet
IND	=	Industrie	PAS	=	Prêt d'ajustement structurel
IND	=	Industrie	DPAT	=	Don ou prêt d'assist. technique, appui institutionnel
EC	=	Equipement Collectif	PAS	=	Prêt d'ajustement sectoriel
SS	=	Secteur Social	LC	=	Ligne de crédit
MS	=	Multi-sectoriel	DPAT	=	Don ou prêt d'assistance technique au cycle du projet
TR	=	Transport	PAS	=	Prêt d'ajustement structurel

## ANNEXE B

## INDICATEURS D'EVALUATION DE PERFORMANCE DES PAYS

## INTRODUCTION

Une matrice d'évaluation de la performance des pays a été conçue pour déterminer l'accès aux ressources du FAD-VI. Le processus prévoit l'évaluation de la performance économique de chaque pays à la lumière des critères du FAD-VI, renforcés par l'expérience acquise par le Groupe de la BAD et d'autres institutions. La matrice d'évaluation de performance comporte six volets essentiels : gestion macroéconomique ; lutte contre la pauvreté ; croissance dans l'équité ; questions liées à la protection de l'environnement ; portefeuille du Groupe de la Banque ; capacité institutionnelle ; et divers.

Les éléments de chaque volet sont évalués par rapport à des objectifs donnés. La note moyenne pondérée détermine la cote de performance affectée à un pays : performance forte, satisfaisante, faible ou minimale. Une caractéristique importante de la matrice d'évaluation de performance est qu'elle va au-delà de l'évaluation de la simple existence de ces politiques pour apprécier la manière dont celles-ci sont effectivement mises en oeuvre. L'objectivité de l'évaluation est garantie par l'examen fait par l'examen fait un groupe de travail interdépartemental, et par l'approbation par un Comité de la haute Direction.

A. Gestion macroéconomique

Taux de croissance du PIB réel (%)  
 Taux de croissance démographique (%)  
 Investissements bruts / PIB (%)  
 Déficit budgétaire / PIB (%)  
 Taux de croissance de la masse monétaire (%)  
 Taux d'inflation (%)  
 Taux d'intérêt réel (positif/négatif ou chiffre)  
 Déficit courant / PIB (%)  
 Indice du taux de change réel  
 Processus de libéralisation des prix (oui/non ou chiffre)  
 Processus de libéralisation des échanges (oui/non ou chiffre)  
 Existence d'un programme d'ajustement (oui/non)  
 Ratio du service de la dette (réel/cumulé) (%)  
 Montant total de la dette / PIB (%)

B. Lutte contre la pauvreté et croissance dans la justice

Existence de politiques effectives en faveur du secteur social en % des allocations au secteur social  
 Dépenses de fonctionnement

Dépenses d'investissement

### **POLITIQUES / PROGRAMMES**

Agriculture et production alimentaire

Programmes démographiques

Soins de santé primaires

Possibilités de création de revenu / politique

Dépenses militaires / PIB (%)

### **C. Questions liées à la protection de l'environnement**

Plan d'action national en faveur de l'environnement, conservation de l'environnement et autres politiques existantes en la matière.

### **D. Portefeuille du Groupe de la Banque**

Prêts approuvés (cumulés)

Décaissements (cumulés %)

Prêt en vigueur (moyennes mensuelles)

Engagements de la Banque (%)

Arriérés dus à la Banque (UCB/UCF)

Nombre de mois de sanctions

Remboursement annuel dû à la BAD en % des exportations

Performance des projets - rendements

Respects des procédures de la Banque

Dépassements de coûts / sous-utilisation des ressources

Dialogue

### **E. Planification de la capacité institutionnelle**

Gestion de la fonction publique

Processus de réforme de la fonction publique (oui/non)

Degré de coordination avec le donateur

### **F. Divers**

Gestion de la chose publique

**ANNEXE C****PRESENTATION DES DOCUMENTS DE STRATEGIE PAR PAYS (DSP)**

Le DSP comporte cinq sections :

**Section 1 : évaluation de la situation économique et sociale**

Dans la section 1, le document traite très brièvement du contexte économique et social ainsi que de la récente performance économique du pays, y compris la population, le PIB et la croissance sectorielle, sans oublier les efforts d'ajustement. Les problèmes majeurs, les tendances et les programmes en place sont également identifiés. Il s'agit notamment des problèmes d'ordre macroéconomique, structurel et institutionnel, ainsi que des programmes connexes d'ajustement déjà en place, dont sont décrits les objectifs, les stratégies, les orientations et les actions entreprises ou à entreprendre à court, moyen et long terme.

**Section 2 : évaluation des perspectives de croissance et des ressources**

La section 2 examine les sources potentielles de croissance (au regard de la base des ressources naturelles et humaines du pays) : agriculture, industrie, extraction minière, tourisme, etc. Elle évalue la mise en oeuvre des politiques identifiées ci-dessus, l'environnement extérieur, le taux de croissance moyen à moyen terme, ainsi que les contributions sectorielles à la croissance du PIB. Les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs en matière de taux de croissance font aussi l'objet d'un examen.

**Section 3 : Opérations et engagements du Groupe de la Banque**

Cette section traite :

- i) des opérations du Groupe de la Banque ;
- ii) de l'évaluation de la solvabilité et du risque-pays ; et
- iii) de l'évaluation de la coordination entre le donateur et le pays bénéficiaire.

#### **Section 4 : Stratégie recommandée de la Banque et justification**

La section propose le programme triennal de prêt en quatre scénarios (selon les directives du FAD-VI) avec leurs incidences sur le service de la dette et les engagements de la Banque. Ces scénarios sont les suivants : supérieur ou renforcé ; si la performance est très bonne satisfaisant, si la performance est bonne ; bas, si elle est insuffisante ; et minimum. Le rapport comporte, en conclusion, une recommandation concernant les scénarios évalués, ainsi que sa justification compte tenu des critères de performance établis.

#### **Section 5 : Annexes d'appui**

Des informations et données sur les éléments ci-après sont annexées au rapport :

- i) indicateurs sociaux de développement concernant les ressources humaines ; revenu et pauvreté, investissements dans le capital humain ;
- ii) indicateurs-clés par pays, y compris les indicateurs macroéconomiques, les comptes nationaux, le commerce extérieur, la balance des paiements, les capitaux étrangers et la dette extérieure, l'argent et le crédit, les arriérés sur les prêts-projets ; et
- iii) indicateurs de risque.

